

Image de la couverture du livre :
"Impossible de sortir du sous-
développement par le capitalisme!", de
Rahman Nouda, Version 18, Première
édition en mai 2020 :

Rahman Nouda

**Impossible de sortir
du sous-développement
par le capitalisme !**



Informations sur ce livre

Auteur: Rahman Nouda.
Titre du livre: "Impossible de sortir du sous-développement par le capitalisme".
Catégorie: Essai en économie politique.
Numéro de la dernière mise à jour du texte : 18.
Couverture: créée par l'auteur.
Date de publication de la première version : mai 2020.
Éditeur: Rahman Nouda (livre édité et publié par l'auteur Rahman Nouda, et offert gratuitement sur Internet).
Accès à ce livre: <https://LivresChauds.Wordpress.Com>
Adresse de l'auteur : nouda.abderrahman@gmail.com
ISBN : 978-9920-34-489-0

Licence gratuite pour les éditeurs

L'auteur de ce livre, Rahman Nouda, accorde à tout éditeur intéressé par ce livre, partout dans le monde, une licence gratuite, non exclusive et non transférable. Cette licence permet à l'éditeur de publier ce livre, de le traduire dans la langue de son choix, de le diffuser, voire de le publier et de le vendre (uniquement s'il est imprimé sur papier). L'auteur n'oblige pas l'éditeur qui publie ce livre de verser une compensation financière à l'auteur. Les conditions d'obtention gratuite de cette licence sont les suivantes: 1) Il est interdit à l'éditeur de modifier le contenu de ce livre, sauf s'il obtient une autorisation écrite de l'auteur précisant les modifications autorisées. 2) Cette licence est concédée, en même temps, à tous les éditeurs dans le monde (ce qui signifie qu'il est interdit de convertir cette licence en un droit exclusif d'un seul éditeur). 3) Dans le cas où ce livre est imprimé sur papier, son prix de vente doit être le plus bas possible. 4) Si l'éditeur propose ce livre en téléchargement en ligne, ce téléchargement doit être gratuit. 5) Au début de chaque exemplaire publié de ce livre (que ce soit sur papier ou sur Internet), le présent paragraphe doit être reproduit («Licence gratuite pour les éditeurs»). Le but de cette licence est de contribuer à la diffusion de la culture et non de générer des profits commerciaux. Cette licence ne signifie pas que l'auteur (Rahman Nouda) renonce à ses droits d'auteur, ou droits de propriété intellectuelle. L'auteur conserve, en même temps, tous ses droits (de reproduction, modification, transmission, publication, affichage, distribution, vente et commercialisation de ce livre, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit).



Autres ouvrages de Rahman Nouda

- Le Sociétal, Version 8, pdf.
- Le Politique, Version 9, pdf.
- L'éthique politique, Version 11.3, pdf.
- نَقْدُ الشَّعْبِ (حوار حول مُعَيِّنَاتِ إِصْلَاحِ المُجْتَمَعِ)، الصيغَة 56، منشور على الورق.
- نَقْدُ أَحْزَابِ الْيَسَارِ بِالْمَغْرِبِ، الصيغَة 55، pdf.
- هل ما زالت الماركسية صالحة بعد انهيار الاتحاد السوفياتي؟ الصيغَة 13، pdf.
- نَقْدُ تَعَاوُنِ الْيَسَارِيِّينَ مَعَ الْإِسْلَامِيِّينَ، الصيغَة 8، pdf.
- أُطْرُوحَاتُ حَوْلِ الدَّوْلَةِ، نَشْرَ 2022، الصّفْحَاتُ 95، الصّيغَة 12.
- طَبَقَاتُ المُجْتَمَعِ، صيغَة سنة 1983، pdf.
- نَقْدُ النِّظَامِ السِّيَاسِيِّ بِالْمَغْرِبِ، الصيغَة 56، pdf.
- نَقْدُ الصِّهْيُونِيَّةِ، الصيغَة 14، pdf.
- نَقْدُ النُّخَبِ، الصيغَة 8، pdf.
- آيَة عِلَاقَة بَيْنَ الدِّينِ وَالْقَانُونِ، الصيغَة 24، pdf.
- الْجِنْسُ وَالدِّينُ (مِنَ الْإِرْشَادِ إِلَى الْفُضِيحَةِ)، pdf.
- كَيْفَ نُسْقِطُ الْاِسْتِبْدَادَ (فِي فَنُونِ النِّضَالِ الْجَمَاهِيرِيِّ السَّلْمِيِّ المُشْتَرِكِ)، pdf.
- مَشْرُوعُ الرِّبْطِ الْقَارِئِ بَيْنَ الْمَغْرِبِ وَاسْبَانِيَا، دَرَاة جِيُو اسْتِرَاتِيجِيَّة، صيغَة سنة 1988، pdf.
- كَيْفَ؟ (فِي فَنُونِ النِّضَالِ السِّيَاسِيِّ الثَّوْرِيِّ)، صيغَة سنة 1982، pdf.
- كَيْفَ نَتَجَاوِزُ الْقَمْعَ، صيغَة سنة 1973، pdf.
- وَنَشْرُ مَقَالَاتٍ وَدَرَاةَاتٍ مَتَنَوِّعَةً عَلَى جَرَائِدٍ وَمَجَلَاتٍ مَغْرَبِيَّةٍ، وَعَلَى الْإِنْتَرْنِيَّتِ.

Quiconque peut télécharger gratuitement ces livres à partir du site :
<http://LivresChauds.Wordpress.Com>

Rahman Nouda⁽¹⁾

**Impossible de sortir
du sous-
développement par le
capitalisme !**

(Version 18)

Mai 2020

(1) Ingénieur, écrivain, ancien détenu politique, condamné à perpétuité, emprisonné durant environ 18 ans sous le règne du roi Hassan II.

IMPOSSIBLE DE SORTIR DU SOUS-DÉVELOPPEMENT PAR LE CAPITALISME !⁽²⁾

En : Impossible to get out of underdevelopment through capitalism.

MOTS-CLEFS

Fr : Maroc, Économie, Développement, Sous-développement, Modèle de développement, Économie politique, Sciences politiques.

En : Morocco, Economy, Development, Under-development, Development model, Political economy, Political science.

RÉSUMÉ DU LIVRE :

Fr : Thèses politiques sur la problématique du modèle de développement économique, et sur le "comment sortir du sous-développement sociétal, dans les pays du tiers-monde, cas du Maroc".

En : Political theses on the problematic of the economic development model, and on "how to get out of societal underdevelopment, in dependent countries of the third world, case of Morocco".



(2) Un résumé de ce livre, portant le même titre, et fait en 25 pages, a été publié par la revue semestrielle "Majallat Arrabii", éditée par le CERM, n°27, Juin 2021, numéro spécial sur "L'économie marocaine, caractéristiques et perspectives", de page 83 à 119.

TABLE DES MATIÈRES

1. Conclusion de ce livre.....	9
2. Introduction préventive.....	11
3. Thèses préliminaires.....	13
4. Casser des préjugés capitalises.....	16
5. Universités et «science capitaliste» de l'économie.....	19
6. Y a-t-il un vrai débat sur l'économie ?.....	20
7. Quel est le diagnostic satisfaisant et suffisant ?.....	22
8. Quid des facteurs non économiques ?.....	23
9. Peut on réformer l'économie sans réformer le régime politique ?.....	26
10. Logique partielle ou logique sociétale ?.....	28
11. Deux constats économiques incontournables.....	30
12. «Accords de libre échange», ou accords d'échange inégal ?.....	32
12.1 - Exemple de l'ALE entre l'Union Européenne et le Maroc.....	32
12.2- Exemple de l'ALE RCEP de l'Asie - Pacifique.....	40
12.3- Conclusion partielle.....	41
13. Des crédits extérieurs conditionnés par la soumission aux puissances impérialistes.....	42
14. Exemples de problèmes économiques invisibles.....	45
15. Pas de développement économique possible sans fédérer les États d'Afrique du Nord.....	50
16. Le tourisme ne peut pas constituer un pilier du développement économique.....	54
17. Fiscalité équitable, ou surexploitation camouflée?.....	56
18. Un pays du tiers-monde peut-il sortir du sous-développement dans le cadre du capitalisme?.....	58
19. Quel est le but de l'économie ?.....	62
20. Comment s'explique le développement de l'économie nationale?.....	66
21. L'indispensable neutralité de l'enseignement public.....	72
22. Profusion de discours et de propagandes.....	76
23. Conflits d'intérêts, accaparement de la fortune et du pouvoir.....	77
24. Comment réduire les inégalités sociales ?.....	84
25. Loi sur l'évolution de la société vers la décadence.....	85
26. Un régime politique verrouillé, et incorrigible.....	87
27. L'État, le capitalisme, et le régime politique.....	93
28. Soit l'inflation et la hausse des prix, soit le socialisme.....	105
29. Comment la Chine est-t-elle sortie de son sous-développement économique ?.....	112

30. <i>Leçon de l'expérience «libérale» du Chili.....</i>	115
31. <i>Rapports sociaux et lutte des classes.....</i>	118
32. <i>Pourquoi la solidarité sociétale est-elle indispensable?...120</i>	
33. <i>Économie, culture, tradition, religion et morale.....</i>	121
34. <i>Le besoin d'une révolution culturelle ininterrompue.....</i>	123
35. <i>Soit l'écologie, soit le suicide collectif !.....</i>	124
36. <i>Agriculture, eau, démographie, et masses-médias.....</i>	128
37. <i>Les bons et les mauvais «économistes».....</i>	131
38. <i>Les impérialistes et le développement du tiers-monde.....</i>	133
39. <i>La classe des grands exploiters.....</i>	136
40. <i>L'effondrement probable de l'État.....</i>	137
41. <i>Rappel de la conclusion.....</i>	137
<i>Cette conclusion est présentée au début du livre.....</i>	137



1. Conclusion de ce livre

Ce livre montre que, pour un pays du tiers-monde (comme le Maroc), «sous-développé» et «dépendant», il est très difficile, ou quasi impossible, de sortir du «sous-développement», dans plusieurs cas, dont au moins les cas suivants :

- Si le peuple du Maroc n'assimile pas l'ensemble des *erreurs politiques* fatales qu'il a commises au cours des cent dernières années.

- Si le Maroc reste inséré dans des relations de «libre échange», structurellement inégales, ou s'il demeure *dépendant* à l'égard des puissances *impérialistes*.

- Si le Maroc ne s'intègre pas dans une fédération de l'ensemble des cinq pays d'Afrique du Nord.

- Si le Maroc se fie aveuglément à l'idéologie capitaliste, ou à des processus capitalistes supposés «spontanés» ou «automatiques», avec des écarts de richesse énormes, sans État de Droit, sans État socialiste, sans planification, sans stratégie, et sans investissements publics massifs.

- Si l'ensemble de l'économie nationale est mu par une logique capitalise, à courte vue, dépourvue de toute vision politique ou stratégique, et qui ne s'intéresse qu'à des profits individualistes, ou à des rentabilités à court terme.

- Si l'État s'acharne à vouloir «développer l'économie nationale» seule, tout en refusant de démocratiser le régime politique, et de développer simultanément l'ensemble des composantes de la société.

- Si la majorité des citoyens demeurent pendant longtemps incultes, pauvres et égoïstes.

- Si la formation de la majorité des cadres reste médiocre, ou si une part importante des cadres immigreront.

- Si l'État ne fructifie pas, sur le long terme, les potentialités productives de plusieurs vastes armées de savants, chercheurs,

ingénieurs, professeurs, cadres, techniciens, spécialistes, entrepreneurs, gestionnaires, planificateurs, producteurs, fabricants, travailleurs, artisans, créateurs, innovateurs, etc, qui sont tous formés par un enseignement public généralisé, obligatoire, gratuit, et de la meilleure qualité scientifique possible.

- Si le régime politique «makhzénien» (مَخْزَنِي), demeure fondé sur la dépendance (à l'égard des puissances impérialistes), le despotisme, la rente, la répression, l'oppression, la corruption, la concussion, la fraude fiscale, la surexploitation, et le refus de respecter les règles de l'État de Droit.

- Si l'État (et la classe des grands exploités) a peur de la révolution, au point qu'il parie sur «le tout sécuritaire», en manipulant le contenu de l'enseignement public (pour faciliter la soumission des nouvelles générations), et qu'il développe des appareils de répression pléthoriques, au lieu de développer des universités de haut niveau scientifique.

- Si l'État n'organise pas la coopération et la complémentarité sociétales, ou s'il ne fructifie pas le maximum possible des potentialités productives de tous les citoyens (aptes au travail), par l'éducation, la formation, l'encadrement, l'organisation, et l'investissement public, pour produire en commun, en améliorant continûment, à la fois les connaissances, les sciences, les techniques, les équipements, les infrastructures, les méthodes, les solidarités et les valeurs.

- Si l'État n'est pas dirigé par un parti politique socialiste et fort, ou un front de masses, révolutionnaire et socialiste, fondé sur des réseaux d'organisations de masses populaires enthousiastes, doté d'un programme sociétal ambitieux et global, bénéficiant d'une structure de pouvoir efficace, apte à prendre des décisions centrales décisives, et capable d'appliquer ces décisions par une discipline stricte, à travers des institutions du parti ou du front (au pouvoir), de l'État, et des organisations de masses.

- Si l'État n'accorde pas une importance décisive à l'équité dans les rapports sociaux, à la rationalité des choix politiques, et au rôle souverain du peuple producteur.

- Si l'État et les lois n'imposent pas une séparation nette entre le monde des affaires et les institutions politiques de l'État,

avec interdiction de rassembler simultanément entre ses mains une fortune économique et un pouvoir politique; ou si les conflits d'intérêts, ne sont pas dénoncés et interdits; ou si les activités de lobbying ne sont pas bannies (puisqu'elles se font par l'argent, c'est à dire par la corruption).

- Si les plus riches deviennent hégémoniques, accaparent le pouvoir politique, monopolisent le pouvoir de légiférer, et assujettissent l'État à leur profit exclusif.

- Si l'État reste pendant longtemps incapable de résoudre les grands problèmes qui font souffrir le peuple.

- Si l'agriculture n'est pas excellente, ou au moins suffisante, avec l'invention et la généralisation de nouvelles ingénieries de captation de l'eau, de son stockage, son transport, son utilisation, sa dépollution, et ses multiples recyclages.

- Si l'État exploite le peuple par un système fiscal lourd et injuste, ou si les hauts fonctionnaires de l'État abusent de leurs pouvoirs pour accorder à eux-mêmes des revenus et des privilèges trop «généreux».



2. Introduction préventive

J'avoue volontiers que je ne suis pas un «économiste», ou un «spécialiste de l'économie». Je reconnais que je suis un quasi ignorant, sans aucun diplôme, dans le domaine de l'économie (bourgeoise). Malgré mon âge avancé, j'apprends tous les jours des éléments nouveaux en économie.

Pourquoi alors participer au débat sur la question du «modèle de développement de l'économie nationale»? Parce qu'en tant que citoyen militant, je voudrais exprimer quelques interrogations, critiques, ou souhaits, conformément à mes options politiques. Je ne présente pas une étude «économique» ou «scientifique», mais un avis politique, sur le «développement

souhaitable de l'économie nationale». Cet avis est fondé sur une lecture de notre Histoire, sur une analyse de notre présent, et sur une vision de notre futur. Croire que seuls les «experts» en économie ont des choses intéressantes à dire sur l'économie, est une conception bourgeoise. Si plusieurs «experts» en économie ont proposé des choix économiques qui servent les intérêts de la classe des grands exploités, pourquoi n'aurais-je pas, moi aussi, le droit d'exprimer des options économiques qui servent les intérêts de la classe des exploités? A chacun ses parti-pris. Mais les valeurs morales des parti-pris se différencient par leur générosité, leur équité, leur humanisme, ou leur universalisme.

Avant d'entrer dans le «débat sur l'économie», rappelons le contexte géostratégique international. Entrons donc par la grande porte. Avant 1989, le monde était multipolaire, ou au moins bipolaire. Le camp capitaliste (USA, Europe, Japon, Canada, Australie, etc), le camp socialiste (URSS, Chine, Cuba, Vietnam, etc), et le camp non-aligné (Inde, Indonésie, Iran, Yougoslavie, etc). Ces camps étaient engagés dans une lutte globale : idéologique, économique et politique. Deux blocs de valeurs étaient en concurrence : les valeurs capitalistes, et les valeurs socialistes ou communistes. Mais après un surprenant effondrement de l'URSS⁽³⁾ en 1991, plus rien ne peut résister à l'hégémonie des USA, et à son alliance militaire internationale, l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord). Le champ d'intervention de l'OTAN a été étendu de la région de l'Atlantique Nord, au monde entier. Tout régime politique ayant des aspirations socialistes est combattu par tous les moyens, légaux et illégaux, économiques et militaires.

Les médias capitalistes hégémoniques imposent les nouvelles vérités triomphantes : «le marxisme est faux», «le socialisme est une utopie», et «le capitalisme est le seul modèle social viable et éternel»! Des «communicants» (qui refusent de se reconnaître comme des "propagandistes") proclament : «le marxisme, le socialisme, tout ça, ce n'est que de l'idéologie»!

(3) Livre en langue arabe : Rahman Nouda, «le marxisme est-il encore valable après l'effondrement de l'URSS», (<https://livreschauds.wordpress.com/2019/04/28/هلَ مَا زَالَتْ>

(الماركسية صالحة بعد انهيار الاتحاد السوفياتي).

Ces «communicants» feignent d'ignorer que leurs propres affirmations sont bel et bien des «idéologies». Ces «communicants» qualifient les idées de leurs opposants d'«idéologies», et considèrent leurs propres idées comme étant «la vérité suprême, absolue, scientifique». Ce qui est précisément une caractéristique pertinente de tout discours idéologique. Comme l'a expliqué Louis Althusser: «Ceux qui sont dans l'idéologie se croient par définition en dehors de l'idéologie. (...) L'idéologie ne dit jamais "je suis idéologique". (...) On sait fort bien que l'accusation d'être dans l'idéologie ne vaut que pour les autres, jamais pour soi (à moins d'être vraiment spinoziste ou marxiste)»⁽⁴⁾. Certains «communicants» ont annoncé la fin de l'Histoire. Une grande majorité de citoyens, militants, économistes, partis politiques, et même des États, ont été assommés par ces événements déroutants, et ont perdu leurs boussoles théoriques. Le sens critique s'est atténué. Les alternatives se sont appauvries. Les débats contradictoires, les formes de résistance, et les libertés de conscience, ou d'expression, se sont raréfiés. Au point que certains partis politiques (exemple USFP, PPS), et même certains États (Algérie, Égypte, Syrie), qui avaient le qualificatif de «socialiste» dans leurs noms officiels, se sont transformés, sans préavis, en pro-capitalistes, anti-marxistes, anti-socialistes, conservateurs, et parfois même, en réactionnaires. Aujourd'hui, les anciennes vérités ne sont plus évidentes. Il faut donc tout revisiter, tout remettre en cause, tout repenser à travers le filtre de la critique révolutionnaire.



(4) Louis Althusser, “Idéologie et appareils idéologiques d’État”, Les Éditions sociales, Paris, 1976, p.50.

3. Thèses préliminaires

Chaque fois que est que le capital est accumulé par l'appropriation du surtravail non rémunéré des travailleurs salariés, nous sommes en présence du capitalisme.

[Thèse 1] : Des économistes, des politiciens et des responsables dans l'État, prétendent que, pour qu'un pays «sous-développé» du tiers monde (comme le Maroc) sorte de son «sous-développement», il suffit qu'il persévère dans des activités économiques capitalistes, avec une «bonne gouvernance», et pendant suffisamment longtemps. Mais ils sont incapables de prouver cette thèse. Leur argument massue est de dire : «ça va marcher, grâce aux sages orientations de sa majesté le roi, commandeur des croyants, Allah le soutient, et lui accorde la victoire» !

Mais je ne me fais pas d'illusion. Je ne cherche pas à «prouver» mes thèses économiques ou politiques à tout le monde. Il est ici inutile d'aligner des arguments logiques, comme des rangées d'«orgues de Staline». Car personne ne peut prouver ses thèses politiques. Moi non plus, je ne peux pas démontrer mes thèses opposées. Et comment le pourrais-je, dans le cadre d'une société mue par une lutte féroce des classes sociales ? Je me contente de fournir quelques explications, claires et sérieuses, à ceux qui aspirent à des ambitions semblables aux miennes.

Entendons nous bien. Si c'était vrai, dans les domaines économiques ou politiques, que les citoyens pouvaient unifier leurs opinions et leurs croyances, par la logique, la raison, la science ou la justice, alors le sort des sociétés humaines aurait été bien meilleur qu'il ne l'est aujourd'hui, et ce depuis plusieurs siècles ou millénaires !

Hélas, au cours de l'histoire, ce qui prévaut dans les controverses économiques et politiques, ce sont les intérêts égoïstes, ou les intérêts de classes sociales, ou les rapports de force, et non pas les arguments conformes à la raison, à l'équité, ou aux sciences. Car, dans la globalité sociétale, personne ne peut prouver ses idées politiques. Il est illusoire de vouloir convaincre tout le monde. Puisqu'un individu ou un groupe ne peut être convaincu que par les idées politiques qui sont

bénéfiques à ses intérêts personnels, ou aux intérêts de sa propre classe sociale, ou à ceux de la classe sociale qu'il sert !

Dans le cadre de la domination des puissances impérialistes sur le monde, cette croyance (de la possibilité de faire sortir des pays du tiers-monde du sous-développement par le capitalisme) devient un mythe idéologique. Il est illusoire de croire qu'un pays du "tiers monde" puisse sortir de son "retard", ou de son "sous-développement", en suivant la voie capitaliste. Même si le régime politique établi au Maroc persévère dans ses choix capitalistes actuels, pendant encore un siècle supplémentaire, il ne pourra pas faire sortir le pays de son "sous-développement". Comme il est illusoire de croire en la possibilité de "rattraper" le niveau avancé des pays développés, par un système capitaliste dépendant envers les puissances impérialistes. Car les expériences des cent dernières années montrent, partout dans le monde, que même si un pays «sous-développé» du tiers-monde persévère longtemps dans des pratiques économiques assidues du capitalisme, ce pays reste le plus souvent «sous-développé» par rapport aux pays «développés».

Si un pays du tiers-monde applique le capitalisme, et même s'il essaye d'appliquer le principe de "compter sur soi", et même s'il essaye de lutter contre la domination des centres impérialistes, cela ne suffira pas pour qu'il se libère du sous-développement. Dans ce cas, il va rester dominé et retardataire. Car, pour réussir dans son combat contre la dépendance et le sous-développement, ce pays devrait aussi lutter, simultanément, pour sortir du capitalisme lui-même, et pour parvenir au socialisme. Seuls des pays suffisamment grands, ayant mené une révolution sociétale «socialiste», pendant suffisamment longtemps (comme la Russie ou la Chine), ont pu se dégager du «sous-développement» et de la dépendance.

Le présent livre explique pourquoi il est quasi impossible, pour un pays «sous-développé» du tiers-monde, de sortir de son «sous-développement», dans le cadre du capitalisme; et que pour se faire, la voie d'une révolution sociétale socialiste est nécessaire. Tout en sachant que, durant une phase primaire de construction du socialisme, qui dure au moins 70 ans, il est nécessaire de combiner, dans un même pays, deux systèmes

économiques, le socialisme et le capitalisme, mais sous la domination du socialisme⁽⁵⁾.

[Thèse 2] : Il existe aujourd'hui différents types de luttes des peuples du tiers-monde : comme a) Le type de lutte pour l'indépendance nationale, la liberté et la démocratie; b) Le type de lutte pour sortir du sous-développement économique et sociétal; c) Le type de lutte contre la corruption et le despotisme; d) Le type de lutte contre la domination de l'impérialisme, et contre son exploitation; e) Le type de lutte contre le capitalisme et pour le socialisme. Ces types de luttes sont tous interconnectés et interdépendants, à la fois politiquement et dialectiquement. Si nous voulons séparer ces différents types de lutte les uns des autres, si nous voulons retarder certains parmi eux, cela conduit à un échec. Parce que chacun parmi ces types de luttes facilite et renforce les autres types de luttes mentionnées. Les peuples des pays du tiers monde ne peuvent réussir dans aucun parmi ces types de luttes mentionnés ci-dessus, s'ils ne combinent pas tous ces types de luttes dans une seule lutte globale, commune, composite, unifiée, et sur le long terme.

Parmi les erreurs historiques fatales commises par le peuple, et par le mouvement national (qui luttait pour l'indépendance nationale du Maroc, pendant les années 1955), est qu'ils ont cru qu'il était possible de séparer les différents types de lutte (présentées précédemment), et de les échelonner dans le temps. Ils avaient donné la priorité à la lutte pour l'indépendance nationale, et avaient retardé les autres types de luttes. Conséquence : ils ont raté tous ces types de luttes. Plus de 70 ans après, le peuple se trouve encore à la même case de départ, et plus faible qu'avant.



(5) Voir le livre de Rahman Nouda, en langue arabe, "Le marxisme est-il encore valable après l'effondrement de l'URSS"? , dans : <https://livreschauds.wordpress.com/2019/04/28/هل ما زالت رحمان النوضه، هل ما زالت الماركسية صالحة بعد انهيار الاتحاد السوفياتي/>

4. Casser des préjugés capitalistes

Le «développement de l'économie nationale» nécessite préalablement de casser plusieurs clichés et préjugés capitalistes. Pour bien gérer le «développement de l'économie nationale», nous avons besoin non seulement de connaissances approfondies sur l'économie capitaliste, mais également sur l'économie socialiste. Une personne qui a étudié, à la fois le capitalisme et le socialisme, peut avoir une vision plus approfondie qu'une personne qui n'a étudié que l'économie capitaliste. N'oublions pas que les «sciences économiques» ne sont pas neutres, puisque les économistes se divisent, partout dans le monde, en conservateurs et progressistes, ou en partisans du capitalisme et adeptes du socialisme. Dans tous les pays capitalistes, les économistes savent que s'ils ne professent pas les thèses que veulent les classes dominantes, ils seront systématiquement marginalisés, voir exclus, des opportunités fructueuses existant dans leur métier professionnel. Même si les crises successives du capitalisme contredisent plusieurs thèses des «économistes» capitalistes, et confortent celles des partisans de la théorie marxiste. L'une des caractéristiques des capitalistes est qu'ils considèrent la littérature marxiste comme un verbiage insensé, et qui ne mérite pas d'être lu, ou connu.

Contrairement aux propagandes capitalistes, l'effondrement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) en 1989 ne prouve pas l'invalidité du marxisme, puisque certaines politiques appliquées en URSS transgressaient plusieurs principes du marxisme⁽⁶⁾. Quand des «économistes» affirment que «le socialisme est une utopie», ils signifient que le «capitalisme» est le sort inéluctable et éternel de l'humanité. Ils transforment le capitalisme en une nouvelle religion. Ils méconnaissent que le capitalisme sera dépassé, comme l'a été

(6) Rahman Nouda, livre "Le marxisme est-il encore valable après l'effondrement de l'URSS?", disponible en langue arabe sur le Blog de l'auteur: <https://livreschauds.wordpress.com/2019/04/28/الت/كتاب-هل-ما-زالت-الماركسية-صالحة-بعد-انهيار-الاتحاد-السوفياتي-؟>، رحمان النوضة، الصيغة 10. ء

l'esclavage ou le féodalisme. Ils feignent de ne pas comprendre que le «libéralisme» ou le «capitalisme» est tout autant utopique. Ils oublient que le «libéralisme» idéal ne s'est réalisé nulle part dans le monde, et que l'ensemble des pays capitalistes dans le monde sont partout bien loin du modèle théorique du «libéralisme». Ni liberté d'entreprendre, ni concurrence libre, ni respect de la transparence, ni acceptation du contrôle. Et depuis la "seconde guerre mondiale" de 1939-1945 jusqu'à aujourd'hui, les seuls pays du tiers-monde qui se sont libérés du «sous-développement», ce sont les pays qui étaient simultanément "socialistes" et suffisamment grands, comme la Russie, et la Chine. Alors que l'Inde est restée relativement sous-développée, parce qu'elle a opté pour le capitalisme.

Par contre, les autres pays sortis du sous-développement, et qui paraissent être des "exceptions" (comme la Corée du Sud, Taïwan, Singapour, ou Hong Kong, etc), ils n'étaient sortis du sous-développement que parce que, dans le cadre de la «guerre froide» entre l'Ouest capitaliste et l'Est socialiste, les impérialistes avaient fourni à ces pays des aides stratégiques importantes et durables. [Remarquons au passage que la Corée du Nord communiste avait réalisé, entre les années 1960 et 1970, des progrès de développement bien plus importants que ceux de la Corée du Sud capitaliste. Ensuite les États Unis d'Amérique et le Japon avaient décidé de changer cet état]. Et parce que les impérialistes voulaient, coûte que coûte, faire réussir le capitalisme dans ces petits pays d' "exceptions", pour les transformer ensuite en «vitrines éclatantes et convaincantes» du capitalisme. De plus, les bourgeoisies de ces pays asiatiques dits «émergents» sont bien plus «dégourdis» que les bourgeoisies des pays musulmans ou arabophones. Puisque ces bourgeoisies asiatiques sont plus patriotes, entreprenantes, volontaristes, solidaires et sobres, en comparaison avec les bourgeoisies des pays musulmans ou arabophones, qui sont, au contraire, plus frileuses, défaitistes, indolentes, individualistes, opportunistes, fraudeuses et dispendieuses. Sans tous ces facteurs (intérieurs et extérieurs), ces pays "exceptions" seraient restés aujourd'hui, eux aussi, dominés et sous-développés.

Ce «succès» du capitalisme dans ces petits pays asiatiques a un revers de la médaille qui est caché. Par exemple, dans le cas

de la Corée du Sud⁽⁷⁾, l'exploitation capitaliste des salariés est tellement intensive qu'elle provoque : des durées de travail hebdomadaire frôlant les 60 heures (au lieu de 35 heures), des salaires insuffisants, la précarisation des salariés, des maladies de dépression, des stress chroniques, des tendances au suicide chez les salariés, des écarts de revenus énormes, un endettement excessifs des ménages pour financer l'acquisition d'un logement ou payer la formation de leurs fils (plus de 100% du PIB en 2021), une protection sociale insuffisante ou injuste, des syndicats étouffés ou affaiblis, des dynasties de familles très riches, des conglomérats soutenus artificiellement par le gouvernement et les banques, etc.

Si la Chine est devenue la «fabrique» du monde, c'est d'une part, parce que des entreprises capitalistes occidentales ont trouvé d'excellents profits dans le marché de la Chine; et d'autre part, parce que des puissances impérialistes occidentales ont voulu «injecter» de fortes doses du venin «capitaliste» dans l'économie de la Chine «socialiste». A l'inverse, et pour des raisons différentes, quand certains pays musulmans ou arabophones (comme l'Irak, la Syrie, l'Égypte, l'Algérie, ...) ont voulu bâtir des économies "socialistes" ou "indépendantes", les puissances capitalistes occidentales les ont massacrés. Et quand ces mêmes pays musulmans ou arabophones ont voulu bâtir de fortes économies «capitalistes», les puissances capitalistes occidentales se sont acharnées à les empêcher de sortir de leur «sous-développement». Sans aborder ici les influences des facteurs intérieurs à ces sociétés concernées.



(7) https://fr.wikipedia.org/wiki/economie_de_la_Coree_du_Sud#

5. Universités et «science capitaliste» de l'économie

Dans les universités actuelles, les «sciences» de l'économie enseignées sont dominées par «les théories bourgeoises de l'économie capitaliste». Elles se réduisent à enseigner le «management», ou art bourgeois d'une gestion comptable de l'entreprise. La gestion qui utilise en partie la comptabilité est certes utile, et même nécessaire, mais elle est loin d'être suffisante. Dans cet enseignement universitaire, les dimensions politiques et sociétales de l'économie sont délibérément ignorées, ou refusées. Comment des étudiants en économie peuvent-ils comprendre les processus de l'économie si on leur cache, par exemple, les causes et les effets de la rente, la théorie de la plus-value, ou de la valeur d'usage de la force de travail, ou la théorie des crises du capitalisme, ou les rapports de production, ou l'impérialisme? L'économie est plus un art qu'une science exacte.

Dans l'enseignement de l'économie, l'université bourgeoise considère qu'il est plus essentiel, et plus utile, d'enseigner aux étudiants le «marketing» que la «politique». Parce que le «marketing» est ce qui permet de vendre n'importe quoi au plus grand nombre de citoyens. Alors que la formation en «politique» est ce qui permet aux citoyens de critiquer la société ou son système politique, de les changer, et de les révolutionner.

Les universités capitalises forment des «économistes» dotés d'ocillères sur les yeux, pour que ces «économistes» voient les aspects économiques, mais pas les aspects politiques. Alors que dans la société, les aspects économiques sont inséparables des aspects politiques. Un économiste qui ne voit que les aspects économiques ne sert plus à rien, parce qu'il est enfermé dans l'idéologie capitaliste, au lieu de pratiquer l'économie politique. On ne peut pas résoudre les problèmes économiques si on ne s'attaque pas, en même temps, aux problèmes politiques. De même, on ne peut pas résoudre les problèmes politiques, si on ne s'attaque pas simultanément aux problèmes économiques.

Pourquoi des professeurs d'économie, convaincus par l'économie socialiste, n'auraient-ils pas des droits d'expression analogues à ceux des économistes capitalistes? Enseigner dans les universités uniquement l'économie capitaliste, mais pas

l'économie socialiste, dévoile un flagrant parti pris politique. C'est un aspect indéniable de la lutte des classes dans les universités! Le rôle essentiel de l'économie politique bourgeoise est de camoufler l'exploitation capitaliste, et de justifier sa perpétuation.



6. Y a-t-il un vrai débat sur l'économie ?

Nous avons besoin des connaissances de tous les «experts» en économie. La participation des citoyens au débat sur l'économie, même si elle dérange les «experts», est aussi nécessaire, pour cause de démocratie. Sans un minimum de débat contradictoire, la démocratie se transforme en despotisme. Croire que le «développement de l'économie nationale» est une affaire réservée aux «experts» en économie, est une conception bourgeoise.

Tous les partenaires sociaux ont le droit de participer au débat sur le «développement de l'économie nationale», non seulement les fonctionnaires de l'État, mais aussi les opposants politiques, les intellectuels progressistes, les partis, les syndicats, les associations, et surtout les comités de travailleurs, les chômeurs, les petits paysans, les marginalisés, et tout le «petit peuple» travailleur. Car la raison d'être des activités économiques est de servir les besoins du peuple (et non pas de servir les caprices d'une minorité de capitalistes aliénés).

Les médias publics (radios, télévisions, etc), ont pris l'habitude de n'inviter à leurs plateaux que des «économistes» capitalistes, ou conservateurs, pour débattre de l'économie nationale. Alors que les meilleurs économistes du pays, qui sont souvent progressistes ou de gauche, sont «interdits» d'intervenir à travers ces médias publics. Ce parti pris dans la communication, et dans les appareils idéologiques d'État, est un aspect de la lutte des

classes, une expression de la dictature de la bourgeoisie. La diffusion d'analyses économiques critiques, révolutionnaires ou socialistes, devient une forme de résistance contre le rouleau compresseur capitaliste aliénant.

Certains veulent ramener la discussion du «modèle de développement économique» à une confrontation de différents textes de référence, considérés comme plus ou moins «officiels», «experts», «glorifiés» ou «sacrés». Alors que la démarche objective exige de confronter des expériences sociétales, à la fois économiques et politiques, pour mettre en évidence ce qui réussit ou ce qui échoue.



7. Quel est le diagnostic satisfaisant et suffisant ?

Certaines personnes disent: «il y a une pléthore de diagnostics de l'économie du Maroc. On n'a plus besoin d'aucun diagnostic. Il faut passer rapidement à des propositions concrètes de nouveaux programmes de développement de l'économie nationale». Cependant, ces personnes ne précisent pas quel est le «diagnostic» qu'elles considèrent comme «juste» et «suffisant». Et qui devrait décider qu'un diagnostic est «juste» et «suffisant»? Est-ce les mêmes personnes qui avaient conçu ou dirigé les anciens programmes économiques infructueux, ou remis en cause? Non, cette opinion est erronée. Les diagnostics proposés jusqu'à présent sont peu nombreux, ou insuffisants. Et même la prétendue multiplication des anciens diagnostics ne signifie nullement que tous ces anciens diagnostics sont «concordants», «justes» ou «suffisants», ou que les vérités à extraire des expériences passées ont toutes été découvertes et épuisées. Au contraire, nous avons encore besoin d'approfondir les diagnostics proposés, les analyser et les critiquer. De plus, il n'existe pas un vrai débat public entre les différents économistes. Chacun parmi ces économistes se contente d'exposer ses

convictions personnelles, sans oser critiquer nommément les thèses des autres intervenants. Il serait absurde de vouloir établir de nouveaux programmes de «développement de l'économie nationale» avant que nous soyons d'accord sur un diagnostic convainquant, pertinent, profond, et rationnel, sur les vraies causes des échecs des précédents «programmes de développement de l'économie nationale». Il est impossible que nous puissions construire un avenir sain et performant, si le peuple (ainsi que l'État) n'assimilent pas l'ensemble des erreurs politiques fatales commises durant les cent dernières années.



8. Quid des facteurs non économiques ?

Dans les discussions sur le «développement de l'économie nationale», certains économistes veulent se limiter à considérer les «facteurs économiques». Ils jugent que les «facteurs non économiques» sont «hors sujet», ou qu'ils n'entrent pas dans leurs «spécialisations économiques». Par contre des militants politiques insistent pour considérer la société comme un tout indivisible, où il n'est pas permis de séparer les «facteurs économiques» des «facteurs non économiques». Quand certains «économistes» entendent parler des militants politiques de «facteurs non économiques», ces économistes froncent les sourcils pour signifier leur désapprobation. Pourquoi ne pas reconnaître l'importance des facteurs non économiques, ou du capital humain qualifié, dans la problématique du «développement de l'économie nationale»? En fait, nous sommes dans une situation sociétale, et dans une période historique, où les «facteurs politiques» sont plus décisifs que les «facteurs économiques». Un économiste qui comprend l'économie, mais pas la politique, devient périmé, ou inapte. Aucun pays du tiers-monde, y compris le Maroc, ne peut pas sortir du «sous-développement» avec une logique exclusivement

économiste, ou capitaliste. L'expérience du développement de la Chine nous donne l'exemple d'une stratégie réussie qui puisse conduire à «un pays, avec deux systèmes», l'un capitaliste et l'autre socialiste, pendant une période transitoire d'environ 50 ou 70 ans, mais sous la direction d'un pouvoir politique socialiste, et qui évoluerait en communisme.

Le pouvoir politique au Maroc avait essayé plusieurs «méthodes» (toutes capitalistes) pour faire sortir ce pays du «sous-développement». Toutes ces «méthodes» avaient échoué. Bien sûr que ce pouvoir politique prétend le contraire. Mais son problème est qu'il affirme toujours la même chose. Depuis le début des années de l'indépendance du pays en 1956 jusqu'à aujourd'hui, ce pouvoir politique prétend que dans un an, ou dans cinq ans, il va bientôt rendre l'économie du pays «développée». Mais ce but reste comme un mirage inatteignable. Alors pourquoi, après 60 ans d'échecs répétés, continuer à courir vers ce mirage ?

D'un certain point de vue, la société du Maroc est manifestement malade. Pourquoi? Dans un premier stade, on ne sait pas très bien. Mais si nous cherchons assidûment, nous commencerons à comprendre. [Thèse 3] Si le modèle de citoyen qui est le plus répandu dans une société déterminée est inculte, individualiste, égoïste, opportuniste, fraudeur et paresseux, il devient clair que cette société va traîner pendant longtemps dans la décadence. Dans de telles conditions, vous pouvez emprunter de gros crédits extérieurs, investir massivement, cela reste toujours très insuffisant. Il suffit d'observer. Plusieurs phénomènes sociaux anormaux apparaissent à tout observateur objectif. De haut en bas des hiérarchies sociales, nous constatons (au Maroc) des manifestations assez répandues d'inculture, d'égoïsme, d'individualisme, d'opportunisme, de corruption, de fraude et de médiocrité. Bien sûr, il est illusoire de vouloir moraliser le capitalisme. Pour changer les valeurs morales dominantes dans une société capitaliste, il faudrait changer, non seulement le régime politique établi, mais aussi changer le mode de production capitaliste lui-même. Ce qui est sûr est que plusieurs phénomènes sociaux sont étroitement liés les uns aux autres. Exemple: le non respect d'un minimum d'équité ou de solidarité sociétale, l'absence de l'État de Droit, la sur-exploitation des travailleurs salariés, et la médiocrité des

performances économiques, tous sont liés les uns aux autres. Qui peut alors transformer ce Maroc malade en une nation développée ou puissante, sans soigner préalablement ces maladies sociétales?

Voyons quelques exemples simples et significatifs. Quelles performances peut accomplir ce Maroc (de 36 millions d'habitants en 2020), qui comporte environ 60 mille mosquées, 350 mille cafés, moins de 40 librairies, et sans une seule bibliothèque multidisciplinaire gratuite et ouverte au grand public⁽⁸⁾? Est-ce raisonnable de céder aux «mouvements islamistes intégristes», de les laisser transformer l'enseignement public en une «usine à gaz» qui «enseigne la religion», et qui forme des «islamistes intégristes» fanatiques? Est-ce normal que plus de 95 % des mécaniciens qui réparent les voitures, les camions et les engins mécaniques, soient quasi analphabètes? Est-il normal que le nombre d'ordinateurs portables soit inférieur au nombre de familles? Et quels usages en font les citoyens? Si tous les éditeurs du Maroc sont dans un état durable de quasi faillite, ou si les meilleurs journaux ne vendent que moins de vingt mille exemplaires par jour, n'est-ce pas parce que les citoyens ne lisent pas? Et si les citoyens ne lisent pas, d'où peut leur venir la culture écrite? Ils ne peuvent certainement pas acquérir cette culture écrite à travers les mosquées, les cafés ou les télévisions. Le taux d'inculture est plus fort, et plus significatif, que le taux d'analphabétisme. Est-il correcte qu'il faille compter sur la supposée «spontanéité» du système capitaliste pour résoudre tous les problèmes de la société? Le système capitaliste est-il capable, tout seul, comme un Dieu ultra puissant, de faire tout ce qu'il veut dans la société? Les lois établies par l'État ont-elles jamais suffi pour corriger les hommes et les élever à un haut niveau civique ou sociétal? Que peut-on réaliser avec un peuple dont la majorité des citoyens est quasi inculte, ou qui a tendance à frauder, ou qui répugne à fournir des efforts sincères et soutenus? Pourquoi l'excès de zèle religieux de certaines personnes ne suffit même pas pour les empêcher de frauder? Comment traiter des mouvements

(8) Il existe au Maroc seulement deux vraies bibliothèques: a) la "bibliothèque nationale" de Rabat, et b) la bibliothèque des Al Saoude à Casablanca. Mais toutes deux ne sont permises qu'aux chercheurs et aux étudiants du niveau de la licence ou plus.

islamistes intégristes qui combattent toute culture rationaliste, et qui veulent ramener le peuple à la «culture sacrée du moyen âge» ? Est-il possible de «développer l'économie nationale» du Maroc, si le peuple ne se libère pas de certaines traditions de fatalisme, d'opportunisme et de fraude? La «réforme de l'économie nationale» du Maroc peut-elle réussir, même si aucune rectification de la morale dominante dans la société n'est pas entreprise? Le peuple du Maroc est-il guérissable? Si l'État et le peuple ne commencent pas par reconnaître qu'il sont «sous-développés», cela ne signifie-t-il pas qu'ils sont encore inconscients de leur «retard» relatif, et qu'ils ne sont pas encore suffisamment mûres pour sortir de cette «arriération»?



9. Peut-on réformer l'économie sans réformer le régime politique ?

Le pouvoir politique au Maroc a reconnu l'échec de ses anciens modèles de «développement de l'économie nationale», qu'il a appliqués durant les 60 dernières années. Cette autocritique (exprimée par le roi à travers quelques uns parmi ses discours) est positive. Le pouvoir politique demande aujourd'hui que la «société civile» l'aide à élaborer un «nouveau modèle de développement de l'économie nationale». Le pouvoir a annoncé l'organisation de plusieurs consultations dans ce domaine.

Mais pourquoi vouloir réformer seulement le «modèle de développement de l'économie», et refuser, en même temps, de réformer le modèle de régime politique établi ? Est-il possible d'améliorer l'économie sans améliorer la politique ? L'économie est-elle vraiment indépendante de la politique ? L'échec des anciens «modèles de développement de l'économie» n'est-il pas, simultanément, un échec du régime politique qui les avait conçu et appliqué, durant des décades ? Pourquoi accepter de

reconnaître l'échec du modèle économique, et refuser, en même temps, de reconnaître l'échec du système politique ? Pourquoi ne pas comprendre que l'économie, et la politique, ne sont que des composantes, des aspects distincts, d'une seule totalité globale, qui est la société. Tout type d'économie, présuppose forcément un type déterminé de système politique. Et inversement. Il existe une relation organique, et historique, entre l'économie et le système politique. Dans le cas du Maroc, une monarchie absolue, dictatoriale, et fondée sur la rente, la corruption (الفساد), et sur la dépendance à l'égard des puissances impérialistes, une telle monarchie ne peut pas générer une économie semblable à celle de la Chine, de Corée du Sud, ou de Singapour.

Et si nous nous en tenons à changer l'économie seule, sans changer le système politique, que se passera-t-il ? Il se passera que l'économie va se reproduire semblable à elle même, et ses anciennes caractéristiques vont se prolonger, en reproduisant les mêmes déséquilibres, les mêmes crises, et les mêmes échecs.

Plus encore, ce qui a échoué au Maroc, ce n'est pas uniquement «le modèle de développement de l'économie», ou le régime politique, mais également le système capitaliste dépendant lui-même ! Parce que l'essence même de l'économie (du Maroc) est précisément un système capitaliste dépendant, sous l'hégémonie d'une monarchie absolue, et despotique. La production, la distribution, les échanges, la consommation, la culture, les traditions, les relations politiques, et les relations sociales, etc, tous sont liés dialectiquement au sein de la globalité sociale (K. Marx). Et ce capitalisme dépendant n'a pas d'alternative possible autre que le socialisme écologique !

Et ce ne sont pas les courants politiques "sociaux-démocrates" qui pourraient libérer le peuple du capitalisme dépendant; puisque deux siècles d'histoire des pays d'Europe occidentale ont montré que ces courants "sociaux-démocrates" ne peuvent que collaborer avec le capitalisme, le servir, et participer au massacre de la classe ouvrière. Au lieu de continuer à reproduire, de différentes manières, ce qui a déjà échoué, le mieux serait de mener résolument une nouvelle révolution sociale, ou socialiste.

Du point de vue des capitalistes, la réussite de la «réforme économique» est conditionnée par la «stabilité politique». Et le sens que les capitalistes accordent à la «stabilité politique», c'est «l'absence de réforme politique». Ils veulent changer l'économie, sans rien changer dans le régime politique établi, dans l'État, dans les relations sociales, et dans les autres composantes de la société. Cette conception non dialectique équivaut à vouloir «marcher sur une seule jambe». L'histoire montre que de telles conceptions capitalistes aboutissent forcément à des échecs. Parce qu'on ne peut pas changer l'économie, sans changer la politique (dans le sens progressiste de l'histoire humaine).



10. Logique partielle ou logique sociale ?

Beaucoup d'acteurs dans la société (comme de hauts responsables de l'État, des politiciens, des économistes, des directeurs, des gestionnaires, etc) sont chargés de contribuer à résoudre des problèmes économiques ou sociaux. Mais ils ne s'attaquent qu'à des problèmes partiels, qui relèvent de leurs responsabilités limitées, ou de leurs spécialisations étroites. Ils essaient de mettre en œuvre des solutions sociales partielles. Mais ils échouent souvent. Pourquoi? Parce que ces acteurs refusent de prendre en considération une donnée fondamentale : {Thèse 4] les «hommes», ou les «citoyens», n'existent pas en tant qu'individus isolés ou indépendants; ils existent seulement en tant que société intégrée ! Chaque individu est marqué, dans ses idées, ses comportements, ses ambitions, et même dans sa chaire, par l'ensemble des rapports sociaux existant dans sa société. Les «hommes» ne sont pas simplement des «acheteurs» potentiels, que la «publicité» devrait inciter à acheter; au contraire, ils sont des êtres sociaux complexes! Ils vivent dans une société (à la fois nationale et internationale). Et cette société est un système vivant, dynamique, interdépendant, intégrée, où

tout se tient, et où tout interagit avec tout, au point qu'il est impossible de changer une partie (de la société) sans changer, en même temps, l'ensemble des autres parties composant cette société (nationale ou internationale). Et ce "changement de l'ensemble des composantes de la société", porte un nom que certains maudissent : une «révolution sociétale» ! Mais la majorité des acteurs sociaux a horreur de la «révolution». Ils préfèrent ne rien changer, ou tout au plus, ils supportent «de petits changements partiels qui garantissent la stabilité et la continuité de leurs intérêts privés». Autrement dit, ils privilégient le «conservatisme». Ils refusent de changer les fondamentaux de la «société» toute entière. Même s'ils constatent que les problèmes sociaux ne font ainsi que durer, se reproduire, se compliquer, et empirer.

Oui, la société est un système organiquement lié, où tout se tient, où il est quasi impossible de résoudre un problème social partiel, si on refuse de réaliser, en même temps, des changements globaux, profonds et intégrés. Oui, la source de beaucoup de problèmes sociaux réside dans la contradiction entre le caractère social de la production et la forme privée, capitaliste, de l'appropriation des moyens de production. Si on refuse de réaliser une "révolution sociétale", on ne pourra résoudre aucun problème social important. S'acharner à vouloir «développer l'économie nationale» seule, tout en refusant de développer simultanément l'ensemble des autres composantes de la société, est une démarche vouée à l'échec. Il est ainsi insensé de vouloir enrichir les riches, tout en refusant d'enrichir les pauvres. Il est insensé de demander aux ouvriers de travailler durement, tout en refusant de leur accorder des soins de santé gratuits (ou quasi gratuits). Il est insensé de vouloir développer l'économie, tout en refusant de fournir, à tous les fils du peuple, sans aucune distinction de richesse ou de région, un enseignement public gratuit, de haute qualité scientifique et philosophique, libéré de la propagande du régime politique établi, ainsi que de l'hégémonie de l'idéologie religieuse. Il est insensé de vouloir «développer l'économie» sans réaliser une adéquation rationalisée entre les filières de formation et les besoins réels de l'économie nationale. Il est insensé de vouloir développer l'économie tout en refusant que la plus-value produite socialement soit équitablement répartie entre le capital

et les travailleurs salariés. Il est insensé de vouloir réaliser un «développement durable de l'économie nationale», en comptant uniquement sur des processus capitalistes (supposés «automatiques») comme le «marché libre», l'«initiative privée», la «liberté de concurrence», ou l'«équilibre entre l'offre et la demande». Comme il est tout aussi insensé de vouloir la «démocratie économique», tout en refusant la «démocratie politique et culturelle». Si les salaires ne sont pas indexés sur l'inflation, le pouvoir d'achat des salariés va forcément être grignoté par cette inflation.

Nous devons être clair : vouloir développer l'économie pour rattraper les nations les plus avancées du monde, nécessite de faire une "révolution sociétale" ! Mais est-ce que le régime politique actuel (au Maroc) est capable de faire cette "révolution" nécessaire? Non, il en est incapable. Pire, ce régime est l'ennemi de tout changement révolutionnaire. Parce que la classe dominante, la classe des grands exploiters capitalistes, est frileuse, égoïste, rentière, dépendante de l'impérialisme, et n'accepte qu'une seule chose : rester telle qu'elle est, fructifier ses fortunes privées, indéfiniment, même si le prix à payer pour cette «stabilité capitaliste» est que la majeure partie de la société reste dans la décadence! Dans ces conditions, le «développement de l'économie nationale» restera inatteignable ! Jusqu'à ce qu'une révolution socialiste s'en charge.



11. Deux constats économiques incontournables

L'économiste le plus clair et le plus convainquant au Maroc, Najib Akesbi, a montré, avec des séries statistiques à l'appui, à

travers plusieurs articles⁽⁹⁾ et conférences, deux grandes idées incontournables : a) N. Akasbi a dévoilé la contradiction flagrante entre les objectifs officiels voulus par des politiques de développement économique menées durant les cinq dernières décennies, et leurs résultats effectifs. Les modèles marocains de «développement de l'économie» voulaient une économie en développement croissant; mais l'économie obtenue reste incapable de dépasser un «plafond» bas. On voulait une économie de «marché», «libre», «ouverte», «transparente», «concurrentielle»; mais on obtient une économie opaque, gangrenée par des «rentes», des «ententes directes», des «oligopoles», des «monopoles», des «privilèges», des «passe-droits», du népotisme⁽¹⁰⁾, des autorisations sélectives, des subventions controversées. On voulait un secteur privé qui joue le rôle principal dans le développement économique, par le désengagement de l'État, une intégration au marché mondiale, un partenariat public-privé conséquent; mais on obtient un secteur privé frileux, incapable de créer suffisamment d'investissements et d'emplois, une croissance faible, une dépendance alimentaire, une régression industrielle, des privilèges fiscaux improductifs, un endettement croissant, un enflement de l'informel, un chômage structurel, des inégalités sociales croissantes, une pauvreté multidimensionnelle. On voulait encourager les «exportations», pour engendrer la «croissance»; mais on obtient un accroissement irrésistible des «importations», qui entravent la croissance. On voulait des accords de libre échange, une croissance tirée par les exportations; mais on obtient un Maroc inséré dans des relations

(9) Voir par exemple: Najib Akasbi, "Pourquoi et comment le modèle de développement est en crise", Revue Marocaine des Sciences Politiques et Sociales, N°13, Volume 18, octobre 2019, numéro spécial sur: "Réflexions sur le modèle de développement marocain".

(10) Exemple, en janvier 2001, une commission d'enquête parlementaire a publié un rapport pointant plusieurs malversations et nombre d'irrégularités dans la gestion de la banque CIH, à l'origine de la fortune de nombre d'opérateurs dans l'industrie du tourisme. Le directeur du CIH, "Moulay" Zine Zahidi, avait expliqué qu'il ne faisait qu'appliquer les ordres du roi Hassan II. C'est une illustration du despotisme, du conflit d'intérêts, et du clientélisme.

internationales qui le rendent incapable de faire croître ses taux de croissance. On voulait un plan national de développement intégré; mais on obtient des plans sectoriels désintégrés (Plans «Maroc Vert», «Azur», «Halieutis», «Émergence», etc). On voulait un secteur privé renforcé; mais on obtient des finances publiques assujetties au service des finances privées.

b) N. Akesbi a montré aussi, avec courage et clarté, que l'échec du modèle de développement de l'économie du Maroc, mené durant environ cinq décennies, est d'abord un échec du système politique. L'obstacle majeur au développement est le type de régime politique établi. Le programme économique mis en œuvre est celui du Palais royal. Il n'est, ni discutable, ni contrôlable, ni passible de sanction. Le vrai pouvoir ne se trouve ni au gouvernement, ni au parlement. Le pouvoir exécutif effectif n'est pas issu des urnes, sur la base d'un contrat-programme, discutable et contrôlable. Problème de légitimité, absence de responsabilité, de redevabilité, de reddition des comptes, à l'issue du mandat électoral, devant les électeurs. Les programmes n'émanent pas des priorités réelles de la base. Pas d'évaluation critique des stratégies, des bilans, et des alternatives. Le déficit de démocratie, et le déficit d'efficacité économique, sont liés. (Fin des thèses de N. Akesbi).



12. «Accords de libre échange», ou accords d'échange inégal ?

Les économistes «libéraux» considèrent l'«*ouverture* de l'économie nationale» sur l'extérieur, et les «*Accord de Libre Échange*» (ALE), comme un remède capitaliste miraculeux, qui résout automatiquement tous les problèmes économiques du «sous-développement»! Les institutions impérialistes qui

dominant le monde nous disent: «Ouvrez les frontières de votre pays, laissez nous faire ce que nous voulons dans votre pays, mais sans réciprocité, et votre économie deviendra spontanément parmi les plus développées du monde»! Les «économistes» libéraux recommandent «la levée de toutes les restrictions sur les investissements internationaux», «la suppression de tous les contrôles sur les mouvements de capitaux», ainsi que sur «les participations étrangères dans les entreprises marocaines». Mais personne parmi les pays souverains du monde n'applique ces principes trompeurs, ni les USA, ni la France, ni l'Allemagne, etc. ***Pourquoi ce qui est «inacceptable» par les pays «développés» devient «profitable» pour nous les pays «sous-développés»?***

12.1 - Exemple de l'ALE entre l'Union Européenne et le Maroc

La démystification de cette thèse sur les ALE nécessite d'aborder quelques détails. L'exemple de l'«***ALE entre l'Union Européenne et le Maroc***» (ALE UE-Maroc) était entré en œuvre en l'an 2000. Le Maroc a ramené ses droits de douane sur les produits manufacturés de l'UE à zéro depuis l'an 2012. Les défenseurs de cet «ALE UE-Maroc» espéraient récolter les bénéfices suivants :

- Le renforcement des exportations du Maroc vers l'UE;
- L'augmentation des «Investissements Directs Étrangers» (IDE);
- L'accélération de la croissance économique du Maroc;
- L'amélioration de la compétitivité du Maroc;
- Une meilleure attractivité marocaine des capitaux européens;
- La transformation du Maroc en atelier de l'Europe;
- La réduction des dettes extérieures du Maroc;
- La réduction du déficit de la balance commerciale, etc.

Mais après ***deux décennies*** (entre 2000 et 2020) de mise en œuvre de cet «ALE UE-Maroc», les résultats obtenus sont

globalement contraires aux buts visés. Les éléments suivants expliquent pourquoi :

- Les **exportations agricoles** du Maroc vers l'UE ont légèrement augmenté. Mais «de l'an 2000 à 2017, les exportations du Maroc vers l'UE ont augmenté moins rapidement que celles vers le reste du monde (6,7% contre 9,6% en moyenne annuelle)»⁽¹¹⁾.

- Les «Accords de Libre Échange» (ALE) ne sont ni équilibrés, ni réciproques, ni équitables, puisque l'UE utilise fréquemment des «**subventions**» (ces subventions représentent 37 % des revenus des agriculteurs de l'UE en l'an 2017), des «**contingents tarifaires**» variables selon les saisons pour protéger les productions intérieures de l'UE, des «**prix minimaux obligatoires d'entrée dans l'UE**» pour les produits du Maroc, etc.

- Les **obstacles** dressés devant les exportations agricoles du Maroc vers l'UE assurent une **protection** absolue à la production intérieure de l'UE, sans aucune **réciprocité** pour le Maroc! Malgré ces **obstacles**, des «économistes» continuent d'appeler cet «ALE UE-Maroc» un «accord de **libre échange**»! Il aurait été plus juste de l'appeler un «Accord d'Échange **Inégal**», imposé avec moult subterfuges. **Le Maroc est «ouvert» sur l'UE, mais l'UE est «fermée» sur le Maroc.** Dans cet «ALE UE-Maroc», l'UE profite pleinement de sa supériorité dans tous les secteurs (industrie, agriculture et services); alors que le Maroc «bénéficie» de façon contrôlée et limitée, dans une modeste partie du secteur agricole. L'Union Européenne est seule «libre» d'échanger comme elle le veut avec le Maroc. **Dans un «Accord de Libre Échange» (ALE), le seul acteur qui est «libre» est le partenaire économique qui est le plus fort; alors que le partenaire faible est forcé de demeurer assujéti au service du partenaire fort.**

- L'«ALE UE-Maroc» n'a pas amélioré l'accès des entreprises marocaines aux marchés manufacturiers de l'UE. Les entreprises du Maroc sont restées globalement sous-productives

(11) Rim Berahab et Uri Dadush, Le Maroc a-t-il bénéficié de l'accord de libre-échange conclu avec l'Union européenne?; site: <https://www.policycenter.ma/publications/le-maroc-a-t-il-beneficie-de-l-accord-de-libre-echange-conclu-avec-l-union-europeenne>. p.11.

(avec un taux d'utilisation des capacités industrielles inférieur ou égale à 65%⁽¹²⁾).

- Les **Investissements Directs Étrangers (IDE)** de l'UE au Maroc ont augmenté. Ils atteignent 2,7 milliards de dollars US (en 2017), ou 2,5% du PIB du Maroc (en 2018), dont 24% en provenance de la France⁽¹³⁾, l'ancienne puissance coloniale. Notez cependant, qu'en même temps, les recettes douanières du Maroc sont passées de 3,1 % du PIB en l'an 2000 à 0,8 % du PIB en 2017, et ont dû être compensées par d'autres taxes, comme la Taxe sur la Valeur Ajoutée et les accises⁽¹⁴⁾. Et ces IDE reçus par le Maroc restent modestes en comparaison avec ceux profitant à des pays d'Asie ou d'Amérique Latine⁽¹⁵⁾. La part des IDE qui est en devises fortes étrangères est inférieure à 30%⁽¹⁶⁾! La part restante de ces IDE est mobilisée à l'intérieur du Maroc en Dirhams marocains. Une partie importante des IDE se fait dans l'immobilier et les services, et moins de 25% des IDE sont destinés à l'industrie⁽¹⁷⁾. De plus, la majorité des opérations d'IDE correspond, non pas à des créations de nouvelles entreprises, mais à des rachats, souvent en l'absence de mise en concurrence, d'entreprises publiques florissantes (par privatisations), et parfois même d'entreprises privées locales⁽¹⁸⁾. Et si l'on tient compte des «flux de retour (sous forme de transfert des profits, de redevances d'assistance technique, etc), l'apport net en devises des IDE fond comme neige au soleil»⁽¹⁹⁾. La part de la valeur ajoutée **étrangère** dans les exportations du Maroc atteint, 19% en 1995 selon le PCNS⁽²⁰⁾; 23% en 2005 et

(12) Banque Al Maghreb, enquête de conjoncture dans l'industrie.

(13) Rim Berahab et Uri Dadush, Op.cit, p.17.

(14) Rim Berahab, op.cit, p.20.

(15) Abdelkader Berrada, L'économie marocaine ou comment faire un modèle d'un anti-modèle, Revue Marocaine des Sciences Politiques et Sociales, N°13, Volume 7, Septembre 2019, p.56.

(16) Abdelkader Berrada, Op.cit, p.56.

(17) Rim Berahab et Uri Dadush, Op.cit, p.18.

(18) Abdelkader Berrada, Op.cit, p.55-p.56.

(19) Abdelkader Berrada, Op.cit, p. 56.

(20) Rim Berahab et Uri Dadush, op.cit, p.18, selon l'étude de Abdelaaziz et Msadfa, 2018.

26% en 2015 selon l'OCDE. La part de la valeur ajoutée de l'UE dans les exportations marocaines a atteint 12% en 2015⁽²¹⁾. ***Ce n'est pas avec ce genre d'IDE que l'on pourra réaliser l'industrialisation du Maroc! On aboutit ainsi à une «colonisation sans colons» du Maroc, avec une surexploitation à la fois des ressources et des hommes, avec un flux de transfert des profits de la «colonie vers la métropole». C'est l'échange inégal.***

- L'État du Maroc offre généreusement des privilèges pour attirer des IDE. Mais en même temps, il ne fait rien de sérieux pour combattre la fraude fiscale, et l'évasion illégale des capitaux.

- Derrière la thèse de l'*attraction des IDE* se cachent des croyances capitalistes utopiques ou irréalisables ! Comment cela ? L'État du Maroc veut «développer son économie nationale», mais il ne sait pas comment le faire, ou il n'a pas les moyens suffisants pour le faire. Alors l'État du Maroc se dit: «Pour développer notre économie nationale du Maroc, nous allons attirer les investisseurs étrangers, en leur abandonnant la part maximale des profits, alors que nous, nous nous contentons des bénéfices minimums. Nous offrons donc le maximum possible de *facilités* et de *privilèges* économiques aux capitalistes étrangers (dont des firmes multinationales) pour qu'ils viennent chez nous au Maroc, pour créer des entreprises, fournir des emplois, produire, et exporter. Et ainsi les firmes multinationales vont spontanément réaliser le "développement de notre économie nationale"» ! Et comme les puissances impérialistes se caractérisent justement par l'exportation des capitaux vers les pays «sous-développés» (V. I. Lénine), des IDE viennent effectivement dans ces pays «sous-développés» pour exploiter leurs mains-d'œuvre bon marché, et pour piller leurs matières premières, non pas selon les modalités espérées par ces pays «sous-développés», mais selon les procédés décidés et imposés par les impérialistes. ***Ce stratagème d'attraction des IDE (conseillé avec insistance par des institutions impérialistes) est en faite une illusion, ou une fourberie. Pourquoi ? Parce que le but supposé de l'État du Maroc est le «développement de***

(21) Rim Berahab, op.cit, p.19.

l'économie nationale» (du Maroc), alors que le but des capitalistes étrangers est de faire le maximum de profits et de les rapatrier rapidement vers leurs pays d'origine. Or ces deux buts sont divergents et contradictoires. L'État du Maroc croit pouvoir faire travailler des entreprises étrangères à son profit, mais ce sont les entreprises étrangères qui font travailler l'État du Maroc à leur profit ! Au lieu que les investissements étrangers «développent l'économie nationale» du Maroc, ils développent l'«économie nationale» de leurs propres pays, au détriment de l'économie du Maroc. Les économies étrangères concurrencent l'économie nationale du Maroc, l'étouffent, et la maintiennent dans le «sous-développement». C'est pourquoi, après un siècle d'application des thèses des ALE et des IDE par des pays du tiers-monde, il n'existe pas un seul pays dans le monde où ce stratagème a réalisé le «développement de l'économie nationale» du pays concerné ! Aucun pays anciennement «sous-développé» n'a été transformé en pays «développé» par des ALE et des IDE. Dans des cas "exceptionnels" comme la Corée du Sud, Taïwan, Singapour, Hong Kong, etc, ce ne sont pas les ALE ou les IDE qui ont réalisé le «développement de l'économie nationale», mais un pouvoir politique "nationaliste", rationnel, militant, stratège et combatif. *Il est impossible que des ALE ou des IDE réalisent le «développement de l'économie nationale» à la place du peuple concerné !* Si vous croyez le contraire, cela veut dire que, pour vous, le «développement de l'économie nationale» se ramène finalement à transformer une part importante de vos citoyens actifs en esclaves modernes et surexploités par des capitaux étrangers, sans fournir les efforts nécessaires, et sans aucune dynamique de «développement de l'économie nationale». Ce choix n'est pas bien noble !

- A notre ère de l'impérialisme, *la tendance actuelle du capitalisme dans le monde* est la suivante : les firmes capitalistes considèrent que le coût de la force de travail est trop cher dans les pays capitalistes «développés» (comme les États Unis, l'Allemagne, la France, etc); alors ces firmes déplacent certaines parmi leurs usines de production vers des pays «sous-développés» du tiers-monde (comme la Chine de 1980, l'Inde, le

Vietnam, le Maroc, le Bangladesh, etc), où les salaires des ouvriers et des cadres sont environ dix fois moins élevés. Mais contrairement à ce que croient nos «économistes libéraux», ces mouvements de transfert d'usines [ou «Investissements Directs Étrangers» (IDE)], même s'ils sont évalués par des dizaines de milliards de Dirhams, ne peuvent pas réaliser spontanément, et à eux seuls, une «industrialisation», ou un «développement de l'économie nationales», dans le pays «sous-développé» concerné !

- **Les «accords de libre échange» (ALE) sont des «pièges à dupes».** Comment y souscrire, alors que même les États impérialistes ne respectent les clauses de ces «ALE» que lorsqu'elles sont en leur faveur? Le Président des États Unis d'Amérique Donald Trump a piétiné, sans préavis, et avec insolence, un grand nombre d'«accords internationaux». L'expérience de plusieurs décennies de pratique a montré, même à certains «économistes libéraux» endurcis, que ces «accords de libre échange» sont inégaux, injustes et préjudiciables. **Le «libre échangisme» entre un pays impérialiste et développé, et un autre pays sous-développé et dépendant, maintient ce dernier dans le «sous-développement», par un échange structurellement inégal** (Voir Samir Amine⁽²²⁾). Nous devons nous libérer au plus vite de ces égarements idéologiques capitalistes.

- Au cours de la période 2000 - 2018, **l'investissement public** (du Maroc) est resté assez élevé. Mais sa productivité et son efficacité sont faibles⁽²³⁾. Ce qui renvoie, encore une fois, au problème de la médiocrité du régime politique établi.

- Malgré l'ALE UE-Maroc, le **déficit commercial** du Maroc avec l'UE, exprimé en pourcentage du PIB du Maroc, est resté chronique, atteignant (-3%) entre les années 2000 et 2007, et (-7,8%) en l'an 2017⁽²⁴⁾. Les ALE ne sont certes pas l'unique cause

(22) Samir Amine (1931-2018), parmi ses livres: "Le développement inégal", 1973; "L'échange inégal et la loi de la valeur", 1973; "L'impérialisme et le développement inégal", 1976; "La déconnexion", 1985; "La loi de la valeur mondialisée", 2011; etc.

(23) Rim Berahab, op.cit, p.27, études (Agenor et El Aynaoui, 2015 ; Abbad, 2017).

(24) Rim Berahab, op.cit, p.23.

du déficit commercial, mais il serait incorrecte de croire qu'ils ne l'alimentent pas, ou ne l'entretiennent pas.

- La **croissance économique** du Maroc a subi un ralentissement, accompagné par un **sous-emploi** important des jeunes et des femmes. Malgré cela, des économistes capitalistes promettent souvent que «**l'État va bientôt réaliser le "plein emploi"**», par de fortes dépenses de l'État, et par l'endettement public extérieur ! Alors que le capitalisme a toujours besoin d'un chômage partiel structurel, et il le reproduit continuellement.

- La prétendue «**réduction des prix** des produits européens pour les consommateurs marocains» n'est pas un argument sérieux en faveur de l'«ALE UE-Maroc», puisque cette «réduction des prix» vient de l'annulation ou de la réduction des droits de douane du Maroc (imposées par l'ALE UE-Maroc). Et le Maroc aurait pu, s'il le voulait, décider de réduire ses droits de douane, en dehors de cet ALE UE-Maroc, pour réduire les prix de vente des produits manufacturés importés.

- Si un économiste dit que «l'ALE UE-Maroc ne peut pas **se substituer** à un programme de **réformes intérieures**», cela implique que la signature de cet ALE ne devait pas être envisageable tant que le Maroc n'a pas achevé la réalisation des réformes intérieures suffisantes. Or cet ALE (et les autres ALE) ont bien été signés en l'absence de ces réformes intérieures suffisantes. Conséquence: l'application de l'ALE conduit à la réduction des droits de douane du Maroc, à la disparition de plusieurs secteurs d'activité économique du Maroc, et à la baisse du taux de couverture des importations par des exportations⁽²⁵⁾.

- **Ce n'est pas parce que nous avons signé un ALE avec l'UE que le future de notre relation économique avec cet UE va être «déterminé» ou «fixé». Les accords économiques sont toujours des aventures incertaines.** Par exemple, les bénéfices que le Maroc espérait tirer de l'ALE UE-Maroc, ont été contrariés, en partie, par plusieurs événements inattendus : a) l'attentat de New York en l'an 2001, puis l'invasion de l'Irak en 2003; b) l'adhésion à l'UE en l'an 2004 de 13 pays d'Europe centrale et orientale; c) les gains de compétitivités réalisées par des parties tierces imprévisibles (comme survenu avec la Chine,

(25) Abdelkader Berrada, op.cit, p.57.

Cambodge, Vietnam, Pakistan, Bangladesh, etc, dans les domaines des importations de textile et habillement de l'UE); d) la crise financière de 2008; e) le «printemps arabe» de l'an 2011; f) la pandémie du Covid 19 en l'an 2020, etc.

- Pour obtenir un soutien formel à la thèse de la "marocanité" du Sahara, l'État du Maroc a bradé des zones de pêche riches en poissons, ou d'autres privilèges, à l'UE, ou à d'autres puissances, à des prix dérisoires, ou en échange de compensations symboliques, alors que la population du Maroc manque de poissons pas chers dans son alimentation.

- Pour **attirer des capitaux** étrangers, le pouvoir politique du Maroc compte sur les «atouts compétitifs» suivants: la «stabilité politique» (y compris par une répression structurelle et excessive), les «coûts bas» de la main d'œuvre locale, les réductions d'impôts pour les nouvelles sociétés, l'absence de contrôle sur les mouvements de capitaux, etc. La logique consistant à tout faire pour **séduire les capitalistes** étrangers, **rassurer les investisseurs** extérieurs, et **attirer des IDE**, conduit le pouvoir politique à établir des lois qui facilitent les licenciements des salariés («flexibilité»), l'interdiction de la grève (loi n°97.15, et article 288 du Code Pénal), la censure des journalistes indépendants, la répression des mouvements populaires revendicatifs ("Mouvement du 20 février 2011", Hirak de la région du Rif en 2017, de Zagora en 2017, de Jérada en 2018, etc), l'étouffement des forces politiques d'opposition, l'infiltration des syndicats et des partis, la généralisation de la surveillance des citoyens (par une pléthore de services de «renseignement», et par les nouvelles facilités de surveillance apportées par les technologies de l'Internet et du téléphone portable, les caméras de surveillance dans les espaces publics), etc. Alors que ces dispositifs répressifs sont en contradiction avec la Constitution, l'État de Droit, et le Droit International.

- Les exemples de la Russie et de la Chine montrent que l'amélioration des **logistiques** et des **infrastructures**, l'élévation du niveau des **normes**, et l'acquisition des **technologies**, ne passent pas forcément et préalablement par des ALE, mais les précèdent.

- Les défenseurs de la généralisation des ALE sont incapables de détailler quelles sont les réformes politiques et

économiques que le Maroc devait préalablement achever pour que ces ALE deviennent bénéfiques.

12.2- Exemple de l'ALE RCEP de l'Asie - Pacifique

L'un des plus grands **accords de libre-échange** régionaux au monde, le «Partenariat économique régional global» (ou «**Regional Comprehensive Economic Partnership**», **RCEP**), a été signé le 15 novembre 2020, après huit ans de pourparlers, entre quinze pays d'Asie et du Pacifique. Ces pays sont: la Chine, la Corée du Sud, le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les dix membres de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN), soit le Brunei, le Cambodge, l'Indonésie, le Laos, la Malaisie, le Myanmar, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et le Vietnam. Cet ALE totalise 2,2 milliards de personnes, et couvrant 28 % du commerce mondial.

La comparaison de l'**ALE Union Européenne Maroc**, avec l'**ALE RCEP** d'Asie-Pacifique, permet de dégager les différences suivantes :

- Dans l'ALE Union Européenne Maroc, le mastodonte UE écrase le nain Maroc; alors que les partenaires de l'ALE RCEP ont des droits et des devoirs relativement égaux.

- les clauses du RCEP sont globalement, **moins discriminatoires, plus souples, plus équilibrées, et avec plus de réciprocité**, en comparaison avec les clauses de l'ALE UE Maroc⁽²⁶⁾.

- Les règles d'origine incluses dans le RCEP établissent des **normes** communes précisant, pour tout produit donné, le **pourcentage** qui doit être produit dans la région (Asie-Pacifique concernée par l'accord), pour que ce produit final puisse bénéficier de la **franchise de droits**.

(26) Par Antonios Vlassis (Center for International Relations Studies-CEFIR, Université de Liège), https://ficdc.org/fr//DECEMBRE_No10.pdf

- Les 15 pays de l'accord RCEP peuvent établir des *certificats d'origine* pour vendre leurs produits dans la région de cet accord.

- L'accord RCEP permet à chaque pays signataire de conserver un *large éventail de droits de douane* pour les importations de biens et de services provenant de secteurs que ce pays considère comme importants ou sensibles⁽²⁷⁾.

- Cet ALE RCEP associe pour la première fois, dans un accord de libre-échange, *plusieurs puissances régionales* (Chine, Japon, Corée du Sud et Australie) avec *plusieurs pays relativement sous-développés* du tiers-monde (Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande et Vietnam), avec des *clauses relativement équilibrées*.

- Après que Donald Trump, président des États-Unis d'Amérique (EUA), a retiré son pays de façon brusque et unilatérale de l'ancien "Partenariat Trans-Pacifique" (PTP), le nouveau ALE RCEP a été élaboré sous le leadership de la Chine, qui joue dorénavant un rôle de contrepoids à l'influence économique des États Unis d'Amérique dans la région.

- Par cet accord de libre échange RCEP, ces pays d'Asie et du Pacifique ont prouvé qu'ils peuvent travailler et coopérer ensemble, sans avoir besoin du leadership de puissances occidentales comme les États-Unis ou l'Europe.

12.3- Conclusion partielle

Les ALE et les IDE ne sont pas mauvais de façon absolue, mais ils nécessitent des conditions préalables précises pour devenir bénéfiques. Penser que des ALE (comme l'ALE UE-Maroc) puissent se substituer aux efforts de réformes radicales que devrait faire le Maroc, est irréaliste. Se fier aux ALE et aux IDE (avec des puissances impérialistes) expose le pays concerné à la désindustrialisation, à la surexploitation, et à la persistance du sous-développement. Même si nous signons des ALE avec

(27) Op. Cit.

tous les pays capitalistes avancés du monde, cela ne suffirait jamais pour que les processus de développement économique s'écoulent automatiquement de ces pays avancés vers le Maroc. Croire qu'il suffit pour le Maroc de signer des ALE avec le maximum possible de pays capitalistes avancés, pour que son économie nationale se développe spontanément, constitue un mythe idéologique capitaliste. Pour développer l'économie nationale d'un pays du tiers-monde, il n'existe aucune ruse qui permette d'éviter de fournir des efforts patriotiques de développement intégré, laborieux et soutenus, révolutionnaires et combatifs, sociétaux et socialisants!



13. Des crédits extérieurs conditionnés par la soumission aux puissances impérialistes.

Les capitalistes (des pays du tiers-monde) croient que, quelque soit la gravité des problèmes économiques de leur pays, il suffit d'obtenir des crédits extérieurs suffisamment grands pour pouvoir surmonter toutes les difficultés, et pour développer leur économie nationale. Ils ignorent qu'en contractant des crédits extérieurs, ils entrent dans un processus qui les conduit à la perte de leur souveraineté ou de leur indépendance nationale; et ils deviennent dépendants des banques impérialistes. Les États du tiers-monde endettés deviennent acculés à servir les centres impérialistes. Les institutions financières impérialistes (Fond Monétaire International, Banque Mondiale, Organisation Mondiale du Commerce, etc) conditionnent l'obtention des crédits extérieurs par l'implantation d'un capitalisme agressif. Elles imposent aux pays débiteurs du tiers-monde d'appliquer certaines réformes capitalistes. La soumission à ces conditions finit par détruire certains fondements de l'économie nationale. Le paiement des intérêts croissants des dettes extérieures contribue à l'affaiblissement des investissements publics. Un

État acculé à rembourser ses anciennes dettes extérieures en contractant de nouvelles dettes extérieures dévoile son incapacité à les payer. L'issue fatale est alors la transformation d'une partie importante des dettes extérieures en «privatisations» forcées. Et cette «privatisation» consiste à «brader» les meilleures entreprises publiques ou nationales à bas prix. Ainsi les crédits extérieurs conditionnés par l'application d'orientations économiques ou politiques, contraires aux intérêts nationaux, deviennent des cadeaux empoisonnés, des pièges à cons. Un État national souverain, digne de ce qualificatif, devrait les éviter.

En 1912, le Maroc a déjà perdu sa souveraineté nationale, et a été transformé en «protectorat», puis en «colonie», en partie, à cause de l'énormité de ses dettes extérieures. En 1983, la difficulté de rembourser ses dettes extérieures a obligé le Maroc de nouveau à se soumettre au «Plan d'Ajustement Structurel» (PAS), qui est une nouvelle forme de perte de la souveraineté nationale. Et le gonflement continu et exagéré des dettes extérieures conduit toujours le gouvernement à brader, à bas prix, de plus en plus d'entreprises publiques, ou d'autres richesses nationales. Le peuple paye chèrement les conséquences des erreurs commises, alors que les gouvernants responsables ne sont jamais critiqués, jugés, sanctionnés, ou démis de leurs fonctions. La future Constitution du Maroc devrait contenir une clause qui interdit de contracter de nouvelles dettes extérieures, si le volume global de ces dettes extérieures dépasse la limite maximale de 33 % du Produit Intérieur Brute. Pourquoi ces 33 %? C'est un choix politique adapté aux pays du tiers-monde! C'est un seuil critique qu'il ne faut jamais dépassé, pour préserver la souveraineté nationale. Ce seuil critique peut varier légèrement d'un pays à l'autre. Des «économistes» capitalistes prétendent que le Maroc peut, comme les États Unis d'Amérique ou la France, se permettre que ses dettes extérieures dépassent les 100% du PIB. Erreur fatale ! L'endettement que peut se permettre les États Unis d'Amérique, ou la France, le Maroc ne le peut pas, sinon il le payera par la perte de sa souveraineté nationale. L'encours global actuel (en 2020) des dettes extérieures du Maroc est proche de 80% du PIB. Il annonce des évolutions probables catastrophiques. De toutes les façons, quand un État sombre dans le despotisme, la corruption, les abus, et la dilapidation des biens publics, cet État

défaillant pourrait emprunter l'argent du monde entier, cela ne suffirait jamais à cet État pour réaliser le «développement de l'économie nationale»! Si un État ne peut fructifier le peu de biens dont il dispose, il continuera à ne savoir rien faire de ses biens, même si on met entre ses mains les biens du monde entier !

Quel que soit le besoin considéré, le pouvoir politique a la manie de recourir de manière mécanique aux crédits extérieurs. Le pouvoir politique est incapable d'appliquer le principe de «compter sur soi». Chaque fois que le régime politique a besoin d'équipements, de produits, de techniques ou de services, sa réaction automatique est de contracter des crédits extérieurs, et d'acheter ses besoins à l'étranger, sous forme de «produits finis» ou «clefs en main». Le pouvoir politique refuse de compter sur des cadres nationaux pour réaliser ces besoins. Il se justifie en disant que : «nos cadres nationaux commettent des erreurs». Notre pouvoir politique oublie que les cadres étrangers, avant de devenir compétents, ont eux aussi appris à travers des recherches, des essais, des tâtonnements, et des erreurs. Nous devons combattre la démarche automatique de «l'achat à l'étranger, clefs en main», et la remplacer par le principe de «compter sur soi», former nos cadres nationaux, financer des investissements publics dans des recherches, pour que nos cadres nationaux deviennent capables de satisfaire les besoins du pays. Nous devrions lutter par tous les moyens pour réduire le recours à l'endettement extérieur, entre autres, à travers le renforcement de l'État de Droit, la mobilisation du peuple, l'éradication des fraudes, un style de vie sobre, la multiplication des organisations de travailleurs capables de s'opposer aux déviations du pouvoir politique, le combat contre tous les gaspillages, l'évitement des projets de prestige, le pari sur la planification économique de nature stratégique, la priorité aux investissements productifs de l'État, le contrôle minutieux des "marchés publics" et des dépenses publiques, la systématisation de la préférence nationale, la diffusion de conseils pour rationaliser la consommation, l'interdiction des importations des produits de luxe, le soutien conditionné aux investissements privés productifs, l'encouragement de la production nationale, exhorter les citoyens à préférer des produits locaux, inciter les entrepreneurs à améliorer la qualité de ces produits locaux, le

développement de l'épargne nationale, la préférence des endettements intérieurs, la formation massive de hauts cadres scientifiques et techniques capables d'exceller et d'innover, etc. Sans l'engagement ferme d'appliquer le principe de «compter sur soi», le «développement de l'économie nationale» restera inatteignable.

Tant que le Maroc reste inséré dans des relations de «libre échange», structurellement inégales, et tant qu'il demeure dépendant à l'égard des puissances impérialistes, le «développement de son économie nationale» restera difficile, voir impossible. Nous devons oser nous libérer de la mondialisation impérialiste dominante. Si nous ne nous libérons pas de cette domination des États et des institutions impérialistes (Fond Monétaire International, Banque Mondiale, etc), nous ne pourrons pas développer notre économie et notre culture.



14. Exemples de problèmes économiques invisibles

Certains problèmes économiques importants restent cachés ou invisibles. Nous ne pouvons pas voir tous les problèmes de l'économie nationale à travers les *statistiques* officielles de la macro économie. Certains problèmes économiques ne peuvent être mis en évidence que par l'étude détaillée de *l'histoire* de certaines entreprises importantes. Voici un premier exemple : La *Samir* (Société Anonyme Marocaine de l'Industrie du Raffinage) était la seule raffinerie de pétrole au Maroc. Elle a été construite par l'État marocain en 1959, quand cet État avait une ambition nationaliste, avant la venue du roi despote Hassan II, et avec le soutien de l'industriel italien progressiste Enrico Mattei. La Samir avait une capacité initiale de raffinage de 10 millions de tonnes par an. L'État aurait pu aider la Samir à se développer et à se transformer en un grand complexe pétrolier. La Samir aurait pu aussi être reproduite à Tanger ou à Agadir. Elle aurait pu être

le point de départ d'une coopération industrielle entre le Maroc et l'Algérie. Etc. Au lieu de faire cela, et sous la pression de l'idéologie capitaliste, la **Samir** est privatisée en 1997 au profit d'un groupe Saoudien (Corral Holding), à hauteur de 67% du capital. En 2013 la Samir contracte une dette extérieure de 200 Millions de Dollars US. Et en 2014, la Samir annonce des pertes de 3,4 milliards de Dirhams⁽²⁸⁾. En 2015, en accord avec le pouvoir politique, l'Administration des Douanes et Impôts du Maroc mène une procédure de saisie pour recouvrer des impayés de 13 milliards de Dirhams. Si le pouvoir politique était à la hauteur, il aurait pu renationaliser la Samir. Mais ses intérêts étaient ailleurs. Ensuite des intrigues secrètes, et des convoitises égoïstes (menées par des lobby de distributeurs de produits pétroliers), viennent s'ajouter aux problèmes de la Samir, puis conduisent à son blocage, ensuite à sa faillite, puis à sa fermeture. 950 salariés perdent leurs emplois. Une désindustrialisation flagrante, absurde et coûteuse! Plus de vingt ans après, il devient clair que cet **assassinat de la Samir** a finalement profité à l'importation croissante de produits pétroliers **raffinés** depuis l'Union Européenne, et depuis les États Unis d'Amérique (au détriment des anciens fournisseurs de pétrole **brute**, qui étaient la Russie et l'Arabie Saoudite)⁽²⁹⁾. Cette **assassinat de la Samir** cause un énorme manque à gagner à l'économie du Maroc (dont le cumule se chiffrerait, de 1990 à 2020, en des centaines de milliards de Dirhams). L'étonnant est que cet **assassinat de la Samir** se produit au moment même où les produits pétroliers importés constituent la composante principale dans le déficit commercial chronique du Maroc. Et le plus bizarre encore, est que le pouvoir politique du Maroc a assisté, impassible, à **l'assassinat de la Samir!** Pire, le pouvoir politique a été complice dans cet assassinat de la société Samir. Les capitaux privés "dépendants" (du Maroc) ont tendance à opposer une discrète mais farouche résistance à l'industrialisation du pays concerné (le Maroc). Parce qu'ils trouvent beaucoup plus de profits dans la continuité du **commerce d'import**⁽³⁰⁾ que dans les **industries de substitution**.

(28) Source : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Samir_\(entreprise_marocaine\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Samir_(entreprise_marocaine)).

(29) Rim Berahab, op.cit, p.26.

(30) Abdelkader Berrada, op.cit, p.58.

Certains capitalistes locaux préfèrent être des «compradors» que d'être des industriels nationalistes. Et les puissances impérialistes (d'où proviennent ces importations) exercent de fortes *pressions politiques et économiques* sur le pays concerné (le Maroc) pour faire durer leurs marchés commerciaux traditionnels. Le processus global est maintenant clair : *création d'une grosse entreprise publique (Samir) par l'État, privatisation, convoitises et intrigues, destruction de la Samir, désindustrialisation, retour à l'import intensif, développement du «sous-développement»* ! Les conclusions à tirer de cet exemple concret sont claires, à condition de ne pas porter des œillères idéologiques capitalistes sur les yeux.

Voici un deuxième exemple tout aussi instructif et significatif : Depuis les années 1980, la société **SCIF** (Société Chérifienne de matériel Industriel et Ferroviaire, filiale partielle de l'ONCF, Office National des Chemins de Fer) était la seule entreprise du Maroc capable de fabriquer des équipements ferroviaires (tels que: wagons, voitures ferroviaires, bogies, montage de locomotives électriques, tramway, métro, avec quelques aptitudes à évoluer vers une fabrication d'un TGV à 200 km/h, à condition que la volonté politique nécessaire existe)⁽³¹⁾. La SCIF importait les composantes difficiles de chez Alstom de France. La SCIF était la seule (au Maroc) à disposer d'un centre d'usinage à commandes numériques. Au lieu que la **SCIF** soit aidée et développée par l'État, en lui permettant de participer à la réalisation de grands projets d'infrastructures stratégiques, elle est sous-estimée, puis négligée, puis oubliée, puis abandonnée, puis sacrifiée. Pourquoi ? Parce que des responsables dans l'État croient, de manière têtue, que le «capitalisme» va régler, de manière spontanée, tous les problèmes du pays. Ainsi pendant de longues années, la SCIF a été négligée. La SCIF a végété difficilement par de petits travaux d'un niveau industriel bas, comme la fabrication de bouteilles de gaz butane domestique, de bacs de stockage, de chauffe-eau, ou de paraboles, etc. En 1996, la SCIF est à l'arrêt. Puis elle devient totalement dépassée par de nouvelles

(31) Voir articles publiés par A. Nouda dans l'«Économiste», <https://www.leconomiste.com/article/un-pole-technologique-installe-par-la-scif-pour-construire-les-locomotives>, 19/03/1992.

technologies industrielles, avant que la SCIF n'ait pu contribuer de façon significative au développement de l'économie du Maroc. Finalement, à qui profite cette *désindustrialisation*? D'abord à la France, qui domine l'économie du Maroc, ensuite au groupe français Alstom (qui était partenaire dans le capital de la SCIF), et qui domine le marché marocain de tout ce qui concerne le ferroviaire. Et quand arrive le temps de la ligne de Train à Grande Vitesse (TGV) Casablanca-Tanger, puis des Tramway des villes de Casablanca et Rabat, Alstom est la seule favorite, et la seule bénéficiaire, et la SCIF est totalement hors jeu. Les puissances impérialistes (France) vous vendent des équipements ou des technologies relativement avancées, et en même temps, ces puissances impérialistes s'arrangent, par des manœuvres clandestines, à vous empêcher de développer l'utilisation de ces techniques.

Dans la réalité, le Maroc de 2010 n'avait aucun besoin de la ligne TGV Casablanca-Tanger, ni du tram de Casablanca et de Rabat. D'autres solutions moins coûteuses, et plus souples, étaient plus adaptées aux besoins du Maroc. Mais le groupe français Alstom (avant le rachat de Alstom par des américains, sous le premier règne du Président Emmanuel Macron) était au bord de la faillite, à cause des concurrences allemande, japonaise ou chinoise. Et le président français Nicolas Sarkozy était venu, en personne, pour plaider, auprès du roi du Maroc, la nécessité d'acheter ces projets (TGV et Trams), avec un argument financier de massue : des monarchies du Moyen Orient offrent des crédits pour prendre en charge une grosse partie du financement nécessaire. Mais dans la réalité, le Maroc ne peut pas échapper à l'obligation de payer toutes ses dettes. Ensuite en 2014 survient la vente de la branche énergie d'Alstom à l'américain General Electric, sur fond de soupçons de corruption. Ainsi la SCIF est un autre exemple de *désindustrialisation* absurde, flagrante et coûteuse! En plus de cela, il faut mentionner que, sur le plan de l'ingénierie, c'est une stupidité que de croire pouvoir résoudre le problème de la circulation à l'intérieur de la ville de Casablanca (4 millions d'habitants), par l'introduction d'un train (qui a ici la forme d'un «tram»), à travers des boulevards étroits et encombrés de la ville, et en réservant à ce train une voie exclusive surélevée au

dessus de la chaussée normale. C'est une folie qui ne sert que les sociétés de France ! Aucun ingénieur ayant un sens critique n'accepterait de résoudre le problème des transports dans une ville marocaine encombrée comme Casablanca, par l'introduction d'un train «Tram», qui s'accapare en plus les voies de circulation qu'il s'octroie à lui-même. Un énorme gâchis, dont il faut se débarrasser dans un futur proche ! Les responsables de la gestion urbaine de Casablanca peuvent essayer, pendant encore plusieurs décennies, d'éviter la solution qui s'impose, mais la seule solution efficace à long terme, c'est le métro, même si sa construction nécessiterait entre 15 et 45 ans. Encore faut-il savoir transformer l'opportunité de construction du métro, par des moyens nationaux, en un complexe chantier qui permette à de nouvelles industries nationales d'émerger, et de se développer.

Voici un autre exemple tout aussi instructif : l'*artisanat*. Après son indépendance en 1956, le Maroc disposait, dans plusieurs villes, de quartiers réservés aux ateliers d'artisanats traditionnels. Les produits de ces artisanats étaient consommés surtout par les populations locales. Ces artisanats fournissaient des emplois et des revenus pour de nombreuses familles. Ces artisanats accumulaient et transmettaient, de générations en générations, des savoirs-faire précieux, dans les domaines du cuire, du fer, du cuivre, de la poterie, du bois, de la construction de bâtiments avec des matériaux naturels (terre, bois, etc). La raison aurait voulu que l'État national protège, et encadre, ces précieux artisanats, pour les transformer progressivement en industries modernisées, pour les faire contribuer au développement économique du pays. Mais l'État du Maroc, pro-capitaliste à outrance, négligea ces artisanats. Il les considérait «non conformes aux modèles capitalistes». Et même si plusieurs organismes et administrations de l'État étaient théoriquement chargés d'encadrer et d'aider les artisans, ces organismes ne firent pas l'essentiel de ce qu'il fallait faire. L'État est coupable d'avoir laissé dégénérer ces artisanats traditionnels, dans l'insouciance, ou même le dédain. L'ouverture du marché intérieur, et les importations massives de produits en plastique, pendant des décennies successives, ont fini par concurrencer, et par supprimer les artisanats traditionnels. Alors que d'autres

pays, leaders dans le développement économique (comme l'Allemagne, le Japon, etc), ont pris soin d'encadrer, d'aider, et de développer les artisanats traditionnels. Ils encourageaient les fabriques, les usines et les ateliers d'artisans à coopérer. Il est affligeant de ne pas comprendre que des ateliers d'artisanats, même traditionnels, peuvent constituer des embryons d'industries manufacturières. A condition de leur fournir les aides adéquates.

Des exemples comme ceux-là existent par dizaines. Moralité partielle de cette histoire: *il est impossible de «développer l'économie nationale» par des logiques capitalistes à courte vue, dépourvues de toute vision politique ou stratégique, sans ambition nationaliste, et obsédées uniquement par l'équilibre financier ou comptable, ou par des profits individualistes, ou par des rentabilités à court terme!*



15. Pas de développement économique possible sans fédérer les États d'Afrique du Nord

Pour les cinq pays d'Afrique du Nord (Mauritanie, Maroc, Algérie, Tunisie, Libye), plusieurs facteurs constituent des **handicaps majeurs** contre le «développement de l'économie nationale» : l'exiguïté du marché intérieur, l'insuffisance des ressources naturelles, la petitesse de la taille de la population, l'analphabétisme ou l'inculture chroniques, la dépendance à l'égard des puissances impérialistes, etc. Et la seule solution, pour surmonter ces handicaps, est de recourir à la coopération et à la complémentarité géostratégique à l'échelle de toute l'Afrique du Nord. Cependant, les **frontières** intérieures au Maghreb sont aujourd'hui comme des murs infranchissables, alors qu'entre les États Unis d'Amérique, ou entre les États de l'Europe des vingt sept, les frontières intérieures sont supprimées, symboliques, ou réduites au stricte minimum.

Pourquoi seulement une fédération entre les cinq pays d'Afrique du Nord, et pas entre les six (en comptant l'Égypte) ? Dans une première étape historique, nous commencerons par fédérer les cinq pays d'Afrique du Nord. Cela permettra d'éviter que le régime politique établi en Égypte, dominé par l'armée, soit hégémonique. Ensuite, nous étudierons ultérieurement la viabilité ou pas d'adjoindre l'Égypte à cette fédération. Toutes les éventualités restent ouvertes et envisageables, selon les circonstances historiques existantes. Dans cette affaire, rien n'est figé. Rien n'est refusé d'avance.

Depuis des décennies, les échanges inter-maghrébins sont quasi nuls, bien que ces cinq pays d'Afrique du Nord ont tout en commun (territoire, ethnies, langue, religion, histoire, traditions, etc). Actuellement, chacun parmi les cinq régimes politiques du Maghreb est fermé sur lui-même, et centré sur ses relations particulières avec les États de l'Occident. Chaque pays d'Afrique du Nord pense et agit comme si les autres pays maghrébins n'existent pas. Chaque pays d'Afrique du Nord est empêtré dans son nombrilisme, son égoïsme ou son narcissisme. Ce comportement est stupide.

Il est illusoire de vouloir «développer l'économie nationale» du Maroc, (ou de tout autre pays d'Afrique du Nord) si l'on ne passe pas par une intégration des cinq pays d'Afrique du Nord, sur les plans politique, économique et culturel. Une espèce de fédération des cinq États d'Afrique du Nord est historiquement indispensable. Sinon, chacun parmi ces pays restera forcément faible, sous-développé, dépendant et vulnérable ! Quiconque parmi ces cinq pays demeurera exposé aux dangers représentés par tous les prédateurs impérialistes.

Il n'existe aucune puissance Étatique dans le monde qui ne soit pas une vaste **fédération** de plusieurs peuples, ethnies ou États unifiés. La puissance vient de la fédération de plusieurs petites composantes. Et toutes les plus puissantes fédérations du monde ont été historiquement unifiées, en partie, par quelques manœuvres forcées, violentes, ou militaires. Car il y a, et il y aura toujours, des opposants à la fédération, ou à l'union, avec des pays voisins similaires. Et il serait illusoire d'attendre la survenue du consentement, ou du consensus, de toutes les

personnes concernées. Il est évident qu'il y aura toujours des agents commerciaux, et des agents secrets de toutes sortes, mobilisés au service des impérialistes, qui vont s'acharner pour que les plans des puissances impérialistes soient imposées et appliquées, y compris la persistance des frontières injustes héritées du colonialisme. Et les agents qui créent l'Histoire ont toujours été des minorités.

La fermeture durable des frontières entre certains parmi les pays d'Afrique du Nord est une politique insensée, voir suicidaire. Il est stupide d'ouvrir les frontières du Maroc à l'égard de la France, l'Espagne, l'Europe, les États Unis d'Amérique, et même Israël, et de les fermer simultanément à l'égard de certains pays maghrébins. Il faut au plus vite ré-ouvrir ces frontières, et encourager tous les types d'échanges inter-maghrébins. Les pays musulmans ou arabophones constituent l'«homme malade» des temps modernes. Les expériences historiques récentes et douloureuses (survenues par exemple en Irak, Syrie, Somalie, Libye, Soudan, Yémen, Liban, etc), confirment que, dès que l'État d'un petit pays (musulman ou arabophone) s'affaiblit ou trébuche, les impérialistes du monde entier se précipitent pour l'infiltrer, le dominer, le soumettre, l'envahir, le diviser, le dépecer, le piller, ou le détruire.

Aujourd'hui, les petits pays, et les petits peuples, n'ont aucune chance de se développer, ni même de pouvoir se défendre, ou de sauvegarder leurs souverainetés, ou leur liberté. Ils sont condamnés à s'unir, ou à être dépendants, dominés, exploités, puis phagocytés par les puissances impérialistes. Après l'effondrement de l'URSS, même les anciens pays satellites de l'Union Soviétique ont été vite transformés en pays satellites des États Unis d'Amérique, et de l'alliance militaire l' «Organisation du Traité de l'Atlantique Nord» (OTAN). Aucun petit État d'Afrique, d'Asie, ou d'Amérique latine, ne pourra reproduire l'expérience de la Suisse, de la Belgique, de Taïwan, de Singapour, ou de la Corée du Sud. Si l'indépendance ou la neutralité d'un pays n'est pas âprement défendue, elle devient aisément transgressée.

Tant que ***les États d'Afrique du Nord*** restent divisés en petites entités économiques ou politiques, ils demeureront forcément tous sous-développés, dépendants, fragiles, vulnérables et arriérés. ***Croire que le Maroc seul, ou l'Algérie***

seule, ou la Libye seule, ou la Mauritanie seule, ou la Tunisie seule, puisse se développer, est une chimère de néophyte. Les frontières léguées par le colonialisme français ne constituent pas une fatalité historique. Les États actuels d'Afrique du Nord sont des entités artificielles, trop petites, trop faibles, et condamnées à rester sous-développées et dépendantes des puissances impérialistes. C'est un stratagème légué par les puissances coloniales ou impérialistes.

Nous devons être clairs. La base de notre ***identité nationale*** n'est pas l'ethnie, la langue, la religion ou les traditions, mais la politique. Nous retrouvons ce même phénomène dans les États Unis d'Amérique, l'Union Européenne, la Russie, la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud, etc. Contrairement à certaines propagandes, notre Peuple véritable, notre seule ethnie, notre seule Nation, celle qui est vraie et viable, c'est la Nation de ***l'ensemble de l'Afrique du Nord fédéré***. Si nous choisissons une identité plus petite que l'ensemble de l'Afrique du Nord, nous continuerons tous à croupir dans la décadence⁽³²⁾. Quiconque œuvre pour la continuation de la division de l'Afrique du Nord est un ennemi de notre peuple. L'exemple de la construction de l'Union Européenne montre que cette unification, ou cette fédération, n'est jamais facile à réaliser. Mais c'est la seule voie qui puisse conduire à un avenir meilleur.

Tantôt l'intégration des pays d'Afrique du Nord pourra se faire progressivement, par l'intensification des échanges économiques, humains, culturels, médiatiques et politiques, sans oublier un effort soutenu d'harmonisation des lois, des règlements et des normes. Et tantôt cette intégration des pays d'Afrique du Nord devra se faire par des changements révolutionnaires, qualitatifs, brusques et historiques. Surtout si des hommes talentueux, ambitieux et déterminés, savent comment accélérer l'Histoire avec succès.

Qui bâtira cette fédération ? Ce sont les régimes politiques des pays d'Afrique du Nord qui vont réaliser cette fédération, ou en d'autres termes, ce sont les classes dominantes dans ces pays. Donc le succès ne sera ni facile, ni rapide, ni paisible, ni garanti.

(32) Dans le "Classement de l'Indice Composite du Développement Humain" (IDH) réalisé par le PNUD, et publié en 2019, l'Algérie est 83^e, la Tunisie est 97^e, la Libye est 102^e, et le Maroc 123^e, sur un total de 147 pays.

Le plus probable est que les régimes politiques existants, conservateurs, ou de droite, vont combattre ce projet de fédération. Une monarchie, ou une république dépendante des puissances de l'impérialisme, n'acceptera pas de gaîté de cœur de se dissoudre dans une fédération. Les peuples d'Afrique du Nord devront imposer cette fédération des pays de la région, même si certains États actuels d'Afrique du Nord, vont évidemment s'y opposer par tous les moyens (directs et occultes, légaux et militaires, incitatifs et répressifs). Il ne faut pas se fier aux discours officiels des États. La réalisation de la Fédération des pays d'Afrique du Nord passera forcément par la concurrence, ou même par une lutte à mort, entre les différents régimes politiques existants dans ces pays. Mais pour les peuples concernés, cette fédération reste une question de vie ou de mort. Sans cette fédération, les peuples concernés demeureront forcément dans la décadence !



16. Le tourisme ne peut pas constituer un pilier du développement économique

Il est acceptable que le Maroc comporte quelques activités touristiques. Par contre, ***croire que le tourisme (international) puisse constituer un «pilier important du développement de l'économie nationale» est un mythe capitaliste flagrant.*** La caractéristique du tourisme, est qu'au moindre petit problème (sécuritaire, sanitaire, etc), ayant une dimension internationale, le flux des touristes se tarit, et les entreprises locales (liées aux activités du tourisme) s'affaissent, ou s'effondrent.

Mais qui profite réellement du tourisme international au Maroc (qui a atteint 12 millions de touristes en 2018) ? Après environ 40 ans de «développement intensif du tourisme» au Maroc, avec beaucoup de concessions faites aux investisseurs étrangers dans ce secteur, les populations situées dans les plus

fortes régions touristiques (comme Marrakech, Agadir, Fès) sont restées au même niveau d'ignorance, de pauvreté, de sous-développement, et de marginalité, où elles étaient avant. Les paysages existant dans les régions touristiques ont été parfois exploités, pillés, saccagés ou détruits, au point qu'il ne reste rien de nouveau à offrir à l'émerveillement des touristes. Il faut alors implanter de nouvelles activités touristiques, dans de nouvelles régions, qui deviennent à leur saccagées et défigurées.

La principale attraction des touristes devient la contemplation du *sous-développement exotique* de populations situées dans ces régions, qui vivent bizarrement, comme au temps du Moyen Âge.

Les grandes sociétés hôtelières multinationales du tourisme sont les seules à capter, avec intelligence, et à la source, les plus grandes parts des profits des activités touristiques. Ses sociétés hôtelières multinationales sont libres de transférer leurs profits (en devises) à leurs pays d'origine. Alors que les populations locales des régions touristiques du Maroc ne gagnent du tourisme international que des miettes dérisoires ! Une injustice flagrante.

Dans les pays du tiers-monde, le tourisme nécessite la *juxtaposition* de la *vie luxueuse* des touristes avec la *vie décadente* des populations locales des régions touristiques.

Ensuite le tourisme amène forcément avec lui une prolifération des commerces du *sexe, des salles de jeux, de la circulation des drogues, du blanchiment d'argent, et des trafics occultes de toutes sortes*. Bien sûr que les industriels du tourisme nient tout cela. Mais les faits réels sont bien là.

Les grands hôtels de luxe consomment des quantités énormes d'*eau douce*. Et beaucoup parmi les hôtels de luxe disposent de baignoires, jardins, piscines ou terrains de golf. Alors que ces pays concernés souffrent de manque d'eau douce depuis déjà longtemps.

Le tourisme accentue aussi la dépendance à l'égard des puissances impérialistes. La productivité (à moyen et à long terme) des grands hôtels de luxe reste limitée, et très dépendante de la conjoncture existante dans les grands pays impérialistes.

Avoir un nombre adéquat d'hôtels moyens dans chaque ville, peut certes être utile à l'activité économique, et rentable pour les

sociétés hôtelières. Par contre, miser sur le tourisme comme *stratégie de développement économique*, et investir dans la construction de nombreux grands hôtels de luxe, cela dilapide une grande part des rares ressources disponibles.

Si ces rares ressources disponibles étaient investies, non dans le tourisme, mais dans la construction d'universités scientifiques, ou dans l'édification de petites et moyennes usines productives, les dynamiques économiques ainsi enclenchées auraient été bien plus bénéfiques pour l'ensemble de la société.

C'est une folie que de réduire les *budgets de l'enseignement publique*, (et surtout de l'enseignement universitaire publique et scientifique), au profit d'autres activités économiques comme le tourisme. *L'enseignement publique, généralisé, scientifique et gratuit, est la base de tout.* Sans ce genre d'enseignement public, ni l'État, ni le peuple, ne peuvent rien réaliser de leurs ambitions nationales. Tout peuple privé d'un enseignement public, scientifique, généralisé, et gratuit, ne peut produire ce dont il a besoin, ni comprendre les problèmes économiques et sociétaux où il bouillotte.

La base de la puissance d'un État, de son économie, de la culture du peuple, et même de ses forces militaires, réside dans la généralisation de l'enseignement scientifique offert gratuitement à tous les fils du peuple (de la maternelle à l'université). Et tout peuple où l'enseignement public scientifique est rare, ou insuffisant, restera forcément sous-développé, ou même arriéré.

Parié sur le *tourisme* (international) pour «développer l'économie nationale», signifie que nous acceptons que le niveau maximum de qualification pour des millions de citoyens (travaillant dans le tourisme) est de travailler comme «serveurs» dans des hôtels, restaurants et cafés. Si le tiers des citoyens actifs vont travailler comme «serveurs» dans des hôtels, restaurants et cafés, il devient inutile de les éduquer, ou de les faire passer par l'université. Alors que les partis politiques progressistes, veulent que les jeunes deviennent, dans leur grande majorité, des savants, des ingénieurs, des spécialistes, des experts, des cadres, des fabricants, des artisans, des innovants, ou des producteurs de marchandises de «hauts niveaux de qualification», ou qui produisent de «grandes valeurs-ajoutées». À la place d'une prolifération de «serveurs»

dans des hôtels, cafés et restaurants, nous ambitionnons de développer les recherches scientifiques et techniques, encourager les innovations, aider des pépinières d'entreprises innovantes, multiplier les technologies, diversifier les productions industrielles, élever leurs niveaux scientifiques et technologiques, améliorer leurs compétitivités au niveau internationale. Si le quart ou le tiers de la population de notre pays vit du tourisme, notre société a alors un énorme *manque à gagner*, en comparaison avec la situation où ce quart ou ce tiers de la population serait employé dans des activités productives de hautes valeurs ajoutées. Le pouvoir politique veut exploiter l'«avantage comparatif» situé dans l'abondance d'une main d'œuvre bon marché. Mais ce pouvoir politique ne comprend pas qu'une main d'œuvre non qualifiée n'intéresse que très peu d'investisseurs. *Il est illusoire de penser que l'on puisse «développer l'économie nationale» par des activités qui utilisent des mains d'œuvres massives, bon marché, mais insuffisamment qualifiées!* Baser l'économie nationale sur le *tourisme*, ne convient qu'aux petits États dépendants, sans ambitions, et condamnés à rester parmi les moins développés du monde.



17. Fiscalité équitable, ou surexploitation camouflée?

La *pression fiscale* exercée sur les travailleurs salariés, les petits paysans, et les marginalisés, est presque invisible, mais énorme. En échange, l'État ne leur fournit même pas des services publics dignes de ce nom (tels que: revenu social minimum de survie, retraite, soins médicaux, enseignement public, transports en commun, habitat à prix modéré, eau potable, électricité, gaz, réseaux de communication, filet de sécurité sociale, etc). Alors, dans ce cas, à quoi sert l'État? *La fiscalité devrait servir, non seulement à financer les coûts des*

services publics, mais également à réduire les écarts de revenu.

Quand nous disons que le *système fiscal* existant est *injuste*, nous signifions que *l'État organise un transfert forcé de valeurs*, des populations laborieuses ou exploitées, vers les classes dominantes ou exploiteuses, ainsi que vers les «serviteurs» privilégiés du régime politique établi. Les *exemptions et les incitations fiscales*, offertes par l'État aux entreprises privées (marocaines et étrangères), n'ont pas de *contreparties* utiles, contrôlables et vérifiables. Certaines études ont montré que les pertes (en recettes fiscales) subies par le Maroc, liées à l'évasion fiscale des sociétés étrangères, s'élèvent à 24,5 Milliards Dh par an, soit 2,3% du PIB⁽³³⁾. Oxfam Maroc déplore que le Maroc soit dans la «liste grise des paradis fiscaux» établie par l'Union Européenne, et réitère son appel au Maroc pour mettre fin aux exemptions et incitations fiscales, considérée comme «déloyales, improductives et inefficaces»⁽³⁴⁾.

Sans une sérieuse *réforme fiscale*, qui corrige les injustices criantes, on va vers une perpétuation de *l'appauvrissement* du peuple. *L'impôt sur le revenu* n'est pas généralisé, progressif, effectif ou équitable. Cet impôt sur le revenu a été vidé de son contenu original, par les interventions des groupes de pression. *L'impôt de la Taxe sur la Valeur Ajoutée* (TVA) sur les produits courants, qui est égal pour tous, pèse lourdement sur les ménages modestes, et sur les travailleurs salariés. Plusieurs économistes réclament depuis longtemps un *impôt sur les grandes unités agricoles*, sur les revenus venant d'une *rente*, ainsi que sur les *héritages*, les *successions*, les *transferts de patrimoines*, et de *fortunes*. En vain. Certains (parmi les dominants) rejettent ces critiques, et clament: «Payez vos impôts, et taisez-vous»! Mais tout le peuple veut que les *lois fiscales* soient rectifiées pour devenir *équitables*, et que tous les citoyens, sans aucune exception, payent l'intégralité de leurs impôts.

(33) En septembre 2020, Oxfam Maroc a rappelé que le Maroc figure sur la liste grise des "paradis fiscaux". (<https://www.perspectivesmed.com/oxfam-maroc-sinsurge-contre-levasion-fiscale/=2020-10-08>).

(34) Op.cit.

L'utilisation des impôts récoltés devrait être scrupuleusement vérifiée. Toutes les dépenses publiques devraient être soumises à des *contrôles obligatoires, codifiés, standardisés, indépendants, contradictoires et suffisants*. Le "laisser faire" pratiqué par certains hauts fonctionnaires de l'État à l'égard des privilèges fiscaux, des fraudes fiscales, et des évasions fiscales⁽³⁵⁾, devrait être interdit, et puni, non seulement par des amendes, mais aussi par de la prison. Il est connu de tous que certaines sociétés se sont spécialisées dans la fausse facturation, qui permet d'échapper au paiement de l'intégralité des impôts. Cette pratique frauduleuse s'est transformée en une véritable industrie, bien connue et parfaitement impunie. Mais la réalisation du souhait d'éradiquer la fraude reste impossible dans le cadre du capitalisme ! Personne ne peut bâtir l'«économie nationale» si le sort qu'il offre à la majorité des citoyens est constitué seulement par la persistance des privilèges des exploiters, de l'injustice, la fraude, l'inculture, la pauvreté, ou la précarité !



18. Un pays du tiers-monde peut-il sortir du sous-développement dans le cadre du capitalisme?

Quand nous questionnons les partisans du capitalisme : «S'il vous plaît, dites-nous dans le détail, comment le capitalisme (ou le libéralisme) va réaliser le développement de l'économie nationale, d'un pays du tiers-monde (comme le Maroc)»? Les capitalistes nous répondent: «Ne vous préoccupez pas des

(35) Le 24 novembre 2020, devant la "Commission Parlementaire des finances et du développement de l'économie", le Wali de Bank Al Maghreb avait déclaré: «la fraude et l'évasion fiscale ont atteint des niveaux invraisemblables». (Source: <https://www.youtube.com/Watch?v=etgn1aU6KNM>).

détails, le capitalisme s'en charge automatiquement. Pas besoin de l'État, de la planification, de la stratégie, de la mobilisation du peuple, de la solidarité sociale, ou de la coopération. Cela se fait tout seul. C'est facile et spontané! Laissez seulement les capitalistes les plus prédateurs s'appropriier le plus possible des richesses du pays. Ils vont ensuite investir, créer des emplois, produire des biens. Ensuite les richesses vont se répartir toutes seules, et de la manière la plus adéquate»! Les capitalistes prétendent que: **«les forces du marché vont automatiquement régler tous les problèmes du développement de l'économie nationale»!** Ils disent: «On n'a presque pas besoin de l'État. Il vaut mieux que l'État soit le plus petit, et le plus faible possible».

Nous répondons à ces capitalistes: «Mais comment? On ne vous comprend pas»! Les partisans du capitalisme nous répètent: «Il suffit que l'État aide la minorité des capitalistes à accaparer, et à accumuler, entre leurs main, le maximum possible des richesses disponibles dans le pays; ensuite cette minorité va investir, créer des emplois, et diffuser les richesses à travers la société. Patientez seulement pendant 2 ou 3 siècles, et tout le monde deviendra assez riche»!

En d'autres termes, les libéraux nous disent: «Laissez les capitalistes s'approprier toutes les richesses du pays. Ensuite les capitalistes vont investir. Ensuite les investissements réalisés vont spontanément conduire à une équitable redistribution des richesses, par de bons salaires, et de bon services sociaux, au point que tous les citoyens vont devenir suffisamment riches, et assez satisfaits». Cette théorie capitaliste est un mythe. Elle ne se réalise jamais dans les pays du tiers-monde. Même si nous laissons la minorité des capitalistes s'approprier toutes les richesses du pays, pendant suffisamment longtemps, nous constatons que les capitalistes n'investissent pas autant qu'il faut, dans les domaines indispensables. Entre le tiers et la moitié des entreprises nouvellement créées meurent avant d'atteindre cinq ans d'ancienneté. Les investissements réalisés ne conduisent pas à une redistribution équitable des richesses. Les écarts de revenus tendent, avec le temps, dans le cadre du capitalisme, à s'élargir, jusqu'à mettre la grande majorité des salariés au bord

de la précarité ou de la pauvreté⁽³⁶⁾. Ces salariés ne vivent plus que pour travailler. Ils ne peuvent même pas profiter d'une retraite décente. Leur travail ne leur permet que de reproduire leurs forces de travail. Alors que les exploiters capitalistes accumulent des propriétés privées, et bénéficient de revenus qui dépassent largement leurs besoins personnels (et familiaux) pour vivre de façon confortable. Ces capitalistes accaparent l'ensemble des profits, gaspillent de grandes quantités financières dans des futilités, et leur égoïsme les empêche de se préoccuper de satisfaire les besoins réels du peuple travailleur.

Même si cette «théorie» du développement de l'économie capitaliste est appliquée dans des dizaines de pays du tiers-monde, depuis au moins 70 ans, sous la pression des puissances impérialistes et de leurs institutions financières, elle ne conduit à aucun résultat convaincant. Durant les 100 dernières années, les pays qui étaient «développés» sont toujours «développés»; et ceux qui étaient «sous-développés» sont restés «sous-développés». Un pays «sous-développé» peut parfois progresser un petit peu, par rapport à son ancienne situation d'il y a cinq ou dix ans, mais l'écart qui le sépare des pays «développés» devient de plus en plus large, profond, impossible à franchir. En quelque sorte, un «développement du sous-développement». Croire que tous les pays du monde qui appliquent les règles du «capitalisme», ou du «libéralisme», vont spontanément et sûrement devenir «développés» est un mythe idéologique capitaliste !

Les capitalistes ne savent donc pas comment «développer» l'économie d'un pays du tiers-monde, ou comment le faire sortir du «sous-développement». Par contre les marxistes savent pourquoi le capitalisme évolue périodiquement vers des crises dévastatrices, non seulement dans le domaine économique, mais également sur le plan politique et social. La contradiction des capitalistes est qu'ils tendent toujours à vouloir augmenter leurs profits en diminuant les salaires (c'est à dire en abaissant le pouvoir d'achat des revenus des salariés exploités), ou en délocalisant leurs usines vers les pays où les salaires sont plus bas. Et cela évolue jusqu'au point où la classe sociale des salariés exploités ne peut plus acheter les produits et les services

(36) Thomas Piketty, "Le capital au XXI siècle", Seuil, 2013.

produits par les capitalistes. Et chaque fois que la chaîne production - consommation est cassée, une crise destructive du capitalisme s'installe, avec son lot de licenciements massifs, de chômeurs, d'appauvrissement, d'inégalités, et de luttes de classes sociales aiguës ou violentes.

La thèse «libérale» affirmant la possibilité de sortir du «sous-développement» par la voie «capitaliste» est démentie par l'histoire des économies des pays du tiers-monde. *L'approfondissement des écarts de revenu* ne conduit pas forcément au «développement de l'économie nationale». L'expérience historique de plusieurs pays d'Asie (Japon, Chine, Corée du Sud,...) suggèrent plutôt une «recette» contraire : *la réduction des écarts de revenus est plus favorable au «développement de l'économie nationale»*. Avoir une confiance aveugle dans des «*mécanismes économiques capitalistes*» qui n'existent pas, est un égarement idéologique. Le «marché» capitaliste n'a réussi nulle part dans le monde à «*se réguler par lui même*». Il est incapable de jouer un rôle de «*planificateur*». Ainsi par exemple, la promulgation de lois anti-trusts est nécessaire dans tous les pays capitalistes. *Le «marché capitaliste» ne peut pas transformer, de façon spontanée, les intérêts privés des capitalistes particuliers en intérêts communs à tout le peuple*. On n'a jamais vu un capitalisme super intelligent, altruiste, qui se développe et prospère tout seul, allègrement, sans qu'il soit porté par un État fort, centralisé, autoritaire, qui le protège, l'aide, et le réglemente. Dans toute société où existe le *capitalisme*, il y a forcément une *lutte de classes* sous-jacente, implacable, féroce, qui impose la suprématie des intérêts de la minorité des grands exploiters. Contrairement aux théories «libérales» ou «capitalistes», *les fortes inégalités sociales ne conduisent pas forcément à la croissance, puis au «développement économique de toute la société»*. Si l'État capitaliste n'organise pas, s'il ne légalise pas, et s'il n'impose pas, un *transfert massif et continu* de valeurs des classes exploitées vers les classes exploiteuses, en approfondissant constamment les inégalités sociales, le capitalisme tombe en crise, puis évolue vers son effondrement. *Dans le capitalisme, l'État ne peut jamais être neutre, impartial ou équitable. L'État est toujours une entité de classe, au service de la classe sociale dominante, celle des grands*

exploiteurs. Dans toute société où domine le capitalisme, domine aussi la dictature égoïste de la classe des grands exploiters !

Avant, j'ai cru que les personnes qui adoptaient cette thèse de «l'impossibilité de faire sortir les pays du tiers monde du sous-développement par le biais du capitalisme» sont très peu nombreuses. Qu'elles pouvaient être confinées à certains marxistes militants ou radicaux. Cependant, j'ai trouvé que le groupe de Bandung, le Front des non-alignés, ainsi que Samir Amine, endossaient tous cette thèse, avec plus ou moins de force de persuasion. Samir Amine a par exemple écrit : «Les résultats auxquels sont parvenus les groupes de discussion dans les années 1950, ont exprimé le défi, avec des conclusions qui ne diffèrent pas beaucoup de celles correctes aujourd'hui, à savoir que : les peuples de la périphérie doivent construire leur économie nationale, en comptant sur soi, par l'autosuffisance, tout en se désengageant [des relations de dépendance envers les puissances impérialistes], en se basant sur des groupements régionaux, et sur l'ensemble du Sud; et qu'ils ne peuvent y parvenir que dans le cadre d'une marche vers le socialisme; et que pour cela, il faut qu'ils se libèrent de l'illusion de l'alternative, qui est la croyance en la possibilité de «rattraper» les pays développés, dans le cadre du système capitaliste mondialisé»⁽³⁷⁾.

Le marxisme montre que, à l'instar des anciens modes de production, l'esclavage, puis le féodalisme, le capitalisme ne peut pas être éternel. Parce qu'il est lié à une période de l'histoire des hommes. Parce qu'il porte en lui-même sa propre négation. Parce qu'il est contradictoire. En s'activant, le capitalisme se nie lui-même. Il est condamné à évoluer en son contraire, le communisme, en passant par une période transitoire révolutionnaire (le socialisme), où coexistent en lutte, l'ancien mode de production (le capitalisme), et le nouveau mode de production (le communisme). La lutte des classes sociales est le principal moteur de l'histoire des sociétés humaines.



(37) Samir Amine, Source:

19. Quel est le but de l'économie ?

Qu'est-ce que c'est l'«économie nationale»? Que signifie l'expression «développement de l'économie nationale»? Il n'est pas sûr que nous soyons d'accord sur le contenu de ces concepts. Mais osons au moins formuler quelques interrogations préalables, qui aident à cerner le contenu du sujet : Quel est le **but** du «développement de l'économie nationale»? Quelles sont les **options politiques de base**, qui sont nécessaires pour rendre le «développement de l'économie nationale» possible, raisonnable, équitable, et soutenable? Comment mettre en évidence les **besoins économiques** du peuple? Qui est légitimement apte à déterminer les conditions de vie économiques du peuple? Qui devrait se charger de **diriger** ce «développement de l'économie nationale»? Comment **contrôler et rectifier** l'application progressive de ce «développement de l'économie nationale»? Quel est le rôle des **comités de travailleurs** producteurs, dans l'élaboration, l'exécution, le contrôle, et la rectification, des plans de «développement de l'économie nationale» ? ...

Quel est l'élément le plus important, l'économie ou les hommes? Quel est le **but** ultime de l'économie, est-ce le développement des entreprises privées, ou le développement de la société commune? Est-ce la société qui devrait servir les entreprises, ou est-ce les entreprises qui devraient servir la société? Quelle est la **finalité** du «développement de l'économie nationale»? Est-ce le profit, la croissance illimitée, ou l'accès de certaines personnes à une puissance inégalée? Est-ce les hommes qui devraient servir l'économie, ou est-ce au contraire l'économie qui devrait servir les hommes?

Pour les **capitalistes**, l'économie et les entreprises sont plus importantes que les hommes (y compris pendant une guerre, ou une pandémie, comme celle du Covid19). Par contre, pour les **socialistes**, l'économie n'a de raison d'exister que si elle sert équitablement tous les hommes, toute la société, sans

marginaliser aucune fraction de la population. Ce serait une **aliénation** que de privilégier le «développement de l'économie» au détriment du développement d'hommes libres, égaux, éduqués, cultivés, critiques, satisfaits, et épanouis.

Il n'est pas raisonnable que le but du «développement de l'économie nationale» soit limité à la «réalisation d'une croissance soutenue en volume», au profit d'une seule minorité de super-riches. Nous voulons que **le but de l'économie soit la satisfaction des besoins du peuple**, de l'ensemble des citoyens, sans qu'aucune partie de la société soit exploitée, sacrifiée ou marginalisée, par une autre partie. Nous devons assouvir les besoins les plus urgents et les plus indispensables du peuple, pour que la qualité de vie de l'ensemble des citoyens soit décente et acceptable, en vue de faciliter la libération et l'épanouissement plaisant de tous les citoyens. La base fondamentale de l'économie doit être, non pas la finance, les échanges marchands, ou l'accumulation des fortunes privées, mais **la production de biens** utiles pour le peuple (y compris la production de moyens de production).

A notre époque, nous ne connaissons que deux **types de but** pour l'économie nationale : un **but capitaliste**, et un **but communiste**. Le but capitaliste transforme la majorité des hommes en esclaves modernes, dominés, exploités et aliénés; alors que le but communiste vise à transformer les citoyens en hommes libres, épanouis, producteurs, coopératifs et solidaires. **Considérer l'économie comme un but en soi, est une aliénation. L'économie n'est qu'un moyen parmi d'autres, pour satisfaire les besoins réels et fondamentaux du peuple.**

Du point de vue du peuple travailleur, «développer l'économie nationale» signifierait: **satisfaire les besoins matériels et immatériels, de l'ensemble des citoyens, sur le court et le long terme, y compris la satisfaction des besoins des petits salariés, des exploités, des chômeurs, des marginalisés, des indigents, et des plus faibles.** Nous supposons que lorsque les citoyens seront éduqués, rassasiés et libres, la majorité parmi eux souhaiterait vivre, non dans l'opulence et le gaspillage absurde, mais dans une sobriété sage.

L'intérêt égoïste est le **moteur** qui fait mouvoir le capitalisme. Le **but essentiel** de tout acteur économique capitaliste se ramène à la réalisation d'un «profit» personnel,

rapide, maximal, ininterrompue, avec une «croissance» illimitée. Mais *l'un des points faibles du capitalisme est que l'ensemble des intérêts égoïstes des acteurs capitalistes ne coïncident pas avec les intérêts communs de l'ensemble de la société, ou les besoins de l'ensemble du peuple.*

Les capitalistes agissent comme si *le but de l'économie* est uniquement le «profit» individuel, ou sa «croissance» illimitée. Cette *conception capitaliste*, même si elle crée effectivement une petite minorité de super-riches, laisse une majorité de la population dans la marginalisation, l'exploitation, la pauvreté, ou la précarité. Ce qui est en excès chez les uns, est en manque chez les autres. Et le capitalisme est incapable de corriger ce déséquilibre.

Après à peine deux siècles de pratique intensive à l'échelle internationale, cette logique capitaliste finit par détruire, à la fois la nature et les hommes. Transformer l'argent, la finance, le profit, ou la propriété privée, en des entités quasi divines, qui se positionnent au dessus des hommes, au-delà de la raison, et qui soumettent les hommes à une logique auto-destructive, constitue précisément une manifestation de «*l'aliénation*» qui caractérise le mode de production capitaliste, et dont on ne se libère que par la construction du socialisme transitoire, et qui se transforme en communisme.

Tout citoyen (apte au travail) a droit à un emploi. Et si l'État capitaliste n'est pas capable de fournir un emploi à certains citoyens, l'État devrait leur assurer un «revenu minimal de survie», en attendant que des emplois redeviennent disponibles. Et pour réduire les fraudes dans ce domaine des aides sociales, nous devons recourir aux *récompenses symboliques* (qui félicitent les comportements exemplaires), et aux *sanctions symboliques* (où la Chine vient d'innover, en utilisant le style de *la dénonciation et de la critique publiques*, sur des réseaux sociaux, et sur des écrans publics géants). La dénonciation et la critiques publiques (des comportements négatifs) ont plus d'effets rectificateur que la prison. Tout travailleur a le droit de vivre dignement de son emploi. Tout effort de travail (fourni à travers un emploi) doit être récompensé par un revenu équitable. Si les ouvriers ne sont pas équitablement rémunérés, leur ardeur au travail finira par s'évanouir. Toute économie qui refuse d'être *équitable* envers toutes les composantes de la société, évoluera

forcément, à long terme, vers des écarts énormes de richesse, puis vers la crise, puis l'effondrement.

«Développer l'économie nationale» n'est pas une affaire de conjoncture, ni un projet à moyen terme. C'est plutôt une **mobilisation stratégique**, continue, maximale, de toutes les ressources, de toutes les potentialités, et de tous les citoyens du peuple, durant au moins trois ou quatre générations successives. Il devient alors criminel d'utiliser cette «mobilisation de l'économie nationale» au seul profit d'une classe minoritaire d'exploiteurs capitalistes. Un «développement de l'économie nationale» qui ne servirait pas équitablement les **besoins de tous les citoyens** du peuple, se transformerait en une expropriation, une exploitation, ou un pillage. Enrichir une petite minorité de capitalistes exploiters, tout en appauvrissant une majorité de citoyens travailleurs, n'est ni équitable, ni raisonnable, ni acceptable.



20. Comment s'explique le développement de l'économie nationale?

Le **facteur fondamentale** qui explique le «développement économique» des nations les plus puissantes dans le monde, est qu'elles font travailler, continûment, **plusieurs armées** de savants, chercheurs, ingénieurs, professeurs, cadres, techniciens, spécialistes, entrepreneurs, directeurs, gestionnaires, planificateurs, producteurs, fabricants, travailleurs, artisans, créateurs, innovateurs, etc. Chaque citoyen contribue autant qu'il peut à la grande œuvre commune. Tous ces **cadres** sont produits par un **enseignement public** généralisé, obligatoire, gratuit, et de la meilleure qualité scientifique possible. Ce sont les écoles et les universités publiques, et non pas les masse-médias, les arts, ou les lieux de culte, qui assurent la transmission du patrimoine scientifique et culturel de l'humanité, des anciennes générations

vers les nouvelles. Ces *armées de cadres* sont organisées, éduquées, disciplinées, conscientisées, libres, épanouies, équipées, studieuses, productives et motivées. Toutes les *universités* et les *entreprises* devraient pouvoir contribuer à des *recherches* scientifiques, théoriques ou appliquées. L'État devrait encourager toutes les entreprises à avoir au moins une cellule de recherche et de développement technologique.

Le meilleur acteur pour financer la recherche scientifique (nécessitant de longues années d'efforts, des équipements, et des équipes multidisciplinaires), ce n'est pas l'entrepreneur capitaliste individuel, obsédé par ses profits privés, mais *l'État*, c'est à dire la *collectivité*. Le peuple ne devrait pas se fier aux entreprises capitalistes pour mener toutes les recherches scientifiques indispensables. L'enseignement public est, à long terme, le meilleur parmi les *investissements* productifs. Encore faut-il que l'enseignement public ne se transforme pas (comme au Maroc) en une usine qui alimente la «*fuite des meilleurs cerveaux*» vers les pays impérialistes⁽³⁸⁾.

Tout pouvoir politique qui défend l'existence d'un fort réseau d'établissements d'enseignement privé, œuvre pour la faillite, puis la mort de l'enseignement public. Dans tout pays où il existe deux enseignements, l'un public et l'autre privé, l'un d'eux va forcément tuer l'autre, et le remplacer. La coexistence, à long terme, de deux enseignements, l'un public et l'autre privé, est impossible ! Nous devons choisir ce qui sert le mieux le peuple. L'enseignement privé ne convient qu'aux fractions de classes aisées, dominantes, ou exploiteuses.

Parmi les acteurs qui jouent un rôle important dans le développement de l'économie nationale, on trouve les "*entrepreneurs*", au sens de "*créateurs de nouvelles entreprises productives*". Ces entrepreneurs tentent de satisfaire les besoins de la population ou de l'économie, en œuvrant à travers des rapports de qualité-prix suffisamment compétitifs. Ces entrepreneurs peuvent être privés, publics (État), ou mixtes (privé et public). *Dans les pays du tiers-monde (comme le Maroc), il serait illusoire de compter uniquement, ou principalement, sur les entrepreneurs privés, pour sortir le*

(38) R. Nouda: <https://livreschauds.wordpress.com/2020/08/21/هجرة الأدمغة/>
[/حجّة على بلادتنا المُشتركة](#)

pays du sous-développement. Les handicaps qui pèsent sur les entrepreneurs privés sont beaucoup plus contraignants et difficiles à surmonter, en comparaison avec les capacités dont bénéficie l'État-entrepreneur, que ce soit pour planifier, ou réaliser de multiples entreprises productives dans divers domaines. Ce capitalisme d'État (fondé sur l'État-entrepreneur) est bien plus efficace pour faire sortir le pays du sous-développement que le capitalisme privé (fondé sur les entrepreneurs privés). Les expériences comparées de la Russie et de la Chine nous ont montré que, durant une première période de lutte pour faire sortir le pays du sous-développement, et pour préparer le socialisme, la méthode la plus efficace consiste à appliquer le devise «un pays, avec deux système, l'un socialiste et l'autre capitaliste, mais sous la direction d'un fort parti socialiste ou communiste».

Ces secrets du «développement économique» ont été bien assimilés par l'Allemagne, le Japon, la Russie, la Chine, l'Inde, la Corée du Sud, etc. Mais dans le Maroc (ainsi que dans d'autres pays musulmans ou arabophones conservateurs), *l'État est opposé à la généralisation des sciences et de la culture.* Dans le classement mondial des meilleures Universités «Times Higher Education 2020», la meilleure Université du Maroc se trouve à la 800^{ème} place⁽³⁹⁾. Les familles bourgeoises ne se préoccupent pas du délabrement de l'enseignement public, puisqu'elles éduquent leurs enfants dans des écoles privées rattachées à des États étrangers, ainsi que dans les meilleurs universités d'Europe et d'Amérique du Nord. Pourquoi le pouvoir politique (au Maroc) néglige l'enseignement? Parce que, comme disait le roi despote Hassan II en 1968, «si le futur le plus probable de certains jeunes est de devenir des chômeurs révolutionnaires, il vaut mieux qu'il soient incultes, plutôt que cultivés». Autrement dit, pour soumettre le peuple, il faut le maintenir dans *l'ignorance*. Se pose alors la question : Qu'est-ce qu'on peut réaliser avec un peuple dont la majorité des citoyens ne sait même pas comment réfléchir? Est-il possible d'industrialiser un pays si la majorité de ses jeunes n'ont aucune qualification scientifique sérieuse? Les membres de ce peuple ne vont-ils pas se dévorer mutuellement sans pouvoir réaliser rien

(39) <https://www.perspectivesmed.com/les-universites-marocaines/>

de sérieux? Par peur d'une révolution éventuelle, le pouvoir politique parie sur «*l'ignorance*» et «*le tout sécuritaire*». L'État multiplie des *appareils de répression*, redondants et en sureffectifs. Plus le pouvoir politique a peur de la révolution, plus il durcit la répression politique. Cet État ne dispose que d'armées de policiers, d'agents de renseignement, de gendarmes, de forces d'intervention rapides, de forces spéciales, de commandos, de forces auxiliaires, de gardiens, de soldats, de tortionnaires, de propagandistes et de fonctionnaires dans les différents appareils de l'État. Le seul domaine où le pouvoir politique investit massivement et sans hésitation, est celui des appareils de répression. Ces derniers sont devenus au Maroc sur-équipés et pléthoriques, au point que les agents de ces appareils s'ennuient par excès d'oisiveté. Les *fonctionnaires* de l'État pressurent le peuple par un système *fiscal* lourd et injuste, et ils accordent à eux-mêmes des salaires et des privilèges trop «généreux». Cette déviation rend le «développement de l'économie nationale» difficile, voir impossible. Ce qu'il fallait faire pour rendre le «développement de l'économie nationale» accessible, c'est de transformer ces armées répressives en armées d'ingénieurs, productifs, studieux et créatifs. Mais la nature du régime politique «makhzénien» (مَخْرَزَنِي) établi au Maroc est incompatible avec une telle ambition vertueuse.

Le secteur bancaire privé (capitaliste) reste obsédé par la recherche de profits privés. Il ne peut pas planifier ou réaliser le «développement de l'économie nationale». Il ne se soucie pas de satisfaire les besoins du peuple. Le «développement de l'économie nationale», dans les pays du tiers-monde, nécessite que les institutions *bancaires* et les activités *financières* soient dominées, orientées et maîtrisées par l'État nationaliste. Dans le cas où existent deux secteurs bancaires, l'un privé et l'autre public, ou l'un capitaliste et l'autre socialiste, l'un d'eux va forcément tuer l'autre et le remplacer. La coexistence pacifique, équilibrée, à long terme, dans un même pays, entre deux systèmes, l'un capitaliste et l'autre socialiste, est !

Personne ne peut *tricher* avec le processus du «développement économique». Il n'existe aucune «*recette*» capitaliste, ni aucune «*ruse*» socialiste, qui puisse faire sortir une société déterminée du «sous-développement», et de la

projeter dans le «développement économique». Dans tous les cas, il faut que le peuple concerné fournisse tous les efforts nécessaires. On ne peut pas *acheter* le «développement économique». On ne peut pas non plus l'obtenir sous forme d'une *aide* octroyée par un «allié» extérieur, ou par une «puissance étrangère». Sans un *labour continu, réguler, rationalisé, durable, et de tous les citoyens* (aptes au travail), nous n'accéderont jamais au «développement de l'économie nationale» ! Alors que faire? Chaque citoyen (apte au travail) a des *potentialités productives*. Si l'État sait comment organiser la coopération et la complémentarité sociétales (ou socialistes), chaque citoyen (apte au travail) pourrait produire beaucoup plus de valeurs qu'il n'en consomme. Les forces productives se développent plus aisément quand l'accroissement de la production des moyens de production est plus rapide que celui de la production des objets de consommation⁽⁴⁰⁾. *Le rôle d'un État social (ou socialiste) est de fructifier, le plus possible, les potentialités productives de tous les citoyens (aptes au travail)*. Parce que le «sous-développement» s'explique, en grande partie, par le fait que seule une petite partie de ces *potentialités productives* sont encadrées et mises en œuvre. Alors que *le «développement de l'économie nationale» s'obtient par l'activation de toutes les potentialités productives, de tous les citoyens (aptes au travail), en les éduquant, en les organisant, en les encadrant, et en les faisant coopérer, pour produire, en commun, en améliorant constamment les connaissances, les techniques, les équipements, les démarches et les valeurs*. Et en même temps, en facilitant l'accès à chaque citoyen, à des conditions de vie dignes, et suffisamment confortables. La sobriété, bien comprise, et librement consentie, est plus honorable que le gaspillage irréfléchi.

Nous ne pouvons pas progresser si le peuple persiste, pendant longtemps, à consommer plus de valeurs qu'il n'en produit. *Le «développement économique et social» ne peut se réaliser que si le maximum possible des potentialités productives des citoyens sont bien encadrées, et bien mises en œuvre*. Il est erroné d'attendre que les potentialités productives du peuple soient spontanément activées, au contraire, il revient à

(40) <https://d-meeus.be/marxisme/manuel/part2resect06.html>

l'État de réaliser, et d'accélérer, cette activation. C'est seulement ainsi que le peuple peut produire plus de valeurs qu'il n'en consomme. Par contre, dans le cadre d'une logique capitaliste, intéressée uniquement par des rentabilités individualistes, ou des profitabilités à court terme, la mobilisation des potentialités productives des citoyens reste limitée, voir inaccessible. Ce qui reproduit le *sous-développement*, puis la *décadence*.

Contrairement à certaines *croyances capitalistes*, ce qui développe le mieux l'économie nationale, ce n'est pas *l'initiative privée*, le travail individuel ou privé, mais surtout le *travail collectif*, planifié, généralisé, coopératif, solidaire, sociétal, équitable, intégré, organisé, rationalisé, et discipliné.

Dans tout projet de «développement de l'économie nationale», au moins cinq facteurs jouent des rôles importants: a) le type de l'État (ou la nature du régime politique établi); b) la qualité de l'enseignement public; c) les directeurs locaux des entreprises (avec leurs bagages culturels, politiques et moraux); d) la qualité de la motivation politique des travailleurs de base; e) le couple marché local - marché mondiale. Mais dans tous les points de vue, la qualité de la formation de *l'acteur humain* (l'individu) reste toujours décisive. Or cet acteur humain naît *ignorant*. Et si la *collectivité* n'aide pas ce jeune acteur humain à assimiler le maximum possible parmi le *patrimoine culturel et scientifique* de toute l'humanité, cet acteur humain va rester au stade animal, primitif ou primaire. Il faut donc *former l'acteur humain*, éduquer le citoyen, du début à la fin de sa vie, en lui fournissant la meilleure *formation scientifique pluridisciplinaire* possible. Sinon la civilisation va se transformer en barbarie, ou en animalité. *Si l'État ne fournit pas une excellente formation à tous les jeunes du pays, il ne leur reste comme moyen pour s'enrichir que le "secteur informel", la recherche de la rente, la prédation, l'opportunisme, la tricherie, le commerce des drogues, la mafia, ou l'émigration*. Chez quelques champions mondiaux du «développement de l'économie nationale» comme la Chine, nous constatons que celle-ci produit (en 2017) plus d'un million d'ingénieurs par an, suivi par l'Inde qui en produit plus de 0,5 millions par an. Alors que notre régime politique au Maroc s'acharne pour que les citoyens restent *ignorants*, pour faciliter leur *soumission* politique. Au point que la majorité des citoyens

ne savent même pas comment réfléchir correctement. Mais si le peuple reste longtemps ignorant, il tombe forcément dans la décadence. La violence aveugle devient banale. Quel est le remède? Tout citoyen doit connaître et assimiler le meilleur contenu atteignable du *patrimoine culturel et scientifique de toute l'humanité*. Nous devons *fructifier, de manière optimale, toutes les potentialités productives, de tous les citoyens (aptes au travail)*. En veillant constamment à rectifier les injustices, et à réduire les inégalités sociales. Pour que la meilleure *équité sociétale* possible soit établie au profit de tous les citoyens.

L'art de «développer l'économie nationale» consiste à mener une politique économique révolutionnaire, qui crée une *dynamique sociétale* de changements successifs, quantitatifs et qualitatifs, pour produire, distribuer, échanger, satisfaire, partager et émanciper. Il faut trouver un équilibre adéquat entre la satisfaction des besoins immédiats, à moyen et à long terme. Pour que le «développement de l'économie nationale» ait des chances de réussir, il devrait être *dialectique*. Cela signifie: développer simultanément : l'industrie et l'agriculture, la haute technologie et les artisanats, l'industrie lourde et l'industrie légère, les techniques et les services, la planification à court terme et la planification à long terme, les villes et les campagnes, les grandes et les micros entreprises, le centre et les périphéries, les régions côtières et les régions intérieures, les infrastructures et les superstructures, l'enseignement et la recherche, les sciences et la culture, les innovations et les applications, la production et les arts, la liberté et la discipline, etc. Dans la Chine de Mao Tsé-toung, on appelle cette démarche: «marcher sur les deux jambes».



21. L'indispensable neutralité de l'enseignement public

Il n'existe aucun pays dans le monde qui a réussi à sortir du sous-développement sociétal, sans avoir généralisé un

enseignement public gratuit, laïc (séparation entre l'État et la religion), et de haute qualité scientifique, du primaire au supérieure.

[Thèse 5] Pour «développer l'économie nationale», il ne suffit pas que *l'enseignement public* soit généralisé, unifié et gratuit. Il doit aussi être *politiquement neutre, impartial, et de haute qualité scientifique. L'enseignement public n'a pas vocation à enseigner la religion* (comme cela est pratiqué au Maroc depuis son "indépendance" en 1956). Il faut séparer l'enseignement public des religions. *Il est indispensable de libérer l'enseignement public, à la fois de la propagande du régime politique établi, et de l'idéologie religieuse (islamique intégriste)*. Cela est nécessaire dans toutes les branches de l'enseignement public, et dans tous ses niveaux. Un enseignement public qui se transforme en une institution d'endoctrinement idéologique, n'est plus un enseignement, mais une machine à formater les esprits. Mais est-ce que ces souhaits progressistes, ou ces réformes rationalisantes, sont possibles sous le capitalisme dépendant ? Sûrement pas !

La transformation des infrastructures de l'économie nationale est relativement aisée. Par contre, *l'amélioration de la qualité des mentalités* des citoyens est beaucoup plus difficiles. Les *jeunes* sont relativement plus faciles à éduquer que les adultes. Il est illusoire de croire que l'on puisse développer suffisamment l'économie nationale en cinq ou dix ans. Il est nécessaire de fournir des efforts soutenus, pendant au moins trois générations successives (soit environ 75 ans), avant d'obtenir un début de résultats prometteurs. *Un enseignement public, généralisé, gratuit, et de très haute qualité scientifique, est l'outil le plus efficace pour faire progresser les mentalités*. Cela est connu depuis longtemps, et dans le monde entier. Cependant, nous nous étonnons de constater que l'État actuel du Maroc fait exprès le contraire : il supprime la philosophie ou la dénature, il réduit l'importance des matières scientifiques, il cache certaines connaissances scientifiques aux élèves, il déforme l'histoire, il combat l'esprit rationnel ou critique. L'État généralise aussi le cursus scolaire nommé «l'instruction civique» ("التربية الوطنية") qui est un concentré de propagande politique qui glorifie le régime politique établi. L'État développe également des filières

dites de «l'enseignement traditionnel», «les études islamiques», et les «sciences de la Chariâa islamique» (عُلُوم الشَّرِيعَةِ), etc. Ces filières constituent, non seulement une perte de temps, mais un crime contre les jeunes victimes de ces filières. D'un côté l'État dépense de l'argent pour former des «islamistes intégristes wahhabites», dogmatiques et extrémistes, et de l'autre côté, l'État finance des «supers appareils de répression» qui s'enorgueillissent de démanteler, en moyenne, une cellule islamiste terroriste par mois⁽⁴¹⁾. Ainsi, d'un côté l'État paye des fonctionnaires pour allumer des feux, et de l'autre côté, l'État paye d'autres fonctionnaires pour les éteindre. Cela s'appelle: une absurdité, un gaspillage insensé!

Il est indispensable de libérer l'enseignement public de la tâche d'enseigner la religion. Contrairement à des traditions rétrogrades, le rôle de l'enseignement public n'est pas d'enseigner la religion ! Les familles qui veulent enseigner la religion à leurs enfants, peuvent les inscrire, de manière parallèle, dans des écoles privées spécialisées dans l'enseignement de la religion.

Mais pourquoi le régime politique du Maroc fait (dans le domaine de l'enseignement) le contraire de ce que dicte la raison ? Tout simplement parce que l'État, ou le régime politique, veut, en priorité, des citoyens ignorants et faciles à soumettre. Même si le peuple refuse ce prétendu «développement économique» qui transforme les citoyens en bipèdes décérébrés. Car en fin de compte, ce ne sont pas les politiciens qui décident, mais le système économico-politique. Ce système est pourvu de sa propre logique, et il entraîne tout, y compris les politiciens, vers les choix qui reproduisent ce système et le développent.

On comprend mieux ces choix irrationnels de l'État du Maroc en revenant à la théorie du rôle des ***appareils idéologiques d'État***. Louis Althusser a approfondi ce qu'avait théorisé K. Marx concernant ***l'appareil de l'État***. Althusser a expliqué que le rôle essentiels des ***appareils idéologiques d'État***

(41) Entre 2015 et 2019, le Bureau Central d'Investigation Judiciaires (BCIJ), relevant de la Direction Générale de la Surveillance du Territoire (DGST), a démantelé environ 368 «cellules islamistes intégristes terroristes», dont certaines sont accusées d'avoir des liens avec des organisations islamistes internationales, comme «Da-ïche» (دَاعِش).

(famille, école, université, institutions religieuses, juridiques, masse-médias, partis, syndicats, organismes d'arts, de culture, etc) dans une société capitaliste, ce n'est pas de faire de la «formation» pour l'amour de la «culture scientifique» ou «humaniste», mais d' «assurer, pour une grande part, la **reproduction** même des **rappports de production** existant dans la société concernée, sous le «bouclier» de l'appareil répressif d'État. Et **l'idéologie dominante** dans la société, est visiblement l'idéologie des **classes dominantes**, celles qui détiennent le **pouvoir d'État**»⁽⁴²⁾. L'enseignement (public et privé), en tant qu'**appareil idéologique d'État**, reproduit des cadres, des techniciens, des fonctionnaires, des ouvriers, des manœuvres, des chômeurs, des magistrats, des militaires, des policiers, des marginalisés, etc, qui sont des supports vivants des **rappports de production** dont a besoin cette société capitaliste. Et quand certains intervenants se lamentent sur l'«**inadéquation**» existant entre les profils que forme cet enseignement public et ceux dont a besoin l'économie capitaliste moderne, ce n'est qu'une cacophonie sans importance; parce les profils que veulent à la fois les classes dominantes et l'État, ce sont bien ces profils là, malgré leurs médiocrités, et non pas d'autres. Car si les classes dominantes voulaient réellement des profils meilleurs, elles les auraient formés. Mais elles n'en veulent pas.

Certains nous disent: «Regardez l'excellent exemple du capitalisme des États Unis d'Amérique (EUA). Ils ont le plus grand nombre d'excellentes universités, de savants, de chercheurs, de Nobellisés, d'ingénieurs, etc». Nous leur répondons: «Oui, mais voyez aussi l'autre aspect associé et contraire dans les EUA: ils ont, en même temps, dix mille fois plus de personnes incultes, pauvres et marginalisées. Un nombre infime d'élites très avancées, et des masses de citoyens exploités, assujettis ou marginalisés». C'est cela le capitalisme.

Dans toute société divisée en classes sociales antagoniques, les classes dominantes s'arrangent secrètement pour transformer l'enseignement public en une usine idéologique qui manipule les esprits des jeunes générations au profit des classes exploiteuses. Les classes dominantes veulent que l'enseignement public forme

(42) Louis Althusser, “Idéologie et appareils idéologiques d'État”, Les Éditions sociales, Paris, 1976, p.28.

surtout des sujets soumis, et facilement manipulables. L'enseignement public ne devrait pas être au service de la seule classe des grands exploiters. Personne n'a le droit d'abuser de l'âge mineur des élèves et des étudiants pour «formater» leurs esprits à son profit. L'enseignement public devrait former, non pas des «moutons soumis», mais des cadres libres, savants, cultivés, épanouis, et bénéficiant d'un esprit critique, créatif et équitable. Le peuple a besoin de former des ingénieurs et des savants de haute qualité scientifique, mais le régime politique est obsédé par la perpétuation du régime politique monarchique; il insiste pour que l'enseignement public forme des monarchistes soumis, et des islamistes hostiles aux opposants politiques, ainsi qu'à la gauche socialiste. Si nous ne libérons pas l'enseignement public de la propagande du régime politique, et de l'hégémonie de l'idéologie religieuse, cet enseignement se transformera en une machine qui abrutit les générations successives de jeunes. C'est un crime contre l'humanité. Cela est injuste et immoral. Le régime politique établi n'a pas le droit d'utiliser l'enseignement public comme une usine qui transforme les jeunes générations en des milices endoctrinées pour servir le roi, le capital, la réaction et l'impérialisme. Mais cela est inéluctable dans le cadre du capitalisme!



22. Profusion de discours et de propagandes

Le pouvoir politique au Maroc a la mauvaise habitude de ***produire des discours et des propagandes***, qui promettent toujours des «projets merveilleux», des «politiques sages», des «réformes» alléchantes, ou un «avenir radieux». Comment est-ce possible de croire en ces discours, alors que, depuis l'«indépendance» du Maroc en 1956 jusqu'à aujourd'hui en 2020, toutes ces «***promesses***» se sont révélées futiles, fausses ou

trompeuses? Malgré ses échecs répétés, le pouvoir politique au Maroc semble incapable de se corriger. Il reproduit les mêmes propagandes, les mêmes politiques, et les mêmes programmes de «développement de l'économie nationale», avec les mêmes résultats décevants ou erronés. Croire ces discours ou ces propagandes relève du degré zéro de la conscience politique. Les riches s'enrichissent, et les pauvres restent pauvres. Les statistiques et les élections sont manipulées pour signifier ce qu'elles ne sont pas. Après environ 60 ans d'«indépendance» du pays, et en dépit de certaines de ses façades citadines clinquantes, le Maroc est toujours un pays dominé par les anciens colonisateurs, sous-développé, arriéré, lourdement endetté, gangrené par l'ignorance, la fraude, la rente, la corruption, la démagogie, le mensonge, la répression, le despotisme, les enrichissements illicites, etc. Comment un «développement de l'économie nationale» pourrait-il être possible dans de telles conditions ?



23. Conflits d'intérêts, accaparement de la fortune et du pouvoir

En 1999, au début du règne du roi actuel du Maroc (Mohamed VI), une gigantesque campagne de propagande a été lancée pour présenter ce nouveau roi comme «le roi des pauvres». La fortune que lui a légué son père était plutôt relativement

modeste⁽⁴³⁾. Et qu'en-est-il aujourd'hui (en 2021), vingt deux ans après la maîtrise de la transition entre les deux rois (Hassan II et Mohamed VI), et après la réussite de la soumission de la société ? Il est devenu le roi des super-riches ! Il est devenu lui-même le plus riche.

Avant, au début de son règne, le roi despote Hassan II (1961 - 1999) châtiait tout homme d'affaires qui essayait, même de façon indirecte, de participer à l'exercice du pouvoir politique⁽⁴⁴⁾. Les grands capitalistes qui occupait des postes politiques (sous le règne de Hassan II) étaient relativement rares. Aujourd'hui (sous le règne de son successeur Mohamed VI), rien de tel. Le pouvoir politique actuel a permis au syndicat des super-banquiers (Groupement Professionnel des Banques du Maroc, *GPBM*), et au syndicat des super-patrons (Confédération Générale des Entreprises du Maroc, *CGEM*), de rassembler entre leurs mains la *fortune économique et le pouvoir*

(43) J'approuve la rectification faite par l'économiste Abdelkader Berrada, disant que : «La fortune héritée par Mohamed VI est loin d'avoir été modeste. Preuves à l'appui (ONA, SNI, BCM, Les domaines agricoles, etc). Mohamed VI a par contre réussi : 1) à consolider grandement le poids des holdings héritées (ONA/SNI, SNI---> Al Mada), en mettant notamment main basse sur le groupe Wafabank en 2003 (groupe OGM de My Ali Kettani: la fusion-absorption de wafabank par la BCM a donné naissance en 2004 au plus grand ensemble bancaire au Maroc: Attijari Wafabank); 2) à renforcer l'assise de groupes politiquement connectés (Akwa: Akhennouch, Saham: Alami, holmarcom: Bensalah, finance.com: Benjelloun, etc.); 3) à favoriser la montée en puissance du capital étranger, qui domine des pans entiers de l'économie (télécom, énergie, industrie automobile, industries agroalimentaires, tabac, etc.). Signe des temps, la gauche néo-libérale (A. Yousseoufi, F. Oualalou, A. Lahlimi), a fortement contribué à favoriser ce mouvement de concentration/centralisation du capital».

(44) L'économiste Abdelkader Berrada a raison de rectifier cette affirmation, en signalant que : «Le Maroc a connu par le passé des gouvernements dirigés par des hommes d'affaires. Il s'agit en l'occurrence de Mohamed Karim Lamrani, première fortune du pays pendant des décennies (groupe Sofipar/Cofimar) et de Driss Jettou, entrepreneur relativement bien implanté dans le textile et le foncier urbain».

politique ! Les grands capitalistes (et les fils de riches familles capitalistes) occupent un grand nombre de postes politiques. De plus, les relations occultes entre les entrepreneurs, le gouvernement et les hauts fonctionnaires, constituent un terrain propice à de grands flux de corruption.

Le roi n'a pas fait cette «concession» aux capitalistes du Maroc pour leur plaire. En fait, avec sa nature totalitaire, la monarchie n'a pas fait de concession du tout. Mais c'est la dynamique implacable de transformation du «pouvoir politique royal» en «pouvoir économique», qui incita le roi, pour mieux défendre et perpétuer sa monarchie absolue, à associer les plus grands capitalistes à un «pouvoir politique» qui est devenu institutionnalisé, et largement formel. L'essence de cette dynamique est le suivant : à la fois le «pouvoir politique» et la «fortune économique» tendent, historiquement et irrésistiblement, à devenir duaux (pluriel de dual). Au sens qu'ils tendent à devenir : à la fois «pouvoir économique», et «pouvoir politique»⁴⁵. La «fortune économique» tend à évoluer, historiquement et irrésistiblement, en «pouvoir politique». Et inversement, le «pouvoir politique» tend à évoluer, historiquement et irrésistiblement, en «fortune économique». Cette implacable tendance historique est inscrite dans les gènes du capitalisme. Et le capitalisme est incapable d'éviter cette irrépressible tendance.

Chaque année, ces syndicats des plus grands capitalistes s'activent pour dicter au gouvernement les orientations à inclure dans le Projet de Loi de Finance de l'année suivante. Et cela, avec la bénédiction du pouvoir politique, situé au palais royal. Ces syndicats des patrons constituent de fait des «cartels», qui pratiquent des «ententes» tacites entre eux, et qui administrent les marchés selon leurs intérêts privés. Si la **CGEM** veut une loi

(45) Exemples : Le milliardaire Aziz Akhanouch, qui était sans appartenance partisane, est devenu subitement le président du parti "le Rassemblement National des Indépendants". De même que de riches notables ou aristocrates du Sahara du sud, comme Hamdi Oueld Errachide, sont devenus subitement dominants dans le "Parti de l'Istiklal". Parce que ces personnages riches sont capables d'acheter les "moyens" et les "voix" nécessaires pour devenir "leaders de Parti". De même que quelques responsables des partis de "Union Socialiste des Forces Populaires", du "Parti du Progrès et du Socialisme", du "Parti Mouvement Populaire", et du "Parti Union Constitutionnelle", ont évolués de "non riches" à "très riches".

qui facilite les licenciements des salariés, ou qui muselle le recours des ouvriers à la grève, le gouvernement la lui accorde (exemple loi n°97.15)⁽⁴⁶⁾; mais si les syndicats des ouvriers demandent l'indexation des salaires des ouvriers sur l'inflation, ou s'ils réclament la punition des patrons qui rusent pour ne pas inscrire l'ensemble de leurs salariés à la "Caisse Nationale de Sécurité Sociale", le gouvernement refuse, même si ces revendications se répètent depuis plusieurs décennies.

Jamais dans l'histoire du Maroc, les patrons n'ont été autorisés à avoir un tel impacte sur les politiques menées par l'État ! Certains super-patrons accèdent aujourd'hui aux postes de super-ministres. Certains capitalistes, parmi les plus riches du pays, deviennent des ministres, des parlementaires, des présidents de "Communes Territoriales", sans se soucier de se trouver dans des «situations de conflits d'intérêts». Et si un citoyen revendique le respect d'un minimum de «morale» politique, on l'accuse d'être «idéaliste», «idéologue», ou «nihiliste».

En fait, ces super-banquiers et ces super-patrons n'ont aujourd'hui nullement besoin d'occuper des postes ministériels pour manipuler les politiques de l'État à leurs profits. Ils ont suffisamment de moyens occultes pour amener l'État à servir leurs intérêts privés. Le pouvoir politique effectif de décision n'est pas là où on le suppose. Ce pouvoir ne se trouve ni dans le gouvernement, ni dans le parlement, ni à la présidence de "Communes". Et beaucoup d'«affaires» importantes se font ou se défont à travers des relations occultes. Sans compte-rendu, et sans rapport. Ni vu, ni connu.

Au Maroc, les *situations de «conflits d'intérêts»* ne sont ni interdites, ni critiquables, ni punissables. Jamais aucun «conflit d'intérêts» n'a été jugé ou réprimé au Maroc. Aucun responsable de l'État ayant commis des fautes ne subit, ni questionnement, ni contrôle, ni jugement, ni sanction, ni rectification. Jamais les richesses illégalement accaparés n'ont été récupérées ou

(46) Et l'article 288 du Code Pénal permet de condamner à deux ans de prison, et à des amendes lourdes, tout salarié qui appelle à un arrêt collectif du travail (grève). Ce qui est contraire à l'article 8 du "Protocole International relatif aux Droits Économiques, Sociaux et Culturels (ratifié à la fois par les Nations Unies en décembre 1966, et par le Maroc) .

retournées au domaine public. Et le système judiciaire n'est, ni impartial, ni indépendant. Pire, le régime politique utilise le système *judiciaire* comme une arme, dans sa "lutte des classes", contre les opposants politiques, contre les journalistes critiques, ou contre les militants activistes des mouvements de contestation populaire.

Dans ce cadre, et malgré la prétendue «large consultation de toutes les forces vives de la Nation», **le «nouveau modèle de développement de l'économie nationale» ne peut être que le modèle voulu par les super-banquiers et les super-patrons !**

La «morale politique» exige que les personnes qui sont aux postes de commandement de l'économie, devraient perdre le droit d'être simultanément aux postes de commandement de la politique. Sans qu'aucune personne de la société soit exceptée. Sinon, ces personnes tombent aussitôt dans des situations flagrantes de «*conflit d'intérêts*». Cela conduit forcément au despotisme, et à la corruption (au sens général d'«escroqueries diversifiées»)⁽⁴⁷⁾.

(47) Citons par exemple, au Maroc, le cas de M. Aziz Akhanouch, un ami du roi, issu d'une famille riche (milliardaire), et qui partage la propriété de plus d'une cinquantaine sociétés, après sa nomination comme chef du gouvernement par le roi. Il a publié un communiqué disant qu'Akhanouch s'est « retiré des postes de direction de ses «entreprises», afin d'éviter de tomber dans une situation de «conflits d'intérêts ». Mais ce retrait formel est loin d'être suffisant. Car un «conflit d'intérêts» n'est pas toujours évident ou visible. Par exemple, la famille d'Aziz Akhanouch possède des dizaines de stations-service dans tout le pays. Ces stations se caractérisent par le fait qu'elles contiennent divers restaurants, boutiques et commerces, et contiennent parfois un quasi hôtel, ou autres. Il est à noter que, pendant la même période de la nomination d'Akhanouch au poste de Premier ministre, des dizaines de stations-service (propriété d'Aziz Akhanouch), dispersées dans tout le pays, ont construit des bâtiments et des extensions, construits en béton armé, constitués de plusieurs étages, au sein de ces stations-service. Personne ne sait comment toutes ces stations ont obtenu les autorisations administratives nécessaires pour construire ces extensions. Et ce qui est certain, c'est que si d'autres stations-service, appartenant à une petite société avaient tenté de construire des installations similaires, elles n'auraient jamais obtenu les autorisations nécessaires. Ces privilèges sont précisément le résultat de la présence de M. Aziz Akhanouch dans des postes de «conflit d'intérêts». Et tout fonctionnaire de l'État est incapable de s'opposer, ou de freiner les projets de M. Akhanouch, même si la loi est de son côté. Un petit exemple, ayant beaucoup de significations.

Quand les «conflits d'intérêts» se banalisent dans l'État, cela prouve que l'existence de "contre-pouvoirs", dans la société, devient difficile, ou impossible. L'équilibre entre les différentes forces sociales contradictoires n'est plus possible. L'État sombre dans l'effronterie. La justice sociale est détruite. Et *l'État de Droit* devient lui-même impossible à établir. Le système politique établi tend à se caractériser par l'autoritarisme, la répression, et la corruption.

Certains *super-riches* veulent se transformer en *super-politiciens*, et en super-ministres. Même si leur culture politique ou scientifique restent insuffisantes. Comme le président américain Donald Trump, beaucoup de *patrons* ont la mauvaise tendance de croire que leurs réussites personnelles dans «le monde des affaires» prouvent qu'ils sont «les plus aptes pour assumer les *responsabilités politiques*» dans le gouvernement, ou dans un «gouvernement de l'ombre». Ils pensent qu'ils sont des «surdoués» en comparaison avec le reste de la population. Ils croient dur comme fer qu'ils sont «les meilleurs pour gérer la société» ! Certains patrons ont la manie obsessionnelle de croire qu'ils ont toujours raison contre tout le reste de la société. C'est le phénomène du narcissisme typique des super-patrons capitalistes. *Ils considèrent que leurs intérêts personnels sont forcément les intérêts de toute la société.* Cette maladie est manifestement incurable.

Beaucoup parmi les capitalistes et les patrons partent à la conquête d'institutions politiques, pour devenir président de collectivité locale, parlementaire, ou ministre de gouvernement. *Leur but secret est l'enrichissement rapide et illicite, par l'amplification de leurs capitaux, à travers l'exploitation du pouvoir de ces institutions politiques.*

Mais la "société des citoyens" est radicalement différente d'une "entreprise capitaliste". Gérer des salariés dominés et soumis (à l'intérieur d'une entreprise capitaliste), est bien distinct, et plus facile, que la gestion de la société (civile). Puisque cette société (civile) contient des phénomènes sociaux peu connus, et peu prévisibles, avec beaucoup d'intervenants inconnus, et en plus, avec l'existence de citoyens libres, ambitieux, contradictoires, parfois irrationnels, et souvent porteurs de subjectivités mouvantes et déroutantes. Le moteur dans les activités économiques est l'égoïsme obsédé par

l'accaparement de profits privés, alors que le moteur dans la gestion politique (et raisonnable) de la société est le service altruiste du peuple. Si une personne a une *expertise* dans le commerce, l'industrie, ou les services, cela ne prouve absolument pas que cette personne a une expertise semblable en politique. Sans une formation scientifique, sérieuse et approfondie, il est impossible de comprendre la société (civile), et encore moins de la gérer.

Les relations incestueuses entre *la fortune économique et le pouvoir politique* sont devenues visibles, flagrantes, indécentes, et en même temps inavouables. Alors que *la réussite d'une personne en économie ne prouve nullement que cette personne puisse réussir également en politique*. Un puissant homme d'affaires milliardaire, comme le président des États Unis d'Amérique Donald Trump, croit que sa fortune (illégitime) le rend apte à diriger son pays, et même le monde entier. Mais beaucoup de personnes à travers le monde considèrent Donald Trump comme «opportuniste», «stupide», «inculte», ou «minable» en politique.

Partout dans le monde, le capitalisme a vidé la «démocratie représentative» de son prétendu contenu «démocratique». Les élections universelles deviennent aisément influençables par l'argent. Le dieu «Argent» ouvre toutes les portes fermées, et exauce tous les souhaits, même s'ils sont interdits ou insensés. Ce sont les candidats qui sont les plus riches, qui sont souvent élus. Et les exceptions sont très rares. Les opinions des citoyens aptes à voter sont aisément manipulables, par les «dons», la publicité, par les appareils idéologiques, les masse-médias, ou les campagnes électorales spectaculaires. Ne peuvent gagner les élections générales que ceux qui sont capables de financer les campagnes électorales les plus chères, et les plus tapageuses. La «démocratie» du capitalisme se révèle être la «dictature de la bourgeoisie égoïste». Chaque fois qu'un entrepreneur exerce des responsabilités dans des institutions de l'État (ou qu'un fonctionnaire de l'État est simultanément entrepreneur), son égoïsme le submerge, et il ne manque pas d'exploiter son pouvoir administratif pour amplifier sa fortune personnelle, et celles de ses alliés. Cet entrepreneur-fonctionnaire peut même commettre des crimes, ou causer une catastrophe au peuple.

Mais le peuple subit, et ne peut réagir, pour de multiples considérations sociétales.

Les procès de hauts responsables de l'État ne manquent pas dans les pays occidentaux ayant un minimum d'«État de Droit». Pourquoi ne pas reproduire au Maroc ce qui est excellent dans les pays occidentaux? Les lois du Maroc devraient établir une *séparation nette entre «le monde des affaires» et les institutions politiques de l'État, avec interdiction de rassembler simultanément entre ses mains une «fortune économique» et un «pouvoir politique»*. Mais est-ce possible au Maroc, vu que le roi est lui-même parmi les plus riches capitalistes du pays ? Le meilleur moyen pour limiter les abus du pouvoir politique, consiste à découper ce pouvoir politique en différents petits pouvoirs, à les séparer, et à les transformer en contre-pouvoirs possibles, capables d'échanger des critiques, des oppositions, sur la base de la résolution des conflits par le recours à la justice. A condition que les personnes travaillant dans le système judiciaire militent durement, pour acquérir, et préserver, leur indépendance, leur neutralité, leur impartialité, et leur équité. Ce qui n'existe pas encore au Maroc.

Les cas de «conflits d'intérêts» devraient être repérés, dénoncés, jugés, interdits et punis. Des lois devraient interdire aux entrepreneurs (actifs ou retraités), aux patrons, de se porter candidats (lors des élections générales) aux postes de président de "collectivité locale", de parlementaire, de ministre, ou de hauts responsable de l'État. Sinon, tous les postes politiques deviendront forcément envahis et occupés par des entrepreneurs capitalistes à l'avidité démesurée. Les activités de *lobbying* devraient aussi être bannies et punies, puisqu'elles se font toujours par l'argent, la corruption, ou par des échanges de contre-parties occultes et sophistiquées. Hélas, *l'État* capitaliste est, par sa nature même, incapable de réaliser ces vœux démocratiques. Pire encore, *le capitalisme finit toujours par subjuguer l'ensemble de l'État au service exclusif des plus grands capitalistes !*

La vérité est que le capitalisme ne peut être que la dictature camouflée de la bourgeoisie.

La logique du capitalisme est claire : ceux qui s'enrichissent de façon illégale, ou immorale, ou par excès d'exploitation capitaliste des salariés, accumulent des richesses économiques;

puis ils investissent le champ politique; puis ils deviennent hégémoniques dans la société; puis ils accaparent le pouvoir politique; puis ils monopolisent le pouvoir de légiférer. Ensuite *ils assujettissent l'État à leur profit exclusif*. Dans ces conditions, *il est possible de développer les fortunes personnelles d'une petite minorité de capitalistes, mais il est impossible de réaliser un «développement de l'économie nationale», fondé sur la complémentarité, la solidarité, et la justice sociale !*



24. Comment réduire les inégalités sociales ?

[Thèse 6] *La lutte contre les «inégalités sociales» ne peut être sincère et efficace, que si elle est menée en amont de l'encaissement du revenu, et non pas à son aval.*

Il est impossible de réduire les «inégalités sociales» si l'État n'impose pas que tous les revenus, sans aucune exception, soient limités entre un «Revenu Minimal Légal (ReMiL)» (comme le Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti, SMIG), et un «Revenu Maximum Légal (ReMaL)» à ne pas dépasser.

Par exemple, l'État peut commencer par imposer un «Revenu Maximum Légal» *inférieur ou égal* à dix fois le «Revenu Minimum Légal» ($ReMaL \leq 10 ReMiL$), en ambitionnant d'améliorer progressivement le «Revenu Minimum Légal», et de rapprocher graduellement le «Revenu Maximum Légal» du «Revenu Minimum Légal», en passant ensuite à $ReMaL = 7 \times ReMiL$, puis à $ReMaL = 5 \times ReMiL$, etc. Avec la possibilité de réviser à la baisse un revenu déterminé, si l'effort de productivité reste longtemps médiocre. Mais que faire des surplus des profits restants? Le "Modèle Comptable Légal" devrait imposer le placement d'office des profits excédentaires dans un compte d'investissement de l'entreprise considérée. Car personne ne peut raisonnablement justifier un revenu d'un Président-Directeur-Général, d'un patron, d'un directeur

d'entreprise, ou d'un haut cadre, qui vaut par exemple 70 fois le SMIG d'un ouvrier ! Comme la production d'une entreprise est un processus collectif, ou sociétal, il est quasi impossible d'évaluer avec une précision satisfaisante l'apport de chaque acteur de cette entreprise. Et la solidarité sociétale impose que les richesses produites socialement soient raisonnablement partagées. La grille des salaires, ou des revenus, est beaucoup moins étalée dans des pays «frugaux» ou «sobres» (comme le Japon, la Corée du Sud, l'Allemagne, la Chine, ou la Finlande) que dans des pays où la bourgeoisie tend à être égoïste, dépensière, ou gaspilleuse (comme le Maroc, l'Algérie ou l'Égypte). Nos patrons et nos hauts cadres manquent manifestement de modestie, et de solidarité.



25. *Loi sur l'évolution de la société vers la décadence*

Des discours officiels répètent que le Maroc est «*en voie de développement*». Le peuple lui-même croit que son niveau de développement est assez bon. Mais c'est faux. En dépit des «statistiques» officielles qui s'efforcent d'embellir l'image de marque du Maroc, en confectionnant sur mesure des «définitions» et des «statistiques», ce pays est «*en voie de décadence*» (comme d'autres pays musulmans ou arabophones). Ne se développe au Maroc que les fortunes des capitalistes les plus riches, les plus prédateurs, et les plus liés aux sociétés occidentales; tandis que le reste du peuple stagne, ou régresse lentement, mais sûrement, vers la *décadence*.

L'État est depuis longtemps incapable de résoudre les grands problèmes (de la société) qui font souffrir le peuple. Et comme le peuple ne réagit pas, et ne se défend pas, le régime politique (ou l'État) n'est pas obligé de fournir des efforts pour se remettre en cause. La situation est claire : tant que la majorité des citoyens du peuple reste ignorante, individualiste, égoïste et

opportuniste, alors ce peuple devient comme handicapé. Il ne peut pas (jusqu'à aujourd'hui), réaliser ses ambitions.

En l'an 2000, aucun «expert» dans le monde n'imaginait la *décadence* dans laquelle pouvaient sombrer, quinze ans après, plusieurs sociétés (musulmanes ou arabophones), comme la Somalie, l'Irak, la Syrie, le Yémen, le Soudan, la Libye, ou le Liban. Leurs États avaient "brusquement" évolués d'un «État centralisé et fort» vers un «État pourri, décomposé et inapte». Depuis des décennies jusqu'à ce jour, ces sociétés (musulmanes ou arabophones) ne comprennent même pas ce qui leur arrive. D'autres sociétés comme le Maroc, l'Algérie, ou l'Égypte, risquent aujourd'hui d'avoir un avenir semblable, même si chacun parmi ces État prétend qu'il constitue une «*exception*». Une pensée qui réfléchit avec des «exceptions», des «miracles», des «grâces divines», ou des «fatalités», est elle même une pensée *décadente*.

Personne ne peut défier les «lois» objectives qui régissent l'évolution de la société. [Thèse 7] *Si la majorité des citoyens d'une société demeurent pendant longtemps individualistes, incultes, pauvres et égoïstes, cette société s'installe forcément dans la décadence*⁽⁴⁸⁾. L'avenir du peuple risque d'être sombre. Et même si cette société existe «en soi», elle devient incapable de penser et d'agir «pour soi». Le «développement de son économie nationale» risque de devenir difficile, ou quasi impossible. Les citoyens pauvres risquent de souffrir (comme survenu en Somalie, Irak, Syrie, Yémen, Soudan, Libye, ou Liban). L'avenir du peuple risque de comporter quelques catastrophes destructives ou douloureuses. Pourquoi ? Parce que l'évolution de la société est régie précisément par des lois objectives. *Toute société dont le régime politique reste, durant des décennies, incapable de résoudre les grands problèmes sociétaux qui font souffrir le peuple* (comme la pauvreté, l'enseignement public, la santé, l'emploi, l'habitat, les transports

(48) Voir par exemple les livres de R. Nouda: "Le Sociétal", en langue française, téléchargeable depuis : <https://livreschauds.wordpress.com/2011/01/01/livre-le-societal-de-a-nouda-en-format-pdf-/>; et le livre "Critique du peuple", en langue arabe : [https://livreschauds.wordpress.com/2018/09/13/كتاب "نقد الشعب" ، رحمان ، النوضة ، الصيغة 54](https://livreschauds.wordpress.com/2018/09/13/كتاب%20نقد%20الشعب%20،%20رحمان%20،%20النوضة%20،%20الصيغة%2054).

en commun, la fiscalité, la dette extérieure, la dépendance, la sécurité sociale, la démocratie, l'équité, l'eau, l'écologie, etc), *cette société évolue forcément vers la décadence, puis l'effondrement*⁽⁴⁹⁾. Croire le contraire, est lui-même un signe d'une pensée *décadente* !



26. Un régime politique verrouillé, et incorrigible

Ce n'est jamais réjouissant d'analyser les rouages d'un régime politique despotique, corrompu, et rétrograde. Mais c'est une nécessité politique.

Au démarrage de toute action politique, se pose la question traditionnelle : Est-ce que des partis politiques, démocratiques, progressistes, révolutionnaires ou socialistes, peuvent collaborer avec le régime politique établi au Maroc? Ces partis peuvent-ils défendre leurs programmes respectifs? Peuvent-ils participer au changement de la société, y compris le changement de la nature du régime politique établi, de l'intérieur des institutions de ce système politique? Ces partis peuvent-ils changer l'État et la société dans lesquels ils vivent? S'il est impossible pour ces partis politiques de changer le régime politique et la société, alors l'existence de ces partis devient inutile.

Pour que le changement du régime politique et de la société soit possible, il faut que des conditions minimales, et indispensables, soient satisfaites : 1) Que le pouvoir politique soit divisé en plusieurs petits pouvoirs, indépendants, et capables de se critiquer, de s'opposer, de se contrôler, et de collaborer. 2) Que la justice soit indépendante, impartiale et équitable. 3) Que la constitution, l'organisation et les activités des partis politiques soient libres. 4) Que les élections soient organisées par des commissions ou des institutions indépendantes du pouvoir politique établi. 5) Que les élections

(49) Rahman Nouda, Op.cit.

soient libres, indépendantes de la fortune, et exemptes de toute fraude ou manipulation. 6) Que les médias publics soient indépendants du pouvoir politique établi, qu'ils soient ouverts à toutes les composantes de la société, et notamment aux forces politiques et culturelles d'opposition existant dans la société. 7) Que le régime politique cesse d'être une monarchie absolue, qu'il cesse de s'approprier le territoire et les hommes. Car les citoyens ne commenceront à devenir libres, que lorsque le régime politique cesse d'être despotique. Et tant que le régime politique établi s'autorise d'accaparer et d'abuser des appareils répressifs de l'État, et des appareils idéologiques d'État, pour exploiter tout ce qui existe dans la société au seul profit du renforcement de ce régime politique, alors le peuple ne ferait, dans ces conditions, que vivoter à un niveau faible de développement sociétal.

Les acteurs de la scène politique au Maroc ont souvent été divisés entre deux visions politiques : Certains acteurs croient que le régime politique makhzénien (مَخْرَزَنِي) établi est capable d'être «nationaliste» et «démocratique», et qu'il peut même faire sortir le Maroc du «sous-développement au cours des cinq ou dix prochaines années». Mais après environ 65 ans d'«indépendance» du pays, personne ne voit l'approche de la sortie du tunnel. (En 2021, pour alléger son empêchement dans l'affaire du Sahara occidental, le pouvoir politique n'a pas hésité à s'allier [=se soumettre] à l'impérialisme des USA et d'Israël). Il existe aussi d'autres acteurs politiques (sur la scène politique) qui ne croient pas du tout à cette perspective de «démocratie» ou de «développement de l'économie nationale». Ils considèrent même qu'il faut être un capitaliste aveuglé (par la prospérité de ses propres affaires économiques) pour croire en cette chimère. La férocité de la répression oblige ces acteurs à dissimuler leur doute, ou à refouler leurs opinions politiques. Même si la réalité de la lutte des classes finit par faire émerger la vérité au cours de l'Histoire. Et il deviendrait maladroit d'exiger de ses contradicteurs de prouver leurs opinions politiques. Puisque *ce sont les situations de classes sociales qui déterminent, pour l'essentiel, les opinions politiques des différents intervenants contradictoires*. Le régime politique makhzénien (مَخْرَزَنِي) établi au Maroc ne peut être ni «nationaliste», ni «moderniste», ni

«démocratique», ni «parlementaire», ni «progressiste». Idem pour les monarchies existant dans les autres pays arabophones. ***Ce régime politique est incapable de réaliser les transformations sociétales que requière la sortie du «sous-développement».*** Il exploite l'ensemble du peuple et de ses potentialités pour un seul but : assurer la pérennité de la monarchie absolue.

Depuis le règne du roi despote Hassan II, il est devenu courant au Maroc que des personnes (liées au pouvoir politique, ou aux autorités locales) ***accaparent***, ou ***s'approprient***, des portions de plage, de rivière, de nappe phréatique, de forêt, de montagne, de paysage, de région, des mines, des sables de plage⁽⁵⁰⁾, des carrières d'extraction de matériaux, des sources d'eau, des métiers, des autorisations privilégiées d'import-export, ou même certaines fonctions de l'État, etc. Partout, et tout le temps, des personnes, en complicité avec des autorités de l'État, s'activent à ***détourner, ou à accaparer, les biens publics*** qui sont peu ou pas protégés. Certains rapaces de l'immobilier complotent secrètement, en accord avec certains hauts fonctionnaires de l'État, et certains élus, pour réaliser des projets qui violent les lois établies. Dans plusieurs secteurs de l'économie, et à plusieurs niveaux des hiérarchies, se constituent des ***oligopoles***, des ***réseaux*** occultes, et même des ***quasi mafias***, qui trafiquent des ***influences***, commercialisent des «autorisations», se partagent des "marchés publics", échangent des ***«interventions»***, et se répartissent entre eux des affaires économiques vicieuses mais profitables. L'État est renseigné sur toutes ces transgressions des ***lois***, mais il reste incapable d'appliquer les ***lois*** qu'il a lui-même instituées ! ***Les lois pénales ou répressives s'appliquent aux citoyens du peuple, mais pas aux membres des classes dominantes et à leurs serviteurs.***

Le pouvoir politique (qui est au Maroc une monarchie absolue) ***accapare l'État***. Il se l'approprie. L'État devient un bien du roi. Le pouvoir politique ***achète*** la soumission et la collaboration des partisans de la monarchie absolue, par la distribution de portions de ***rente***, ou d'autres genres de

(50) Des sables de plage sont volés en grandes quantités, avec la complicité de certaines autorités locales, et utilisés dans la construction des bâtiments.

privilèges⁽⁵¹⁾. Plusieurs composantes constituent le Bloc des classes sociales dominantes dans la société : le pouvoir monarchique, la bourgeoisie bureaucratique de l'État, les directions privilégiées des appareils répressifs et idéologiques d'État, la bourgeoisie comprador, les gros propriétaires fonciers, les spéculateurs financiers, les grands rentiers, etc. Avec l'affaire du Sahara, une nouvelle composante s'est ajoutée au Bloc dominant. Car le traitement de l'affaire du Sahara s'est fait, d'abord par une douzaine d'années de « bâton » (=répression), ensuite par une autre douzaine d'années de « carottes » (=une gigantesque distribution de rentes aux notables et sous-notables tribaux des populations "sahraouies" ou "hassani"). L'aventure de reconquête du Sahara a englouti d'énormes capitaux publics au détriment d'autres urgences économiques et sociales. La stratégie appliquée est contestée. Des notables sahraouies, ainsi que leurs clients parmi les populations sahraouies, se sont ajoutées à d'autres *privilégiés qui considèrent qu'il est de leur «droit» de vivre avec des rentes «offertes» par l'État du Maroc*. Toutes les composantes du *régime politique "makhzénien"* comprennent que leurs intérêts sont imbriqués. Ces composantes s'allient entre elles contre leur ennemi commun, qu'elles désignent comme «dangereux», «imprévisible», ou qu'elles nomment par des expressions de «populace», «racaille», ou «masses révolutionnaires». Ces composantes dominantes rechignent à fournir des efforts, ou à prendre des risques d'investissement.

Ces composantes du régime politique évitent d'investir dans des activités industrielles, considérées comme difficiles, et risquées. Ils préfèrent d'autres activités économiques faciles, lucratives et à cycle court, comme les spéculations immobilières, l'import-export, les banques, les services (cafés, restaurants, hôtels, commerce, tourisme, etc). L'excès de zèle capitaliste du pouvoir politique le conduit à négliger les entreprises publiques, ainsi que les services publics (enseignement, santé, logement, transports collectifs, emploi, etc). Ces derniers restent désespérément médiocres, voir même incorrigibles. L'État confectionne un corpus de *lois* iniques, dont

(51) Même des artistes (détenteurs de cartes d'artistes) reçoivent des subventions de l'État.

le rôle principal est de préserver les intérêts de la monarchie absolue, et des composantes du Bloc de classes sociales dominantes.

Il deviendrait utopique de croire en la possibilité de «développer l'économie nationale» du Maroc, dans le cadre d'un ***régime politique «makhzénien»*** (مَخْرَزِيّ), caractérisé par des éléments comme la dépendance (à l'égard des puissances impérialistes), le despotisme, la rente, la répression, la corruption, la concussion, la fraude fiscale, et l'absence d'un État de Droit. Le régime politique «makhzénien» est soutenu, à l'extérieur par les puissances impérialistes, et à l'intérieur par ***une alliance politique tacite***, entre la monarchie absolue, les hauts fonctionnaires de l'État, et les grands capitalistes privés. ***Dans ce genre de régime politique, l'État de Droit ne peut pas exister.*** Une majorité des fonctionnaires de l'État du Maroc abusent de leurs pouvoirs administratifs, pour s'enrichir illégalement, et pour se transformer en entrepreneurs privés prospères. Rappelons qu'après les deux tentatives de Coup d'État militaire en 1971 et 1972, le roi despote Hassan II avait dit franchement aux hauts gradés de l'armée: «Si j'ai un bon conseil à vous donner, c'est dorénavant de faire de l'argent, et de vous éloigner de la politique»⁽⁵²⁾! Depuis lors, cette injonction est devenue la devise discrète, mais fondamentale, du régime politique. Un grand pourcentage des fonctionnaires de l'État «makhzénien» concentrent leurs activités sur l'exploitation des ***«situations de conflits d'intérêts»***. Ceux-ci sont devenus généralisés et banalisés. Un régime où les grands entrepreneurs privés ***rassemblent entre leurs mains, à la fois la fortune économique, et le pouvoir politique.*** Des notables (أَعْيَان), des entrepreneurs, et des hauts fonctionnaires, abusent de leurs pouvoirs pour se venger de ceux qui les critiquent, ou qui dévoilent leurs fraudes. Des journalistes ou des témoins ont été menacés, ou agressés, et parfois même emprisonnés, sur la base d'accusations préfabriquées, parce qu'ils avaient dénoncé des cas d'enrichissement illicite.

Des responsables travaillant dans les différents appareils de l'État prétendent qu'ils veulent «développer l'économie

(52) cité par Mahjoub Tobji,

nationale». Mais en réalité, en parallèle à l'exercice de leurs fonctions d'agents de l'État, ils ne servent qu'**un seul but : développer leurs entreprises privées, fructifier leurs fortunes personnelles**, et celles de leurs proches. Ils n'hésitent pas à réprimer tout citoyen qui ose dénoncer leurs **tricheries**, ou leurs **abus de pouvoir**. Quand les citoyens constatent que les **hauts responsables** de l'État sont individualistes, égoïstes, opportunistes et fraudeurs, les citoyens **imitent** ces hauts responsables : ils fraudent à leur tour pour s'enrichir par n'importe quel moyen. L'ensemble de la société évolue ainsi vers la **décadence**. Et même dans le cas improbable où ce régime politique «makhzénien» évoluerait vers une «**monarchie constitutionnelle**», ce ne serait qu'un changement de façade. Parce que cela ne suffirait pas pour qu'un «État de Droit» puisse réellement exister.

Dans ce régime politique «makhzénien», aucune instance, fut-ce-t-elle seulement de suivi ou de contrôle, ne peut être indépendante du pouvoir politique. Toutes les différentes institutions de l'État sont délibérément verrouillées, et biaisées, pour être politiquement maîtrisées. Aucune institution ne peut aider à corriger, ou à réformer, ce régime politique. Ce dernier est **hermétiquement verrouillé contre toute tentative de réforme politique**. Ce régime politique "makhzénien" ne peut pas se «démocratiser», parce qu'il détruit systématiquement tous les contres pouvoirs qui pourraient émerger dans la société. (Exemples: le «Conseil de la Concurrence» est resté handicapé pendant de nombreuses années, parce que privé d'un pouvoir indépendant. Les rapports de la Haute Cour des Comptes, qui dévoilent des malversations en série, pendant des décades, restent sans poursuites judiciaires. Tous les organes de presse indépendants ont été phagocytés ou détruits. Les syndicats et les partis politiques d'opposition sont «harcelés», «infiltrés», «manipulés», et finalement «domestiqués». Etc).

Le **régime politique** applique, avant tout, une stratégie de «stabilisation» et de «sécurité», en écrasant toutes les oppositions politiques émergentes. Ce régime politique impose la perpétuation de la domination de la classe des grands exploiters. Il défend leurs monopoles, leurs rentes, leurs privilèges, leurs fortunes et leurs intérêts. Les **appareils de répression** constituent l'ossature essentielle de l'État et du

régime politique «makhzénien». Le pouvoir politique utilise une part importante du Produit Intérieur Brut pour financer des **appareils de répression disproportionnés** (polices, renseignements, forces d'interventions rapides, forces auxiliaires, forces spéciales, armés, un ministère de l'intérieur tentaculaire, etc). Comme si l'État du Maroc est en guerre. Mais en guerre contre qui? Contre le peuple ayant des aspirations révolutionnaires! Il devient alors difficile de mobiliser suffisamment de fonds pour financer durablement, d'autres services publics (enseignement, santé, transports en commun, emplois, habitat, emploi, filet de sécurité sociale, etc). ***Au lieu que l'État serve le peuple, l'État se sert du peuple, le subjuge, et l'exploite, pour servir les intérêts égoïstes de la classe des grands exploiters.*** L'État coûte trop cher au peuple, sans mériter ce qu'il coûte. Il est illusoire de vouloir corriger l'économie, si on ne corrige pas, en même temps, l'ensemble de la société, y compris le genre de régime politique établi, par une révolution sociétale ou socialisante.



27. *L'État, le capitalisme, et le régime politique*

À l'aube de l'«indépendance nationale» formelle (du Maroc en 1956), un gouvernement «**nationaliste**» (dirigé par Abdallah Ibrahim; en alliance avec le mouvement national) avait fondé plusieurs **entreprises publiques**. Il ambitionnait que ces entreprises publiques deviennent la base solide d'une future «économie nationale». Mais après la mort prématurée du roi Mohamed V en 1961, les pouvoirs politiques successifs, dirigés par le nouveau roi despote Hassan II, étaient tous caractérisés par un excès de zèle capitaliste, et des préférences pro-impérialiste. Ces pouvoirs politiques se sont précipités pour «**privatiser**» le patrimoine public (légué par le gouvernement nationaliste de Abdallah Ibrahim), pour le dépecer et le piller.

Durant des décennies, l'État capitaliste naissant au Maroc s'est acharné à disséquer et à rafler tout ce qui est «*collectif*», «*commun*» ou «*public*», comme les terres agricoles récupérées des colons, les terres collectives, les entreprises publiques, l'enseignement public, les hôpitaux publics, etc, et ceci au profit des «notables», des «serviteurs du régime», des «sociétés privées», des impérialistes, etc. Dans le cadre de la «guerre froide» entre les camps capitaliste et socialiste, Hassan II était obsédé par un seul but : s'aligner entièrement du côté des plus forts, c'est à dire du côté des impérialistes, pour obtenir en échange un soutien stratégique à sa monarchie absolue.

Conséquence, *60 ans après l'indépendance du Maroc, l'«économie nationale» n'existe plus. Il n'y a plus que des «affaires économiques privées», disparates, égoïstes, concurrentes ou dominées par les impérialistes.* Au total, moins de 500 grandes entreprises, avec une économie informelle évaluée entre 50 et 75 % de l'«économie nationale»⁽⁵³⁾. *Cette «économie nationale», «privatisée», devient irrémédiablement faible, arriérée, handicapée, et incapable de compter sur soi, pour se développer, ou pour satisfaire les besoins du peuple.*

De plus, les conséquences des pratiques généralisées de la corruption (الرِّشْوَةُ، الفسادُ), de la fraude (الغش، الاحتيال), de la rente (الربيع), du népotisme (محاباة الأقارب), font que les fondements présumés du capitalisme, comme l'«investissement productif», la «liberté d'entreprendre», la «concurrence libre et honnête», la «recherche et développement» (privés), l'«innovation», deviennent quasi inaccessibles.

[Aujourd'hui au Maroc, à propos de la pandémie du Covid19 de l'année 2020, il est important d'observer que cette pandémie a dévoilé que l'ancienne politique de «privatisation» des soins médicaux, de démantèlement des hôpitaux publics, et des laboratoires publics, a été un choix stratégique erroné. Puisque, de février à novembre 2020, l'ensemble des *entités privées de soins médicaux* ont été incapables de faire quoi que ce soit pour

(53) Abdellatif Jouahri, Wali de Bank Al Maghreb, devant la "Commission Parlementaire des finances et du développement de l'économie", le 24 novembre 2020. (Source: <https://www.youtube.com/watch?v=e7gn1aU6KNM>).

combattre cette pandémie. Seuls les grands hôpitaux publics, et en dépit de leur délabrement, ont pu soigner une partie des victimes de cette pandémie. Des phénomènes semblables ont été observés en Italie, en Espagne, en France, etc.]

Si le Chef de l'État, ses conseillers, ses ministres, et ses hauts fonctionnaires, s'ils sont tous des partisans passionnés du «capitalisme», et s'ils s'occupent, pendant chaque journée, plus de leurs entreprises privées que des fonctions publiques (Étatiques) dont ils sont officiellement chargés, alors la vie du peuple se transformerait forcément en un *Enfer*. Et la sortie de cet Enfer ne pourrait se faire que par l'*abolition du capitalisme*, puis la construction du socialisme.

Pour pouvoir faire sortir notre société du sous-développement global et structurel, et pour pouvoir faire échouer les manœuvres et les attaques sournoises des puissances impérialistes, nous avons besoin d'un État centralisé et fort, qui doit lui-même être adossé à un parti socialiste centralisé et fort, et qui doit lui-même être enraciné dans la grande majorité des masses laborieuses. Sans ce triplé (État, parti, masses), et sans un tel réseau sociétal, conscient, solidaire et discipliné, nous ne pourrions que palabrer, sans pouvoir réaliser nos ambitions. Et il est prévisible et compréhensif que des personnes appartenant aux élites supérieures, ou aux classes sociales des petits et moyens exploités, seront toujours opposées à cette façon de penser.

Pour le pouvoir politique actuel, le «développement économique» du pays ne peut se réaliser qu'à travers le «*capitalisme*». L'État s'acharne donc, partout et tout le temps, à «renforcer le capitalisme». Il accomplit cette «*capitalisation*» (رَسْمَلَة) de la société par la «*privatisation*» de tous les biens disponibles sur le territoire national. Et cette «*privatisation*» se fait au profit des «partisans» et des «serviteurs» du régime politique établi. L'État œuvre constamment pour «exproprier» le peuple, en pillant et en accaparant tous les biens «*publics*», «*collectifs*» ou «*communs*», légués par l'ancienne société tribale ou féodale. L'État dépèce ces biens «communs», les divise, les distribue ou les privatise. Il transforme ces biens accaparés en «propriétés privées», pour leur donner le statut de «*capitaux privés*». L'État espère ainsi faire démarrer une sorte

d'«*accumulation primitive du capital*». L'État se démène aussi pour réaliser des projets de «partenariats public-privés». Et ces projets sont souvent conçus de telle façon que c'est l'État qui finance les investissements difficiles, et ce sont les entrepreneurs privés (amis et partisans du pouvoir) qui s'approprient les profits des réalisations obtenues. Puis ces nouveaux «capitalistes» clament qu'ils sont des partisans de la «méritocratie», ou du mot d'ordre : «à chacun selon son labeur personnel»!

Mais rappelons, par un exemple concret, que *le capitalisme tend à devenir contraire à l'État de Droit*, surtout dans les pays sous-développés : Un des partis monarchistes loyaux, le «Parti de l'Istiklal», oscillait entre la "droite" (quand il avait quelques ministres au gouvernement), et le "centre" (quand il se retrouvait dans l'«opposition»). Ce «Parti de l'Istiklal» revendiquait, à la fin des années 1970, l'application du principe «D'où avez-vous eu cela?»⁽⁵⁴⁾. Il demandait de mettre en place des procédures judiciaires de contrôle de la légitimité des «fortunes douteuses». Mais ce parti (loyal à la monarchie) avait abandonné ce mot d'ordre. Parce qu'il avait remarqué que ce principe le mettait en contradiction frontale avec les «notables» et les «serviteurs» les plus zélés du régime politique établi. Car le groupe des «fortunes douteuses», et le groupe des «notables» et des «serviteurs» (qui défendent avec le plus de zèle le régime politique), coïncidaient étrangement !

Personne n'a consulté le peuple pour lui demander quel est le sort qu'il veut vivre. Et même si l'État s'acharne à vouloir réaliser le «développement de l'économie nationale» par l'*expropriation* du peuple, cet État ne peut pas accomplir ce but. Parce que, *tant que le peuple reste, dans sa majorité, inculte, sans conscience de classes sociales, marginalisé, inorganisé, et atomisé en individus égoïstes, ce peuple reste incapable de critiquer l'État, de le contrôler, de l'influencer, ou de le rectifier. Un peuple qui reste inorganisé, inculte, et sans conscience politique, ne peut même pas comprendre ce qui lui arrive. Il ne peut pas réaliser ses ambitions nationales. Il ne peut pas résister, prendre des initiatives, ou se défendre.* C'est exactement ce que voulait le régime politique despotique. Dans de tels cas, le *peuple* apparaît ainsi plus comme un concept

(54) Ce mot d'ordre en langue arabe : «مِنْ أَيْنَ لَكَ هَذَا؟».

qu'une réalité. Parce que *les citoyens pensent et agissent en tant qu'individus atomisés, égoïstes, concurrents et antagoniques, et non pas en tant que peuple conscient, organisé, ambitieux, uni et militant.*

*Parmi les particularités de l'État capitaliste, est qu'il tend à détruire tous les «collectifs» pouvant exister dans la société, pour ne laisser que son «collectif» à lui, c'est à dire «l'État capitaliste». Un État fondé sur des appareils répressifs, surdimensionnés, et redondants. Cet État capitaliste œuvre pour assujettir ou domestiquer les différentes «organisations de base» du peuple. Il transforme les citoyens en individus isolés. Il les sépare des autres «collectifs» possibles de citoyens. Car *la «réflexion collective», et «l'action collective», tendent aisément à devenir «subversives», ou même «révolutionnaires», contre l'État centralisé et despotique.* Ce n'est pas par hasard que les «libertés démocratiques» sont réglementées dans l'État capitaliste de telle façon que leurs pratiques devienne difficiles, inhibées, découragées, ou même «interdites», par de multiples ruses indirectes.*

Les capitalistes revendiquent *«le moins d'État possible»*. Ils veulent que *l'État* se désengage de toutes les activités économiques, au profit des capitalistes privés. Le pouvoir politique (dont la forme au Maroc est une monarchie absolue) est d'accord sur cette demande, à condition qu'il garde le monopole des appareils de répression. En temps de paix et de croissance économique, les partisans du capitalisme font l'apologie du *«libéralisme»*. Ils glorifient le capitalisme sans aucune retenue ou réserve. Ils prétendent qu'ils sont capables de tout faire. Ils réclament que les interventions de l'État soient réduites au strict minimum. Mais dès qu'intervient une crise économique, ou une catastrophe, *tous les capitalistes réclament aussitôt «l'intervention de l'État» et ses «aides»!* Les crises économiques font apparaître les fragilités, les faiblesses et les incohérences du capitalisme. Personne ne peut, en temps de crise, contester ces fragilités. Personne n'ose plus défendre *la prétendue «efficacité de la main invisible» qui arrangerait tout dans le capitalisme.* Certains capitalistes pleurnichent. Ils prétendent que leurs entreprises sont au bord d'une faillite fatale pour la nation. Aucun capitaliste n'est capable d'envisager une solution à une crise quelconque du capitalisme sans réclamer

des «aides» ou des «facilités» de l'État. Les capitalistes revendiquent que l'État prenne en charge leurs pertes, et même leurs manques à gagner. Et le gouvernement en place s'arrange aussitôt pour puiser dans le budget de l'État, pour satisfaire les doléances des capitalistes accablés.

[Thèse 8]. Autrement dit, ***l'État voulu par les capitalistes est celui qui les sert exclusivement, et qui leur donne tout, sans rien leur demander en échange.*** Et qui paye en fin de compte ces «aides» et ces «facilités» fournies par l'État ? Les salariés exploités, les paysans pauvres, le peuple travailleur ! Ce qui est «en manque» chez le peuple, se trouve «en excès» chez les capitalistes. Cette contradiction, ou cette injustice, n'émeut jamais les capitalistes ! Ils refusent toujours d'en tirer les conséquences nécessaires !

Quand les capitalistes investissent, ils veulent que l'État prenne en charge une partie de leurs investissements, de leurs risques, ainsi que de leurs garanties bancaires. Et si dans une conjoncture donnée, les capitalistes rencontrent des difficultés économiques, le pouvoir politique recourt à la création d'un nouveau «Fonds public d'investissement stratégique», constitué par des milliards de Dirhams, pris sur le Budget de l'État, dans le but d'aider, ou de soutenir, les entreprises privées. Le pouvoir politique central s'arrange toujours pour confier la Direction de ces «Fonds publics» à des personnes dociles, et en exclue le gouvernement formel, soi-disant pour des «raisons d'efficacité».

Chaque fois que l'activité économique dégage des profits, les capitalistes deviennent invisibles et inaudibles, parce qu'ils sont occupés par l'accaparement discret de ces profits pour eux seuls. Et quand surviennent des crises ou des catastrophes, les capitalistes font du tapage, et réclament que l'État prenne en charge les coûts des dégâts causés, ou des pertes subies! ***La contradiction des capitalistes est la suivante : quand il y a des profits à engranger, les capitalistes veulent que l'État soit «capitaliste», mais quand il y a des dégâts ou des pertes, ils veulent que l'État se comporte comme s'il était «socialiste» !*** A la fois de l'État capitaliste, et de l'État socialiste, les capitalistes n'accepte que ce qui sert leurs profits égoïstes !

[Thèse 9]. A l'origine, les premiers appareils constituant l'État étaient organisés pour servir la collectivité, ou le peuple

travailleur. Mais dans toute société divisée en classes sociales, l'État s'était vite transformé en son contraire : l'État était devenu un appareil d'asservissement et d'exploitation du peuple travailleur. ***L'État ne peut plus être un outil qui permette au peuple de s'autodéterminer par lui même. Au contraire, l'État devient un appareil qui permet aux classes dominantes de décider du sort du peuple travailleur, sans avoir besoin de son consentement.***

Il est courant que les capitalistes insistent pour que l'État impose la domination de la minorité sur la majorité. Dans le capitalisme dépendant, cela s'appelle la «démocratie bourgeoise» ou «libérale». [Thèse 10] ***Le rôle essentiel de l'État est de présenter les intérêts (économiques et politiques) des classes dominantes comme étant les intérêts de toute la société, et de légitimer cette vision, à la fois par des masse-médias publics, par des appareils idéologiques de l'État, par des appareils religieux, ainsi que par la violence des appareils de répression de l'État.***

Le «monopole de la violence» accaparé par l'État est utilisé pour servir les intérêts des grands capitalistes. Croire en un «État neutre» ou «impartial», dans une société divisée en classes sociales antagoniques, est un préjugé idéologique capitaliste !

Aux travailleurs salariés, aux petits paysans, aux chômeurs et aux marginalisés, l'État promet tous les jours des projets alléchants, forts utiles, trop beaux, trop généreux, mais qui ne se réalisent jamais. Tandis qu'aux capitalistes privés, le pouvoir politique offre des panoplies d'«aides» et de «soutiens» concrets, qui se chiffrent en milliards de Dirhams, pris sur les Budgets de l'État.

Si ***l'État*** accorde toutes les «facilités» souhaitées aux ***capitalistes***, tout en privant des fractions importantes des ***travailleurs salariés*** des services publics indispensables, ou même de certains de leurs droits fondamentaux, cela conduit tout droit au despotisme, puis au ***sous-développement généralisé.***

Les hauts responsables dans l'État du Maroc savent, depuis des décennies, que certains salariés sont obligés d'accepter des revenus inférieurs au Salaire Minimum Légal Garanti (SMIG), que des employeurs n'inscrivent pas une part importante parmi leurs salariés à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS).

Tout le monde sait que l'État monopolise la gestion des fonds de cette CNSS, et qu'il utilise une partie de ces fonds dans des affaires qui ne servent pas les intérêts des salariés affiliés à cette CNSS. Tout l'État sait aussi que les services fournis par cette CNSS aux ouvriers sont très insuffisants (en comparaison avec les services fournis les autres caisses de sécurité sociales aux fonctionnaires de l'État). Tout l'État sait que la «couverture médicale», ou l'«assurance maladie obligatoire», servies aux ouvriers sont, dans la pratique, difficiles d'accès, et insuffisants. Il suffit de comparer les retraites très généreuses des fonctionnaires de l'État, avec les retraites minables des ouvriers, et avec l'absence de retraite pour les petits paysans, les artisans, et les petits commerçants, pour constater une injustice structurelle et durable. Les pensions mensuelles (de retraite) de la grande majorité des ouvriers retraités sont inférieures à 3000,00 Dh; alors que les pensions mensuelles (de retraite) de la grande majorité des fonctionnaires retraités de l'État sont supérieures à 7000,00 Dh. ***Les groupes sociaux qui vivent le plus confortablement, ce sont les grands exploiters et les fonctionnaires de l'État***⁽⁵⁵⁾. Alors que les ouvriers, les petits paysans, les artisans, les petits commerçants et les marginalisés, ne bénéficient que de protections sociales insuffisantes, ou sans aucune protection sociale.

Malgré cela, l'État ne fait rien, parce qu'il refuse toujours de «contrarier» les patrons, et parce qu'il veut un «capitalisme pur et dur», conforme à la théorie opportuniste du «libéralisme». Alors que l'égalité en citoyenneté devrait normalement impliquer l'unicité d'un système universel de couverture sociale et de retraite, dont les règles principales sont égales pour tous. Le capitalisme à la mode de Margaret Thatcher, Ronald Reagan, ou Donald Trump, est insolant, cruel, ou extrémiste, pour cause d'excès d'égoïsme. Ce capitalisme conduit à une reproduction des crises systémiques du capitalisme.

Depuis l'indépendance formelle du Maroc (en 1956) jusqu'à aujourd'hui, le régime politique n'a pas été capable de satisfaire les besoins du peuple, ni de résoudre les grands problèmes de la

(55) Les 80 000 enseignants dits «contractuels», qui ont été recrutés par «contrats» entre 2016 et 2020, ont mené plusieurs luttes pour revendiquer leur «intégration dans la fonction publique».

société. [Thèse 11] Contrairement à certaines croyances de la bourgeoisie, ***personne ne peut «ruser» avec la société. Aucun régime politique ne peut durer indéfiniment s'il ne résout pas les grands problèmes qui font souffrir le peuple.*** Il est illusoire de vouloir «développer l'économie nationale» en fructifiant seulement les fortunes personnelles des supers riches, tout en massacrant les intérêts des travailleurs, des ouvriers, des petits paysans, et des marginalisés. Avec un régime politique fondé sur l'oppression et la surexploitation, il est impossible de sortir du "cercle vicieux" du «sous-développement» sociétal. Il est déraisonnable que l'État aide les riches à devenir super-riches, tout en refusant que les citoyens menacés de précarité bénéficient d'un «filet suffisant de sécurité sociale». Vouloir tout pour soi-même, et rien pour autrui, ne pourra jamais constituer une politique sociale efficace ou durable !

En temps de croissance économique, les capitalistes sont contents d'accaparer, pour eux seuls, les profits réalisés socialement. Et en temps de crise ou de catastrophe, les capitalistes revendiquent que leurs pertes soient prises en charge par l'État (c'est à dire par le peuple) ! Chaque fois que le problème de ***l'optimisation de l'économie*** est soulevé, les capitalistes ne pensent qu'à une seule chose : que l'État accorde aux capitalistes toutes les «facilités» possibles, et toutes les «aides» imaginables, même si c'est le peuple travailleur qui paye toutes ces «aides». Le peuple devra combattre cette logique égoïste, prédatrice et hypocrite. [Thèse 12] ***On ne peut pas développer l'économie nationale si on n'introduit pas une dose suffisante de rationalité, d'équité, de réciprocité et d'égalité, dans les relations sociales. Le capitalisme, par sa nature même, est incapable de réaliser la justice sociale. Pour changer l'économie, il faut nécessairement changer l'ensemble de la société, dans toutes ses composantes, ses relations sociales, ses traditions, ses croyances, ses injustices, ses éducations, ses logiques, et ses hiérarchies. Une révolution socialisante est nécessaire. On ne peut pas révolutionner l'économie si on ne révolutionne pas l'ensemble de la société.*** (C'est ce qu'a fait la Chine entre 1949 et 1976). Se pose alors la question ancienne: est-ce que ***les hommes sont corrigibles?*** Autrement dit: Peut-on libérer les hommes de leur puissante tendance à l'égoïsme, et à l'accaparement illimité des propriétés

privées? Est-il possible de rendre les hommes *solidaires*? Les capitalistes répondent plutôt par la négative. Ils assimilent les hommes à des animaux dans la jungle. Ils considèrent qu'il est normal que les carnivores dévorent les herbivores. Les capitalistes jugent que le capitalisme est le système le plus adapté à l'égoïsme des hommes, même s'il comporte quelques inégalités, ainsi que l'exploitation des salariés. Les capitalistes veulent que le *mode de production* existant obéisse aux *instincts* primitifs des hommes. Alors que les partisans du socialisme considèrent que *les hommes sont éducatibles et corrigibles, précisément par la lutte des classes sociales, par la rééducation politique et culturelle, et par une révolution sociétale ininterrompue, qui évoluerait du socialisme au communisme*. Là commencent plusieurs points de divergence des opinions, non seulement en économie, mais également en politique, en Droit, en philosophie, et en morale. Chacun choisit son camp, et ses opinions, selon ses intérêts personnels, sa culture, ses valeurs, et surtout, selon sa situation de classe! Car *c'est la situation de classe d'une personne qui détermine ses opinions politiques, et non pas l'inverse*.

[Thèse 13] *Le capitalisme sacralise la «propriété privée», et prône implicitement la culture du «chacun pour soi». Ce qui est le contraire de la vie dans une société commune. Si chaque citoyen n'accepte de soigner que ce qui lui appartient, et s'il ne s'occupe que de ce qui lui rapporte des bénéfices directes, alors la société va forcément se désagréger, et les institutions communes, ainsi que les ambitions communes, vont se transformer en coquilles vides, auxquelles personne ne croit*. (C'est ce phénomène qui a conduit à l'effondrement de l'URSS, et il risque de se reproduire en Chine si le parti politique au pouvoir octroie trop de concessions au capitalistes). La coopération, la solidarité, et la complémentarité sociétales, la patrie, le droit, l'humanisme, la civilisation, toutes ces valeurs deviennent comme des «*naïvetés* de gens stupides». Dès lors, être «*réaliste*» signifie être «*cynique*», «*individualiste*», «*égoïste*», et même un «*conservateur*» endurci, puisque ce «*réalisme*» capitaliste ne croit qu'en ce qui est dominant, ou écrasant. Les «*prédateurs*» économiques deviennent glorifiés en héros exemplaires. La société devient incapable de se remettre en cause, de faire son autocritique, de se réformer, ou de se

corriger. Elle n'est plus alors un corps organique, intégré, solidaire et complémentaire. Elle devient *un simple amas d'individus asociaux, concurrents, opposés, opportunistes et prédateurs*. Les lobbies et les mafias économiques submergent rapidement la société. L'*État* lui-même se transforme imperceptiblement en un «État policier», puis en un «État pervers», puis en un «État pourri», ensuite en un «État voyou», puis en un «État moribond». Oui, l'État peut sombrer dans le coma. On a déjà vu ce type d'évolution en Égypte, Tunisie, Irak, Syrie, Liban, Yémen, Soudan, Algérie, entre les années 2010 et 2020. Laissons certains flatteurs répéter bêtement que «leur pays (le Maroc) restera une «exception». Ainsi les citoyens ne conçoivent plus la possibilité de vivre qu'en «rusant», en «trichant», en «dévorant», en «expropriant», et en «exploitant» les «autres». Ils ne comprennent pas que les «autres» deviendront fatalement «nous tous», sans aucune exception. La société «libérale» ou «capitaliste» devient finalement un *enfer pour tous!* Et les *crises* successives du capitalisme viennent nous rappeler que celui-ci est voué au délitement, à l'échec, puis à l'effondrement.

L'État capitaliste se met spontanément au service de la classe dominante, qui est la classe des grands exploiters. L'idéologie des capitalistes se résume dans le slogan: «Chacun pour soi!» Ensuite la devise devient: «Que le plus fort exploite les autres et les gouverne!» L'État capitaliste utilise l'économie nationale pour satisfaire les fantaisies d'une minorité de super-riches. Ces super-riches vivent séparés des masses du peuple. Ils vivent obsédés (ou aliénés) par l'accumulation des profits, le cumul des propriétés privées, des rentes, des privilèges, et des "passe droits". Leur peur du futur les amène à transférer (illégalement) à l'étranger des parts importantes de leurs fortunes. Et les États impérialistes sont contents d'attirer, dans le secret, des parts importantes des fortunes de tous les personnages despotiques ou corrompus des pays du tiers-monde. Cela fait partie de l'«échange inégal».

Pour l'État capitaliste, «développer l'économie nationale» revient à favoriser le développement des fortunes personnelles des super-riches. L'État capitaliste répète la thèse «libérale» ou «capitaliste» disant qu' «il faut enrichir les riches pour que ceux-ci créent des emplois, puis diffusent des richesses à travers toute

la société». Mais dans le réel, et à la moindre difficulté, les riches compriment les salaires des travailleurs salariés, ils réduisent le nombre des emplois, ou ils délocalisent leurs usines, pour faire des économies sur la masse salariale. La baisse tendancielle des taux de profit incite à la mécanisation, à la robotisation, et à des licenciements récurrents. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que l'«industrialisation» se transforme parfois en «désindustrialisation». Durant plus de 60 ans d'indépendance du Maroc, et en dépit de toutes les «facilités», et de tous les «privileges», offerts par l'État à la classe des exploiters, celle-ci ne s'est jamais montré à la hauteur des «espoirs» placés en elle. Notre bourgeoisie locale n'a même pas été capable d'investir dans des activités économiques relativement simples, comme l'agriculture, l'agro-alimentaire, la quincaillerie, les équipements élémentaires, les transports en commun, la distribution de l'eau potable et de l'électricité, ou le ramassages des ordures solides, etc. Le pouvoir politique et les entrepreneurs n'ont pas confiance dans les cadres nationaux. Au lieu d'investir, par exemple, dans les ingénieurs nationaux, et dans le développement des technologies nationales, ils préfèrent tout importer «prêt à l'emploi», ou «clefs en main». Parce que la classe des exploiters est, par nature, égoïste, frileuse, rentière, à courte vue, et dépendante.

Les crises mondiales du *capitalisme*, et les crises locales du régime politique, se suivent, mais ne se ressemblent pas. Ce serait une utopie que de vouloir *réformer* le capitalisme dépendant, ou le régime politique "makhzénien". Les infrastructures et les services publics (enseignement, santé, transports en commun, emploi, habitat, etc) ne sont pas corrigibles, ni dans le cadre du régime politique «makhzénien» établi, ni dans le cadre du capitalisme dépendant. Des services publics généralisés, équitables, et de qualité, nécessitent un autre régime politique, et un autre mode de production non capitaliste.

Le «développement de l'économie nationale» ne peut réussir que s'il réalise, en même temps, la libération du despotisme, de l'exploitation capitaliste, le développement de *l'État de Droit*, la démocratie participative, les libertés politiques, l'équité sociale, l'égalité des chances, la solidarité sociétale, l'égalité homme – femmes, le respect de l'écologie, et l'émancipation intégrale de

l'ensemble des citoyens. Ce qui n'est possible que dans le socialisme.



28. On ne peut pas changer un système politique par des luttes réformistes

De nombreux partis, syndicats ou associations, qu'ils soient qualifiés de «réformistes» ou «de gauche», concentrent tous leurs efforts sur la participation aux élections législatives, sur l'accession au parlement, et sur l'espoir de modifier les lois en vigueur dans la société. Ces partis, syndicats et associations, affirment qu'ils parviendront ainsi à « réformer » l'État existant, ou à « réformer » le système politique existant. Ces partis, syndicats ou associations, prétendent qu'ils réaliseront ainsi la «démocratie», l'«égalité», les «droits de l'homme», «l'État de droit», etc. Mais ces partis, syndicats et associations, ne se soucient pas assez de ce que proclament la théorie marxiste. Ainsi certaines parmi les découvertes théoriques faites par la pensée marxiste, indiquent qu'il est absurde d'essayer de réformer l'État capitaliste existant dans la société, ou d'essayer de réformer le système politique existant, en changeant seulement certains hauts responsables de l'État, ou en changeant les lois existantes, même si ces tentatives de réformes se poursuivent pendant des décennies, ou même des siècles. Et pourquoi?

Parce que *l'élément qui détermine le type de l'État existant, ainsi que le type du système politique existant dans la société, ce ne sont pas les lois établies, ni les personnes dirigeantes ou dominantes dans cet État, mais plutôt le mode de production (économique) qui domine dans la société considérée.* Ainsi, si nous voulons changer le type de l'État existant, ou le type du système politique existant, nous devons alors changer le type du mode de production (économique) dominant dans la société

concernée. Autrement dit, dans notre situation actuelle, nous devons abattre le mode de production capitaliste dépendant qui existe dans la société, et le remplacer par un mode de production socialiste révolutionnaire.

À titre d'exemple, des années après leurs débuts, les expériences des dites révolutions du « printemps arabe », en Tunisie et en Égypte, entre les années 2011 et 2020, ont confirmé que les tentatives de changement des personnes au pouvoir (à travers le renversement des deux présidents Zine El Abidine Ben Ali et Hosni Moubarak), ainsi que les tentatives de changement des lois existantes dans ces deux pays (à travers le changement de leurs constitutions), n'ont pas été suffisantes pour libérer le peuple de la dictature politique, ni pour instaurer la démocratie, ni pour combattre la corruption, ni pour sortir du sous-développement sociétal. Parce que ces révolutions susmentionnées, se limitaient à renverser les personnes au pouvoir, et à modifier les constitutions existantes. Mais ces révolutions n'avaient pas œuvré pour renverser le mode de production capitaliste existant, et pour le remplacer par un mode de production socialiste révolutionnaire et dominant dans la société. Alors ces «révolutions» ont échoué. Et il y a eu un retour au point de départ. Puisque le mode de production capitaliste qui dominait dans l'ancienne société, avait reproduit les mêmes vieux types de gouvernants corrompus (Mohamed Morsi, puis Abdelfattah Sissi et compagnies), et avait reproduit le même vieux système politique, autoritaire et dépendant.

Il n'est donc pas possible de changer le type des personnes dirigeantes, ou le type du système politique existant, que si l'on remplace le mode de production capitaliste et dépendant qui prévaut dans la société, par un mode de production socialiste et révolutionnaire. De même, pour se libérer du sous-développement sociétal, il faut se dégager du capitalisme dépendant, et édifier un socialisme révolutionnaire. Parce qu'il existe une corrélation organique entre, d'un côté le type de l'État existant, ou le type du système politique existant, et d'un autre côté, le mode de production capitaliste dominant dans la société concernée⁽⁵⁶⁾.

(56) J'avais exprimé cette idée dans mon livre "Thèses sur l'État", publié en 2022, sur Internet.

29. Soit l'inflation et la hausse des prix, soit le socialisme

Ce qui se passe actuellement au Maroc, en ce mois de février 2023, indique une confusion intellectuelle dans les rangs des forces progressistes. (Ce que nous expliquerons plus tard).

Les prix de l'ensemble des marchandises et services ont augmenté intensément, et de façon surprenante. Y compris les prix des produits pétroliers, des légumes, des types de farine, de la viande, des services médicaux, des produits manufacturés, etc. La hausse des prix s'est étendue, à des degrés divers, à tous les biens et services. **Les prix des denrées alimentaires de base dans l'alimentation des masses populaires, notamment les légumes, ont subitement doublé ou triplé** (entre la deuxième et la troisième semaine de février 2023). [Seules la bouteille de gaz butane, nécessaire à la cuisine familiale, et du pain ordinaire à base de farine molle, ont été épargnés par ces augmentations des prix. Car ces derniers prix étaient pris en charge par la «caisse (Étatique) de compensation». Mais il faut remarquer que ce pain ordinaire soutenu, est devenu peu nutritif, suite à l'exagération des économies faites par des boulangers dans la confection de ce pain]. Et le plus probable, est que ces augmentations des prix, ainsi que l'inflation (التضخم), vont s'aggraver au cours des semaines, des mois, voire des années à venir. Alors que l'économie, à la fois locale et mondiale, entrent dans une nouvelle phase.

On ne connaît pas encore toutes les causes de cette hausse soudaine des prix, ni ses possibles répercussions sociétales. Cependant, il apparaît qu'elle relève (même partiellement) des effets de la pandémie du «Covide de décembre 2019» (Corona Virus), et des répercussions de la guerre par procuration en Ukraine (depuis février 2022), entre la Russie et l'alliance de «l'OTAN», sous la direction de l'impérialisme des Etats Unis d'Amérique. Il faut aussi prendre en compte le conflit mondial qui accompagne cette guerre entre les superpuissances, et qui concerne le passage du *stade de la domination d'un seul pôle*

(les États-Unis d'Amérique), au ***stade de la prédominance de plusieurs pôles ou super-puissances dans le monde.***

Face à la vague de ce "tsunami" de hausse des prix au Maroc, les masses du peuple marocain ont ressenti de la confusion, de l'anxiété, voir même de la peur pour leur sort. Surtout que cette hausse des prix s'est accompagnée de plusieurs initiatives de l'État, visant à augmenter les montants de certaines amendes juridiques, à majorer certains impôts, à faire passer des lois interdisant les grèves, ou qui combattent le syndicalisme, ou qui assujettissent les partis politiques d'opposition, ou qui répriment les journalistes critiques, ou qui augmentent les prélèvements pour la retraite, ou retardent l'âge de la retraite, ou qui abaissent le plafond des pensions de retraite, etc. Cette hausse des prix a également coïncidé avec la propagation d'une crise économique complexe, dans l'ensemble des pays du monde où domine le mode de production capitaliste.

Face à cette brutale diminution du pouvoir d'achat, la réaction spontanée des masses populaires du Maroc, des syndicats, des associations, des partis d'opposition, et des forces de gauche, s'est faite sous forme de manifestations simultanées dans différentes régions du pays, pour protester, et pour revendiquer la baisse des prix à leurs anciens niveaux.

Le pouvoir politique prit peur d'une escalade des protestations des masses populaires. L'État commença alors à mettre en œuvre une campagne de mesures intégrées pour rassurer les masses populaires en colère. Le Premier ministre est apparu à la télévision. Il a promis aux citoyens que «l'État imposera des prix plus bas». Mais ***dans le cadre du capitalisme, les promesses de baisse des prix restent trompeuses, ou illusoires.*** Puisque ***personne n'a le droit d'imposer des prix déterminés aux acteurs économiques.*** Les chaînes de télévision publiques ont diffusé des images de comités gouvernementaux, composés d'individus issus de divers appareils répressifs, sillonnant les marchés populaires, et faisant pression sur certains petits commerçants pour les amener à faire baisser les prix de leurs marchandises ! Ces comités confisquent certaines marchandises, sur la base d'accusations diverses. Ils les brûlent ensuite, hors des villes, dans des espaces vides ! Ce qui exacerbe la rareté de ces biens. Cependant, ***ces comités***

gouvernementaux ne surveillent que les petits commerçants, qui sont pauvres, faibles, incultes, désorganisés, ou sans capacité d'autodéfense. Ces comités ne contrôlent pas les transactions des grandes entreprises, ou celles des grandes propriétés agricoles. Ils ne surveillent pas non plus les commerçants de gros, ni les commerçants intermédiaires en demi gros, qui ont une forte influence sur la hausse des prix de détail. La raison de la protection des grands acteurs économiques découle de leurs relations, de leurs influences, ou de leur proximité des cercles du pouvoir politique.

Ces phénomènes (résultant de la hausse des prix) sont déroutants. Pourquoi ? D'abord parce que, dans le cadre du «libéralisme», ou du capitalisme (tel qu'il existe au Maroc), et conformément aux principes même à ce capitalisme, ***il n'est (théoriquement) permis à personne, y compris à l'État, de contraindre des acteurs économiques à vendre leurs marchandises ou leurs services à des prix qui sont inférieurs aux prix voulus par ces acteurs.*** Car le capitalisme (existant, que ce soit au Maroc, ou ailleurs), impose «la liberté de l'initiative économique», c'est-à-dire «la liberté de produire», «la liberté d'échanger», et «la liberté de concurrencer». Cela veut dire que ***chaque acteur économique est libre de produire, et de vendre ses marchandises ou ses services, aux prix que lui-même souhaite***. Par exemple, un vendeur qui vend des tomates au prix de 12 dirhams le kilo (à la mi-février 2023), et qui lui avaient coûté 9 ou 10 dirhams le kilo, n'accepte pas que l'État, ni qui que ce soit d'autre, qu'il lui impose de vendre ses tomates à l'ancien prix (d'avant le début de février 2023) de 2 ou 3 dirhams le kilo. Car dans le cadre du capitalisme, quiconque n'accepte pas les prix de certaines marchandises, exposées par un vendeur déterminé sur le marché, devrait rechercher et trouver un autre vendeur qui vend des marchandises similaires à des prix inférieurs. S'il ne trouve pas ce vendeur moins cher, il doit s'abstenir d'acheter jusqu'à ce que ces prix concernés diminuent sur le marché. Et ceci, conformément aux «règles du capitalisme» existantes, ainsi qu'à la «loi de l'offre et de la demande» qui régit le capitalisme.

Et si le capitalisme est incapable de subvenir aux besoins des masses du peuple, à des prix raisonnables, justes, et à la portée

des pouvoirs d'achat des masses populaires, alors cela signifie que le capitalisme a failli, qu'il est inapte, ou incapable de satisfaire les besoins du peuple, et qu'il faut chercher une alternative au capitalisme.

Et toute personne ou groupe, qui veut le capitalisme, et qui rejette en même temps les conséquences de ce capitalisme, (dont par exemple la hausse répétitive des prix, la cherté du coût de la vie, et l'inflation), alors cette personne ou ce groupe se contredit, et ne sait pas ce qu'il veut.

Et quiconque n'accepte pas de se soumettre à ces «principes capitalistes» mentionnés ci-dessus, et pour être logique avec lui-même, doit rejeter le capitalisme dans son intégralité; et il doit contribuer à la lutte commune des masses du peuple, pour accomplir la révolution sociétale, et pour réaliser le socialisme. Parce que le socialisme est l'opposé du capitalisme. Et parce que le socialisme est le système où l'économie est soumise au pouvoir politique. Le socialisme est le système où l'ensemble des activités économiques sont forcées d'être au service du peuple, et non au service des capitalistes exploités, qui monopolisent les propriétés des moyens de production sociétaux. Le socialisme est le système où les prix des marchandises et des services peuvent être soumis aux décisions du gouvernement.

Certains pourraient dire : « Comment ? Nous ne sommes même pas capables d'organiser et de mobiliser les masses populaires concernées pour se défendre contre la flambée des prix, et vous nous appelez maintenant à mettre en avant le mot d'ordre du "socialisme". Ce n'est pas réaliste ». La réponse est la suivante : « Il ne nous est pas permis de participer à la tromperie des masses populaires. Et il n'est pas raisonnable de leur faire croire qu'il est possible de se débarrasser de l'inflation et de la hausse répétitive des prix, qui sont inévitables dans le cadre du capitalisme. C'est illogique. Ce qui est plus correcte est d'être franc avec les masses, et de leur expliquer que, dans le cadre du capitalisme, il est impossible de se débarrasser de l'inflation et de la hausse répétitive des prix. Et que, ***mettre l'économie au service des intérêts des masses populaires, ne peut être atteint que dans le cadre du socialisme, ou du communisme.***

Et tous les appareils de l'État, tous les syndicats, les partis politiques, ou les personnes, qui acceptent le capitalisme, et qui veulent qu'il existe, et en même temps, refusent la hausse répétitive des prix, rejettent l'inflation, et déplorent les crises successives de l'économie capitaliste, tous ceux-là se contredisent avec eux-mêmes, et ils ne savent pas ce qu'ils veulent. Parce qu'ils veulent le capitalisme, et en même temps, ils rejettent ses conséquences inévitables.

Quiconque prétend, dans le cadre du capitalisme, qu'il est possible de se débarrasser de l'inflation, et qu'il est possible de maîtriser l'évolution des prix, pour les maintenir dans des limites raisonnables, ou justes, ou dans l'intérêt des masses du peuple, est soit un menteur, soit un hypocrite, soit un ignorant, qui ne comprend pas les choses dont il parle, et qui se contredit dans sa parole, et dans ses choix.

Ainsi, le système politique existant au Maroc avait auparavant imposé le système capitaliste au peuple, sans discussion, ni référendum populaire. Et ce système politique au Maroc a continué à défendre la persistance du capitalisme prédateur, par tous les moyens, qu'ils soient légaux ou illégitimes. Les porte-parole du système politique, ainsi que ses serviteurs opportunistes, ont continué à affirmer que *«le capitalisme est la solution à tous les problèmes de la société»*. Et ils affirment que *«le capitalisme est capable de résoudre automatiquement tous les problèmes de la société»*. Et ils prétendent que *«seule la loi capitaliste de l'offre et de la demande garantit la création de tous les équilibres sains et nécessaires pour l'économie nationale»*. Aujourd'hui, ils reconnaissent, même de manière implicite ou inconsciente, que *«la hausse des prix est imprévisible et répétitive»*, que *«ses causes ne sont pas bien comprises»*, que *«les crises économiques sont des phénomènes répétitifs et courants»*, que *«l'intervention répétée de l'État pour corriger l'économie nationale est indispensable»*, et que *«sans ces interventions répétées, l'État peut s'effondrer, ainsi que le capitalisme»*.

Une partie importante de *la chéreté du coût de la vie* découle du phénomène de *la hausse répétée des prix*. Et la hausse des prix peut résulter de *l'avidité*, ou de *l'aliénation* des capitalistes, ainsi que de leur désir d'augmenter leurs *profits privés*. La hausse des prix peut également résulter du

phénomène de *l'inflation* (التضخم). Et une part importante de *l'inflation* se traduit par *la baisse du pouvoir d'achat des monnaies* (que ces monnaies soient en circulation ou épargnées). *L'inflation* peut aussi résulter de *l'impression excessive des monnaies* (c'est-à-dire des monnaies imprimées sans qu'elles aient en contre partie des productions correspondantes de marchandises et de services). Même si cette impression de surplus de monnaies est effectuée par l'État national, ou par des États impérialistes qui dominent le monde (comme c'est le cas actuellement des États-Unis d'Amérique). Et il est possible que certains pays occidentaux (participant à l'alliance de l'OTAN) aient recouru, au cours des années 2022 et 2023, à l'impression de dizaines ou de centaines de milliards de dollars, pour couvrir le coût de leurs énormes aides militaires fournies à l'Ukraine, dans sa guerre par procuration contre la Russie. Si cette information est confirmée, elle affecterait le monde entier. Ce qui signifie que cette guerre contre la Russie en Ukraine, aura, en même temps, des conséquences funestes sur les pays du tiers monde.

A propos de cet événement, chaque militant doit comprendre que, *ceux qui paient toujours les coûts de toute guerre (comme la guerre en Ukraine, ou la guerre en Irak, etc), ce ne sont pas les systèmes politiques capitalistes, ni les entreprises capitalistes, mais ce sont plutôt les peuples (qu'ils soient vaincus, ou victorieux)*. Ce sont les peuples qui paient toujours, tous les coûts des guerres, y compris les coûts humains, militaires, économiques, et autres.

Il est étrange que l'on trouve au Maroc, plusieurs partis politiques qui portent dans leurs noms officiels le mot «socialisme», ou l'adjectif «socialiste» [comme le «Parti du progrès et du socialisme», le «Parti de l'Union socialiste des forces populaires», le «Parti socialiste unifié», et le «Parti d'avant-garde socialiste et démocratique», le «Parti de la fédéralisme de gauche démocratique», etc]. En même temps, on constate que la plupart de ces partis, sous prétexte de «réalisme», rejettent le «socialisme», ou lui sont hostiles. Et même si certains parmi ces partis acceptent théoriquement le «socialisme», ils considèrent que «toute discussion sur le socialisme est actuellement différée jusqu'après le passage de

trois ou quatre générations», c'est-à-dire après un laps de temps d'environ 70 ou 80 ans. Et *ces partis acceptent le capitalisme comme système sociétal éternel, et en même temps, ils rejettent les résultats du capitalisme* (tels que la hausse des prix, l'inflation, ou l'exacerbation de l'exploitation capitaliste des travailleurs salariés, etc). Ce qui est une contradiction.

Il est vrai que, de temps à autre, des crises économiques peuvent survenir même dans le cadre du socialisme. Mais la différence entre le capitalisme et le socialisme est que, dans le cadre du capitalisme, c'est la classe des grands capitalistes exploitateurs qui contrôle, de manière absolue, le pouvoir politique, l'État, ses politiques, ainsi que tous les détails des activités économiques, dans le but de servir, en priorité, les intérêts du capital, et des capitalistes. Alors que, dans le cadre du socialisme, c'est le parti des travailleurs au pouvoir, qui est socialiste (ou communiste), qui contrôle le pouvoir politique, l'État, l'économie et le capital, dans le but de donner la priorité au service des intérêts généraux des masses des travailleurs. Et même si le système politique existant est socialiste, il fait un mixe adéquat entre économie capitaliste et économie socialiste, et il place l'économie capitaliste sous le contrôle de l'économie socialiste (voir mon livre en langue arabe: "Le marxisme est-il encore valable après l'effondrement de l'Union soviétique?", dans : <https://livreschauds.wordpress.com/2019/04/28/هل-ما-زالت-الماركسية-صالحة/>).

L'intégrité exige d'être franc avec les masses du peuple. Il faut aussi rappeler à toutes les forces politiques progressistes, en leur disant clairement : *Tant que vous acceptez de vivre dans le cadre du capitalisme, vous subirez inévitablement l'exacerbation de l'exploitation capitaliste, la hausse répétitive des prix (cherté du coût de la vie), l'inflation (= érosion de la valeur de la monnaie et du pouvoir d'achat), la récurrence de diverses crises économiques, et la souffrance causée par divers problèmes de société.* Mais si les forces politiques progressistes refusent ces souffrances répétées, issues du capitalisme, elles doivent désormais rejeter le capitalisme dans sa totalité, et participer aux luttes communes des masses, pour faire réussir la révolution sociétale, et pour construire le socialisme révolutionnaire. Par contre, *accepter le capitalisme, et en même*

temps, rejeter ses conséquences intrinsèques, c'est une contradiction évidente, une confusion, une futilité, une incohérence, et une perte de temps⁽⁵⁷⁾.

30. Comment la Chine est-t-elle sortie de son sous-développement économique ?

Pour que notre compréhension du processus de «*développement de l'économie nationale*» puisse être candidate à la recevabilité, nous avons besoin d'assimiler les *leçons* tirées des *expériences* économiques, non seulement des puissances capitalistes occidentales, mais aussi d'autres peuples. Par exemple, sont dignes d'intérêt les expériences de la Russie, la Chine, le Japon, l'Allemagne, la Corée du Sud, l'Inde, les pays d'Amérique Latine, et l'Afrique. Ces expériences sont intéressantes, que ce soit par leurs succès positifs, ou par leurs échecs négatifs.

Vers l'année 1920, la Chine était autant sous-développée que le Maroc, l'Algérie ou l'Égypte. Aujourd'hui en 2020, elle devient la première puissance économique du monde par le volume de son Produit Intérieur Brute⁽⁵⁸⁾. Les études sur l'expérience de la Chine sont rares ou inaccessibles. Mais la problématique est claire: *Comment la Chine a-t-elle pu sortir du sous-développement? L'expérience de la Chine est-elle reproductible* par les pays du tiers-monde? Comment un pays sous-développé, ou en voie de développement, pourrait-il réaliser une croissance économique forte et durable? Comment des pays sous-développés, ou en voie de développement, pourraient-ils profiter des leçons tirées de l'expérience de la Chine pour se transformer en pays développés?

(57) Ce chapitre a été ajouté à ce livre le 17 février 2023.

(58) Le signifié ici est le PIB en considérant la «parité de pouvoir d'achat». L'approche de «parité de pouvoir d'achat» repose sur l'utilisation d'une mesure du pouvoir d'achat, par rapport à un «panier» de 3000 produits, au lieu de s'appuyer sur la transformation du produit intérieur brut par l'utilisation du «taux de change officiel».

L'expérience de la Chine indique que le problème du «*développement de l'économie nationale*» est essentiellement politique, et pas seulement économique.

L'expérience de la Chine montre que le problème de la *démocratie* ne se pose pas, ou est un faux problème. Car ce que réclame le peuple d'urgence, ce n'est pas la «*démocratie bourgeoise*», (avec ses *institutions* et ses *élections formelles* incapables de produire des changements substantiels), mais de sortir de la pauvreté, c'est à dire avoir un emploi stable, une source durable d'un revenu suffisant, l'enseignement, l'habitat, les transports en commun, les soins médicaux, la retraite, la dignité, etc. [Au Maroc par exemple, nous avons toutes les institutions nécessaire à la démocratie bourgeoise, mais ces institutions produisent plus de mal que de bien]. Le but essentiel de la *révolution socialiste* n'est pas la «démocratie bourgeoise», mais l'abolition de la *marginalisation*, et la *libération de l'exploitation capitaliste*. Des élites chinoises ont tôt compris que, dans une société divisée en classes sociales antagoniques, la «démocratie bourgeoise» devient un mythe idéologique, puisque premièrement elle ne peut pas être réalisée, et deuxièmement elle sert uniquement les intérêts des bourgeois. Dans toute société divisée en classes sociales distinctes, ne peut exister que la *dictature de la bourgeoisie* (classe des exploiters), ou la *dictature révolutionnaire du prolétariat* (classe des exploités). La prétendue *démocratie bourgeoise* est en fait une dictature camouflée de la bourgeoisie, et *elle ne sert que les intérêts de la classe des exploiters*.

Plusieurs membres du Parti Communiste Chinois (PCC) ont reconnu que les *ingrédients* qui avaient assuré la réussite du *développement économique* de la Chine, avaient été les suivants: a) La libération du colonialisme et de l'impérialisme, l'unité territoriale, et la souveraineté nationale, sous la direction d'un parti communiste déterminé. b) Une structure de pouvoir centralisée, efficace, et capable d'accomplir des résultats concrets: c) Une capacité de prise de décisions centralisées; d) Une application décentralisée des décisions prises, avec parfois la possibilité de les adapter aux conditions locales; e) Des responsabilités personnalisées; f) Un contrôle politique autoritaire de l'économie; g) Une forte volonté politique; h) Des plans volontaristes d'industrialisation et de grands travaux; i)

Des réformes économiques à deux voies (=un pays à deux systèmes, socialisme et capitalisme); j) Une libéralisation partielle et progressive de l'économie, mais sous le contrôle méticuleux du Parti Communiste de Chine; k) Une ouverture graduelle aux investissements extérieurs pour éviter d'être dominé par les multinationales géantes; etc. Et en échange des avantages économiques offerts par la Chine aux entreprises étrangères, la Chine oblige ces firmes multinationales à rendre publiques leurs technologies dans le cas d'une délocalisation de leurs usines.

L'expérience de la Chine montre aussi que l'action d'un *État fort et centralisé* est nécessaire, mais pas suffisante. Le *rôle dirigeant du Parti Communiste de Chine* (PCC) a toujours été indispensable, prépondérant et décisif. Dans toute société divisée en classes sociales, l'État n'est qu'un appareil, qui est forcément asservi, orienté, et géré, par la classe dominante. Le PCC est supposé être l'émanation du prolétariat de Chine, et se charge de diriger l'État, pour réaliser les intérêts stratégiques du prolétariat, des paysans, et de l'ensemble du peuple.

Le *Parti Communiste* de Chine (PCC) n'est pas seulement une organisation, mais aussi une philosophie, des idées précises, des valeurs, une manière de penser, des méthodes de travail, des ambitions, un projet de société, des réseaux d'organisations de masses, une discipline, des buts sociétaux, humains, et stratégiques.

L'expérience de la Chine montre aussi que son succès global (de 1949 à 2020) aurait été impossible sans: le *rôle dirigeant du PCC*, son *pouvoir fort*, son *programme sociétal* ambitieux et global, sa *structure de pouvoir efficace*, son aptitude à *prendre des décisions* centrales décisives, sa capacité *d'appliquer* ses décisions par une *discipline* stricte, à travers des institutions du PCC, de l'État, et des *réseaux d'organisations des masses* populaires enthousiastes.

L'expérience de la Chine révèle aussi que les *hiérarchies* sans réseaux d'*organisations* de masses disciplinées restent impuissantes; de même que les réseaux d'organisations sans hiérarchies puissantes ne peuvent pas transformer les discussions en action collectives réussies⁽⁵⁹⁾.

(59) https://fr.wikipedia.org/wiki/Reforme_economique_chinoise

L'expérience de la Chine montre également que la *stabilité politique* est indispensable; mais cette stabilité ne peut exister sous la dictature de la bourgeoisie, mais sous la dictature révolutionnaire du prolétariat. Essayer de bâtir une démocratie bourgeoise, idéaliste, neutre, parfaite, située à égale distance de toutes les classes sociales, conduit d'abord au chaos, puis à l'hégémonie de la classe des grands exploités.

Dans la *culture* chinoise (ou asiatique), la *collectivité* a beaucoup plus d'importance que *l'individu*, ce qui diffère des traditions culturelles dans les pays occidentaux, capitalistes, musulmans ou arabophones.

L'exemple de la Chine a montré que la meilleure manière pour *enclencher le développement des régions lointaines, pauvres ou marginalisées*, consiste, non pas à distribuer des «aumônes» épisodiques aux populations misérables (comme on fait au Maroc), mais à développer les infrastructures (routes, électrification, eau potable, gaz, téléphone, internet, transports en commun, santé, écoles, enseignement, formation professionnelles, coopératives, commercialisation des produits locaux, énergies renouvelables, recyclage des déchets, intensification des échanges entre villes et campagnes, etc).



31. Leçon de l'expérience «libérales» du Chili

Parmi les expériences d'application intensive de la théorie du «libéralisme», ou du «capitalisme» pur et dur, figure le Chili. Comme d'autres pays d'Amérique Latine, le Chili a vécu une longue suite de crises économiques et politiques, en liaison avec les soubresauts de l'exploitation de ses gisements miniers (nitrate, cuivre, etc), des luttes ouvrières, et des interventions occultes des États Unis d'Amérique, etc. Le Chili était très dépendant des États-Unis d'Amérique (EUA) (surtout pour des pièces détachées de rechange). Le 4 septembre 1970, le candidat socialiste Salvador Allende gagne l'élection présidentielle. Il

réquisitionne plusieurs entreprises, il nationalise les mines de cuivre sans indemniser les compagnies des États Unis, il distribue les terres agricoles aux paysans, et il nationalise neuf banques sur dix, il augmente les salaires, etc. L'économie subit des sabotages par des opposants politiques chiliens de droite, ainsi qu'une déstabilisation de la part des EUA (à travers la provocation de la chute des prix du cuivre d'un tiers). Henry Kissinger, Secrétaire d'État du Président américain Richard Nixon, déclare alors: «Je ne vois pas pourquoi il faudrait que les États Unis d'Amérique s'arrêtent et regardent un pays devenir communiste à cause de l'irresponsabilité de son peuple»⁽⁶⁰⁾! Le 11 septembre 1973, le général Augusto Pinochet accomplit un Coup d'État militaire. Il est conseillé et aidé par les États Unis d'Amérique (EUA). Pinochet instaure une violente dictature, oppressive et totalitaire. S'ensuit la mort du Président S. Allende, une répression militaire fascisante, des arrestations arbitraires, des assassinats d'environ 2300 personnes de gauche ou opposées à la dictature, plus de 20 mille disparus, un million d'exilés, dont 40 mille exilés politiques, des centaines de milliers de livres progressistes brûlés, etc. La junte dissout le Congrès national, les conseils municipaux, les syndicats et les partis politiques. Elle abolit la liberté de la presse, et instaure le couvre-feu. Plus tard, l'américain Peter Kornhuber, chercheur au National Security Archive, reconnaît que: «Si les États Unis n'ont pas directement participé au coup d'État contre S. Allende, ils ont tout fait pour le préparer»⁽⁶¹⁾.

Le général Pinochet confie ensuite l'économie du Chili aux «Chicago boys». Ce sont des économistes chiliens adeptes des économistes américains «libéraux» de l'Université de Chicago, Milton Friedman et Arnold Harberger. Les «Chicago boys» appliquent aussitôt les recettes du «libéralisme», ou du «capitalisme» sûr de lui : privatisation des entreprises et des banques publiques, réduction des dépenses de l'État, baisse des investissements publics dans les infrastructures, allègement de la taille de l'État, offre d'aides et de facilités aux entreprises privées, incitation à la consommation, etc. Ils obtiennent au début une amélioration passagère de l'économie du Chili (entre

(60) https://fr.wikipedia.org/wiki/Chili#Gouvernement_d'Allende

(61) Op.Cit.

1977 et 1980), à cause surtout d'un endettement extérieur intense et généreux. Ensuite l'économie du Chili replonge dans une série de crises économiques (surtout entre 1982 et 1985). Apparaissent alors : hausse du chômage, inflation, PIB constant ou en baisse, augmentation de la pauvreté, baisse du pouvoir d'achat, aggravation des écarts de revenus, baisse de la consommation moyenne, détérioration des droits des travailleurs, manifestations de protestation réprimées dans le sang, diminution de la qualité de vie pour d'importantes parties de la population, etc⁽⁶²⁾. À la fin du règne de Pinochet, 20 % de la population accapare 80 % des richesses du Chili. Même en monopolisant un pouvoir politique absolu, entre 1973 et 1989, les recettes «libérales» des «Chicago boys» n'ont été, ni convaincantes, ni efficaces. Quand des militaires se mêlent de politique ou d'économie, il faut se préparer à des catastrophes. Beaucoup de dégâts douloureux à cause de conceptions idéologiques erronées. Ce n'est qu'en modérant son excès de zèle «capitaliste» après l'an 1990 que le Chili est sorti de sa turbulence regrettable. Après le général Pinochet, se sont succédé à la Présidence du Chili des présidents "libéraux" et "socialistes" : Patricio Aylwin (démocrate chrétien, en 1990), Eduardo Frei Ruiz-Tagle (démocrate, en 1994), Ricardo Lagos (socialiste, en 2000), Michelle Bachelet (socialiste, en 2006), Sebastian Pinera (de droite, en 2009), Michelle Bachelet (socialiste, en 2013), Sebastian Pinera (de droite, en 2017), etc.

Moralité de l'histoire : Il est vain d'impliquer l'armée dans la répression sanglante des socialistes. Ce n'est pas parce qu'on impose le capitalisme avec la force des mitrailleuses qu'il va réussir. Au contraire, le socialisme est une voie intéressante qu'il faut oser essayer.



(62) Op.Cit.

32. *Rapports sociaux et lutte des classes*

Toute politique économique qui n'accorde pas une importance décisive à *l'équité dans les rapports sociaux*, à la rationalité des choix politiques, et au rôle souverain du peuple producteur, est vouée à l'échec.

Vouloir «développer l'économie nationale», tout en refusant la transformation des rapports sociaux de production, équivaut à tourner en rond, dans un cercle vicieux capitaliste interminable. La voie du salut consiste à abandonner les valeurs capitalistes, et à se rapprocher des valeurs socialistes, puis communistes.

Tant que la société est divisée en *classes sociales*, l'économie ne peut pas échapper à *la lutte des classes sociales*. L'économie est même le champ où la lutte des classes est à la fois, la plus exacerbée, la plus violente, la plus camouflée, et la plus niée.

Dans toute société divisée en classes sociales, il existe forcément une *lutte des classes* implacable. Cette lutte des classes paraît tantôt insidieuse, et tantôt flagrante. Elle s'infiltré dans tous les domaines. Elle submerge tous les recoins de la société. Chacun est, consciemment ou inconsciemment, soit un partisan des classes dominantes et exploiteuses, soit un supporter des classes dominées et exploitées. Les scènes politique, économique, et culturelle, se divisent en deux grands camps en conflit, l'un «conservateur» ou de «droite», et l'autre «progressiste» ou de «gauche». Et même les individus malins qui se proclament «ni de droite, ni de gauche», se dévoilent, en fin de compte, comme étant «de droite». Quiconque nie la lutte des classes, consolide les classes dominantes et exploiteuses.

Nous nous situons encore aujourd'hui dans une *société divisée en classes sociales*. Se posent alors les interrogations suivantes : Quelle est la classe sociale qui *domine* la société? Quelle est la classe qui a le «*pouvoir*» de fixer les orientations générales? Qui a le *droit* de décider? Pourquoi laisser à la classe des grands exploiters le monopole de diriger le projet de «développement de l'économie nationale»? Qui devrait déterminer les conditions de vie du peuple? Est-ce le peuple lui-même, ou est-ce un État étranger impérialiste, ou un gouvernement local inféodé à l'impérialisme, au sionisme, ou à la réaction locale? Quelle est la classe sociale qui est la mieux

outillée pour imposer son modèle de «développement économique» et en profiter au maximum? Que faire pour que les ouvriers, les paysans pauvres et les marginalisés, profitent équitablement de ce «développement de l'économie nationale»? Il faut être clair : Tant que les classes sociales existent dans la société, l'État est toujours un organisme de domination de classe, un ensemble d'appareils d'oppression des classes laborieuses, exploitées ou dominées. ***Sous la domination de la bourgeoisie*** (ou classe des exploités), ***le «développement de l'économie nationale» se fait forcément au profit de cette bourgeoisie***, non au profit de la classe ouvrière et des paysans pauvres! Prétendre que ce «développement de l'économie nationale» puisse se faire, sous la domination de la bourgeoisie, au profit des ouvriers et des paysans pauvres, est une utopie, ou une tromperie.

Aucun champ de la société n'est épargné par la ***lutte des classes***. Pour ne pas être manipulé à notre insu, en politique ou en économie, nous devons vérifier si nos choix servent seulement nos intérêts personnels égoïstes, ou ceux de la classe dominante des exploités, ou ceux de la classe des exploités.

Tout individu, peuple, ou société, est une unité dynamique et contradictoire. Toute société vit continûment ***une lutte de classes sociales***, autour de ce qui est bon ou mauvais, juste ou injuste, utile ou inutile à la collectivité. À chaque phase de son développement, la collectivité peut ***améliorer*** le citoyen, ou le peuple, par une ***résolution révolutionnaire des contradictions sociales*** que vit ce citoyen, ou ce peuple. Et c'est justement cette "révolutionnarisation" (تَثْوِير) libératrice des relations sociales qui ouvre la voie vers de nouvelles améliorations du citoyen, du peuple, et de l'ensemble de la société.

Le «développement de l'économie nationale» ne se limite pas à la planification, ou à la gestion comptable classique de l'économie. Ce développement a aussi besoin d'être accompagné par ***une dynamique de lutte politique, économique, culturelle, idéologique, et scientifique***. En d'autres termes, le développement de l'économie a aussi besoin d'une ***lutte de classes révolutionnaire***. Sans cette lutte de classes révolutionnaire, le peuple ne pourra pas prendre conscience des manœuvres de ses adversaires. Il ne pourra pas non plus

comprendre ses faiblesses, s'autocritiquer, s'améliorer, combattre, et réaliser des progrès politiques ou économiques. Nous ne pouvons pas «développer notre économie nationale» sans mener, en même temps, une puissante lutte de classes révolutionnaire, sur les plans politique, économique, et culturel. Cette lutte nécessite que le parti révolutionnaire forme le maximum possible de militants cadres révolutionnaires, des armées de cadres multidisciplinaires, parmi les jeunes, les ouvriers, les paysans, et les autres salariés travailleurs.



33. Pourquoi la solidarité sociétale est-elle indispensable?

Les capitalistes qui s'accrochent à leurs fortunes, et à leurs propriétés privées, oublient que toutes les **fortunes individuelles** sont, à leurs origines, illégales, ou illégitimes, puisque l'accumulation primitive de ces fortunes ont été accumulées par l'expropriation du travail d'autrui, ou par l'expropriation des biens d'autrui. Les **privilégiés** n'ont aucune raison de continuer à être privilégiés. **La vie commune dans une société implique que chaque citoyen dépend de tous les autres.** Aucun individu ne peut vivre seul. Un individu, quel qu'il soit, vit forcément dans le cadre d'une société, ou d'un réseau de sociétés (locales, régionales et internationales). Apparemment, c'est l'entrepreneur, l'investisseur, le patron ou le Président-Directeur-Général, qui produit. Mais dans la réalité, rien ne peut être produit en dehors de la société. Un individu seul, même s'il est muni de l'argent du monde entier, ne peut rien produire. Tout est produit par l'ensemble de la société. Parce que des relations complexes, diverses, directes et indirectes, relie entre eux l'ensemble des individus composant la société. Aucun individu, aucune famille, aucun groupe, ne peut survivre seul. Sans la «**complémentarité**», la «**solidarité**» et «**l'entraide**», de tous les membres de la

société, aucune personne ne peut survivre seule, et encore moins s'enrichir, ou vivre confortablement. Les riches ne sont riches que parce qu'ils détournent et accaparent le travail des salariés exploités. Il suffit d'une «*grève générale*» durable des travailleurs salariés pour rappeler aux grands capitalistes qu'ils ne sont rien sans les travailleurs exploités (nationaux et extra-nationaux). Ce serait donc un égoïsme stupide, que de refuser de bâtir l'«*économie nationale*» sur la base de l'effort productif de tous, la complémentarité, la solidarité, l'équité et l'entraide. Tout État qui ambitionne de réaliser une «*répartition équitable des richesses socialement produites*», devrait commencer par organiser, au profit des masses du peuple, des *services publics* généralisés, de qualité, gratuits ou à coûts réduits, (tels que: enseignement public, soins de santé, habitat, emploi, infrastructures, transports en communs, eau potable, électrification, égouts, gaz, réseaux de communications, etc). Et si un État ne fournit pas ces services publics au peuple, il devrait être traité comme un État raté, un parasite qui exploite le peuple, ou qui l'empêche de mieux vivre.



34. *Économie, culture, tradition, religion et morale*

Certains capitalistes disent: «En économie, ne me parler pas de morale»! Ils signifient : «Je n'accepte pas de restreindre mes initiatives par les limites imposées par la morale». Ils croient qu'en économie, la morale est inutile, voir nuisible. Ils oublient que la société est un tout intégré. Sans la morale, ou sans son corollaire le Droit, l'ensemble de la société se désagrège, puis s'effondre. Parce que les lois et la morale sont complémentaires.

Il existe une unité contradictoire entre l'économie, la politique, les techniques, les infrastructures, la culture, les sciences, la philosophie, la morale et les idéologies (ou superstructures). Se concentrer sur un travail spécialisé routinier,

ou vouloir évacuer la *politique*, ou négliger la *culture*, ou mépriser la *morale*, ou sous-estimer l'impacte des *idéologies religieuses*, facilite des déviations vers des démarches politiques erronées.

Tant que la morale *effective* dominante, pratiquée par la majorité des membres d'une société déterminée, est arriérée, médiocre, ou franchement déviante, cette société ne pourra pas réaliser des *progrès sociétaux* importants.

Si *l'éducation* courante du citoyen, y compris celle des entrepreneurs et des fonctionnaires de l'État, consiste à vouloir gagner un revenu, ou un profit maximum, en ne faisant rien, ou en trichant, ou en fournissant un effort minimal, le «développement de l'économie nationale» restera inatteignable.

La morale n'est pas négligeable. Si un *esprit de «tricherie» est généralisé* à la société, il devient illusoire de vouloir élever la société à un haut niveau de discipline, de production, de civisme, ou de développement.

Il existe aussi une relation insoupçonnée entre la *religion et l'économie* nationale. Sur le long terme, *l'hégémonie de l'idéologie religieuse* devient un frein structurel au développement de l'économie nationale. Si une *séparation nette entre la religion et l'État* n'est pas établie, le *sacré* finit par subjuguer et asservir la *raison*. Et plusieurs problèmes sociétaux peuvent rester non solvables.

La non institutionnalisation d'une séparation nette entre la religion et l'État évolue en un obstacle à la scolarisation des filles, à l'égalité des sexes, à l'intégration complète de la femme dans les activités économiques, et au remplacement de la culture de la «fatalité» divine par celle de la raison scientifique⁽⁶³⁾.

La législation devrait se libérer du joug de la "Chariâa islamique". Sans une rupture culturelle avec *l'idéologie religieuse intégriste*, et sans une *séparation nette entre la religion et l'État*, le «développement de l'économie nationale» restera inaccessible ! Contrairement à certaines rumeurs, cette

(63) Voir le livre: رحمان النوضة، كتاب "نقد الشعب"، الصيغة 54.ع. (<https://livreschauds.wordpress.com/2018/09/13/رحمان-نقد-الشعب>، كتاب "نقد الشعب"، رحمان النوضة.ع.).

séparation entre l'État et la religion ne nuit absolument pas à la religion. Au contraire, c'est la seule voie qui préserve la religion des influences néfastes des politiques opportunistes. La Constitution et les lois⁽⁶⁴⁾ établies devraient garantir la liberté de conscience, la liberté de culte, ainsi que la liberté de n'avoir aucun culte. Cette séparation entre la religion et l'État est une **condition nécessaire**, même si elle reste insuffisante.

Dans nos pays «musulmans», ou arabophones, persistent des **traditions** qui méprisent le **travail manuel productif**. Ce mépris du travail manuel aggrave l'arriération de certains parmi ces pays (à la fois au Maghreb, et au Macherek). De vastes populations considèrent que le bonheur est de ne fournir aucun effort (alors que le bonheur est d'accomplir ses ambitions par le travail productif au profit de la collectivité). Le dédain du travail manuel est un vestige du mode de production esclavagiste, ou féodale. Il est illusoire de vouloir «développer l'économie nationale» si on ne critique pas toutes les traditions arriérées.

Il est aussi nécessaire d'inciter périodiquement les **cadres** à aller travailler dans les campagnes pauvres, ou dans les usines, pour assimiler les conditions de vie du peuple, pour contribuer à les améliorer, et pour réduire les disparités existant entre le centre et les périphéries, entre les villes et les campagnes, entre les travailleurs intellectuels et les travailleurs manuels, entre les cadres et les manœuvres, entre les ouvriers et les paysans, et entre les hommes et les femmes.



(64) Voir les livres: 1) (<https://livreschauds.wordpress.com/2018/09/13/كتاب-نقد-الشعب-رحمان-النوضة.ء>).

2) (<https://livreschauds.wordpress.com/2015/06/20/كتاب-أية-علاقة-بين-الدين-والقانون-رحمان-النوضة-الصيغة-22.ء>).

35. *Le besoin d'une révolution culturelle ininterrompue*

Nous ne réussirons pas à «développer l'économie» d'un pays comme le Maroc, si nous ne menons pas, en même temps, ***une révolution culturelle, pacifique, intégrale, et ininterrompue, pour corriger toutes les composantes de la société qui nécessitent de l'être.*** Si la majorité des citoyens d'une société exigent leurs droit, mais évitent d'accomplir leurs devoirs, cette société ne peut pas être efficace dans aucun domaine. Le «développement de l'économie nationale» nécessite une «***révolutionnarisation***» (تثوير) à la fois des hommes, de la société, des relations sociales, des sciences, de la culture et des traditions.

Non seulement en politique, mais également en économie, toute chose peut se transformer en son contraire. La ***consultation*** des comités des travailleurs est indispensables. La ***discipline*** est tout aussi nécessaire. Sans les ***contrôles mutuels, les sanctions équitables, et la rééducation généralisée de toutes les composantes du peuple, du sommet à la base des hiérarchies de la société,*** on aboutit vite à la dilution des responsabilités, à la généralisation de l'opportunisme, ensuite à l'anarchie, puis à l'effondrement de la société concernée.

Le développement de l'économie ne peut se réaliser que lentement, durant des générations successives. Les pays à orientation socialiste se développent plus rapidement que les pays à orientations capitalistes (cas de la Russie après 1917, et de la Chine après 1949). Pour qu'une économie nationale soit solide, elle devrait être basée sur un État de Droit, des libertés politiques garanties, un enseignement public de très haute qualité, des recherches scientifiques développées, des technologies florissantes, des cadres épanouis, des ouvriers satisfaits de leurs droits fondamentaux, et une solidarité sociétale garantie, effective et généralisée.



36. *Soit l'écologie, soit le suicide collectif!*

Les hommes n'existent pas en tant qu'*individus* séparés ou indépendants, mais seulement en tant que *société intégrée et interdépendante* (voir le point n°10). Dans la «mondialisation» actuelle, cette société existe à deux niveaux: national, et international. Mais cela ne suffit pas. Car il n'y a pas que la société des hommes, il y a aussi la société dans *ses interactions* avec la *Nature*, locale et planétaire.

Plusieurs civilisations anciennes (en Asie, Amérique Latine, Afrique, Europe du Nord) prévenaient que ces interactions (entre la société et la nature) devaient tendre vers l'harmonie ou la symbiose. Or le capitalisme répandu aujourd'hui dans le monde se concrétise par le pillage de la nature, son ravage, son saccage, et sa destruction. Le capitalisme incite à une attitude de mépris à l'égard de la nature. Notre monde d'aujourd'hui a un *besoin urgent de dépasser le capitalisme, pour préserver la nature!* Les peuples d'Europe du Nord, ainsi que les peuples «primitifs» d'Amazonie, sont globalement à l'avant-garde de cette conscience écologique. Mais comme les peuples «primitifs» ne produisent ni armes, ni marchandises, leur conception de «la relation entre les hommes et la nature» devient forcément dédaignée par les capitalistes.

Les récentes recherches scientifiques ont convaincu la majorité des savants du monde entier de la nécessité de *respecter les règles* imposées par la préservation de l'*écologie*, des espèces, et du climat, de l'ensemble de la Planète Terre. Les savants ont fourni suffisamment d'observations, de données et de preuves. La donne de l'économie a aujourd'hui radicalement changée : *la poursuite du développement de l'économie, dans le cadre du capitalisme classique, devient un suicide collectif.* Seuls des capitalistes attachés à la perpétuation de leurs profits égoïstes sont sceptiques sur le réchauffement du climat planétaire, et sur l'extinction des espèces. Les «explications» de ces capitalistes sceptiques peinent à camoufler leur aveuglement par leurs intérêts égoïstes.

L'accroissement de la *démographie* mondiale fait partie des problèmes de l'écologie. ***Il est impossible de résoudre les problèmes de l'écologie sans réduire simultanément les démographies de tous les pays du monde***, en les ramenant à ce qu'elles étaient à une date convenue en commun (par exemple l'année 1955).

Même si aujourd'hui environ 80 % de la pollution de l'atmosphère, des terres, et des mers, sont causés par les pays du G20⁽⁶⁵⁾, tous les pays du monde (y compris les petits) devraient participer à la correction de ces dérives capitalistes.

Les discussions organisées à l'échelle internationale, sur les problèmes de l'écologie mondiale, entre les années 1980 et 2020, ont montré que ***les États et les entreprises capitalistes sont incapables de réaliser la transition écologique*** dans les délais recommandés par la majorité des savants du monde (dans les domaines de l'énergie, l'industrie, l'agriculture, les pesticides, les perturbateurs endocriniens, la pêche, le transport, le tourisme, l'urbanisme, la pollution, le recyclage des déchets, etc). Le respect de ces recommandations (nécessitées par la préservation de l'écologie mondiale) n'est possible qu'en se libérant des logiques capitalistes. Et le dépassement de la logique capitaliste présuppose le dépassement du capitalisme lui-même. Le capitalisme est aussi incapable de débarrasser le monde des armes nucléaires.

Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, ***le devoir urgent de dépasser le capitalisme est devenue une «question de vie ou de mort», pour l'ensemble de l'espèce humaine !*** Non seulement le capitalisme ne peut pas créer ***les emplois, la solidarité, les richesses, l'équité, et l'écologie***, dont notre société mondialisée a besoin, mais il devient un choix éminemment irrationnel et suicidaire. La persistance du ***capitalisme*** conduit l'humanité à un effondrement majeur et sans

(65) Le Groupe G20 a été créé en 1999, après une succession de crises financières dans les années 1990. C'est un forum intergouvernemental composé de dix-neuf des pays aux ***économies les plus développées***, et de l'Union européenne. Il se compose des chefs d'État, chefs de gouvernement, ministres des finances, et chefs des banques centrales. Ils se réunissent annuellement. En 2021, le G20 représente 75 % du commerce mondial, près des deux tiers de la population mondiale, et plus de 80 % du produit mondial brut.

précèdent des écosystèmes qui rendent la Planète Terre vivable. Ne peut être aujourd'hui **climato-sceptique**, que ceux qui sont ignorants, égoïstes, à courte vue, ou «je-m'en-foutiste». Le déni de ces nouvelles vérités peut s'apparenter à un **crime contre l'humanité**.

Le capitalisme détruit, à grande échelle, les forêts, les savanes, les terres arables, les fleuves, les rivières, les océans, l'atmosphère, etc. Le monde entier est entré dans une catastrophe climatique planétaire irréversible ! Depuis déjà quelques décennies, **l'extinction des espèces animales s'accélère**, les glaciers fondent, les forêts tropicales sont brûlées ou rasées. Les hommes sont devenus eux-mêmes menacés d'extinction !

Plusieurs types de catastrophes risquent de tuer, au cours des prochaines décennies, des millions de personnes pauvres. La pandémie du Corona Virus de décembre 2019 n'est qu'un petit exemple parmi les types de catastrophes planétaires qui menacent les hommes. La logique du profit maximum, par l'exploitation maximale, et par la croissance économique illimitée, conduit à une destruction maximale, à la fois des hommes et des conditions de la vie sur la Planète Terre. Il est erroné d'extraire de la nature plus qu'elle ne peut régénérer. **Le capitalisme entre en contradiction avec les capacités de survie de la Planète Terre**. Non seulement le capitalisme nuit à la majorité des hommes, mais il les rend en même temps aliénés, égoïstes, stupides, violents, destructeurs et aveugles. Au point que beaucoup d'hommes refusent aujourd'hui de croire les vérités qu'ils savent déjà.

Le capitalisme a transformé la «**démocratie**» et le «**droit de vote**» en leurs contraires. Ils sont devenus des ruses, qui servent à manipuler des citoyens «incultes», en les faisant voter en faveur des candidats capitalistes qui sont les plus riches, les plus opportunistes, ou les plus prédateurs. Des citoyens insuffisamment conscients votent pour ces candidats capitalistes qui vont ensuite les conduire au **suicide collectif**. **Le capitalisme** est aujourd'hui incapable de se passer des guerres, de cesser d'être impérialiste, de se libérer des sources d'énergie fossiles, de diminuer les émissions de gaz à effet de serre (comme le gaz carbonique, le méthane, etc) à la vitesse nécessaire, de se passer des pesticides, de stopper la pollution, de réduire les inégalités

sociales, de partager le travail et les richesses, de respecter les écosystèmes de la Planète Terre, etc. Plusieurs logiques capitalistes ne sont plus tenables. Par exemple, certains disent : «Nous ne pouvons pas interdire la production du Glyphosate⁽⁶⁶⁾ (herbicide) tant qu'on n'a pas un produit alternatif». Mais la vérité est qu'il n'y aura jamais une solution alternative au Glyphosate, tant que l'interdiction de sa production et de son commerce n'est pas établie ! Contrairement aux assurances exprimées par des capitalistes sur l'innocuité du Glyphosate, tout produit qui détruit des êtres vivants (qu'ils soient des végétaux, ou des insectes,...) finit par nuire aux hommes eux-mêmes.

Il ne reste aujourd'hui pour les peuples du monde entier qu'un seul choix: la *révolution socialiste écologique!* Reste seulement à savoir : par quelle méthode, par quels moyens, par quelles alliances, par quelles mobilisations, et avec quelles vitesses, bâtir ce *socialisme écologique*, sans dévier vers l'anarchie, ou vers des destructions irréfléchies. Nous ne pouvons aujourd'hui sauvegarder la survie des peuples que par *une lutte de classe* révolutionnaire, clairvoyante, radicale, et internationaliste. Parce qu'il est fondamentalement sociétal, le socialisme révolutionnaire (ou communisme) est seul apte à *respecter les équilibres* recommandés par les savants et les scientifiques de la nature. Mais détrompons nous d'avance : car les futures victimes des catastrophes écologiques, ce ne seront pas seulement «les autres», mais «nous tous», sans aucune exception!



(66) Le Glyphosate est un herbicide qui nuit aux insectes, aux oiseaux, et aux hommes. Il est probablement cancérigène.

37. Agriculture, eau, démographie, et masses-médias

Dans tout plan de «développement de l'économie nationale», nous ne pouvons pas développer *l'industrie* et les services, si nous ne développons pas simultanément *l'agriculture*. Le développement de l'agriculture commence par une *révolution agraire*, qui accorde la terre aux paysans qui la cultivent. Les grands propriétaires fonciers qui possèdent des terres agricoles, mais qui ne les travaillent pas, recevront une indemnisation minimale. Le peuple (du Maroc) devrait contrôler le sort d'un million d'hectares des terres coloniales récupéré en 1973, mais pillées ensuite par les notables du régime politique. Aujourd'hui, le pouvoir politique veut constituer de nouveaux supporters du régime politique établi, en privatisant, et en distribuant, environ 15 millions d'hectares de «terres collectives» (الأراضي السَّالِيَّة). Ce serait la plus grande arnaque du siècle. Car les «terres collectives» ne sont, par nature, ni distribuables, ni privatisable. C'est une stupidité que de vouloir améliorer le sort des citoyens en privatisant le territoire national. La privatisation n'enrichira que ceux qui sont déjà super-riches. Les paysans ont besoin de vigilance pour éviter d'être manipulés ou dupés. Ils devraient être organisés, formés, et encadrés, dans des associations et des coopératives. L'État devrait leur faciliter l'accessibilité à l'usage de la terre, l'accès aux crédits nécessaires. Le futur État social (ou socialiste) s'appuiera sur l'alliance stratégique révolutionnaire entre les ouvriers, les paysans et les autres classes laborieuses du peuple.

Le Maroc se situe dans une zone géographique tempérée semi aride. *Le développement de l'agriculture restera forcément insuffisant, tant que le Maroc n'invente pas, et ne généralise pas, de nouvelles ingénieries de captation de l'eau, de son stockage, son transport, son utilisation, sa dépollution, et ses multiples recyclages.* Cela est d'autant plus urgent que le changement du climat, actuellement en cours (en Afrique du Nord), nous promet plus de chaleur, et moins de pluie. Au cours des deux derniers siècles, des paysans inconscients avaient coupé la grande majorité des arbres couvrant les montagnes et les collines. C'était une erreur gravissime. Il est insensé de

mener une politique de multiplication des barrages, si on ne réalise pas, en même temps, un vaste programme de **reforestation** du maximum possible de **bassins hydrauliques** dans les zones montagneuses. La lutte contre l'érosion, et l'amélioration de la captation des eaux, sont liées. La **captation des eaux** de pluie nécessite aujourd'hui de **replanter** le maximum possible d'arbres (et d'arbustes) pour couvrir le plus possible de zones de montagnes et de plaines.

Les **importations chroniques de céréales** constituent une faiblesse structurelle dans l'économie du Maroc. Aucune solution à ce problème ne peut exister hors du principe de «compter sur soi». L'atténuation progressive de ce problème passe par l'investissement durable dans la recherche scientifique, et dans l'invention de nouvelles ingénieries agricoles, pour produire de nouvelles variétés de céréales capables de consommer peu d'eau, et de pousser sur des sols relativement pauvres.

Les **importations d'énergie** (sous forme de produits pétroliers) constituent une autre faiblesse structurelle. L'allègement de ce fardeau nécessite d'investir patiemment dans le développement d'expertises nationales capables de produire les équipements nécessaires à la productions de différents types d'énergies renouvelables (solaires, éoliennes, etc).

Il ne sera pas aisé de «développer l'économie nationale» sur le long terme, si l'on ne maîtrise pas, de manière rationnelle, l'évolution de la **démographie**, ainsi que sa répartition géographique. Pour que le «développement de l'économie nationale» soit durable, il faut réaliser une **adéquation** viable entre le «développement de l'économie nationale», la distribution géographique de la population, la qualité de vie minimale souhaitée par les citoyens, et les limites intrinsèques imposées par la nature de chaque type de zone du territoire national.

Au niveau des masse-médias, une partie non négligeable de l'argent public est gaspillée pour payer de nombreux **spécialistes de l'éloge** et de la **propagande** (marocains et étrangers). En échange de récompenses financières, ces élogieux produisent des livres, articles, reportages, interviews, émissions, etc, qui montrent le Maroc sous l'image d'un régime politique «stable», «sûr», «populaire», «développé», «industriel» et

«démocratique»⁽⁶⁷⁾. Le pouvoir politique a-t-il le droit d'accaparer ou de monopoliser les *masses-médias publics*, et de les utiliser comme s'ils étaient une propriété privée du roi, ou de la classe des grands exploiters? Ce monopole devrait être aboli. Ne sont aujourd'hui autorisés à passer à travers les différents programmes des télévisions publiques que les personnes qui sont connues pour être des partisans du régime politique établi. Par exemple dans le domaine économique, les programmeurs des télévisions publiques imposent que les *économistes* invités soient politiquement soumis, conformistes, conservateurs ou apologistes. La pensée unique nuit au «développement de l'économie nationale». Pour que le «développement de l'économie nationale» puisse être florissant, il faut que la discussion et la critique de l'économie deviennent des pratiques quotidiennes, à travers tous les masses-médias. Les intellectuels de gauche, et les opposants politiques, issus du peuple, devraient avoir un droit égal d'accès à tous les masses-médias. Les *moyens de communications publics* (presse, radios, télévisions, internet, etc) devraient être politiquement indépendants, libres, ouverts, démocratiques, contradictoires, respectueux des libertés politiques, et de haute qualité culturelle. Sans *liberté* des masses-médias publics, «l'économie nationale» ne pourra pas s'émanciper. [Thèse 14] *Un État qui n'œuvre pas pour développer les sciences et les cultures portées par le peuple, ne pourra jamais «développer l'économie nationale»!*



38. Les bons et les mauvais «économistes»

Dans des institutions consultatives, ou à travers les médias publics, certaines personnes se proclament «*économistes*», ou

(67) Pierre Vermeren, *Le Maroc un royaume de paradoxes*, Édition Tallandier, Paris, 2020, p.203. L'auteur cite une liste partielle de livres français commandités.

«*experts en économie*». Elles présentent des arguments d'autorité, en faisant valoir leurs diplômes, ou leurs fonctions professionnelles, ou leur bureau personnel d'études. Mais quiconque néglige de mener des enquêtes indépendantes, ou évite d'informer le public sur des pratiques économiques condamnables, ou se dérobe au devoir de les critiquer, ne mérite pas d'être qualifié d'«*économiste*», même s'il se pare de tous les diplômes possibles.

Un prétendu «*économiste*» dont la fonction se ramène à produire des éloges du régime politique établi, pour le conforter dans ses pratiques économiques ou politiques condamnables, celui-là n'est plus qu'un démagogue, et son discours n'a aucune valeur. Et les «*économistes*» qui défendent automatiquement le capitalisme, en dépit de ses crises, de ses errements, et de ses injustices, ceux-là sont des «*propagandistes*», ou des «*mercenaires*».

Les bons économistes sont reconnaissables par leur indépendance et leur critique. Ils sont souvent marginalisés par le pouvoir politique. Alors que les mauvais économistes sont mis en évidence par le pouvoir, parce qu'ils restent souvent soumis, conformistes, approbateurs, louangeurs, ou intégrés au régime politique établi. Au lieu de défendre la vérité objective, ils se limitent à défendre le régime politique établi, en échange de certains privilèges.

Certains *économistes* se proclamant "progressistes", ou même "socialistes". Mais ils n'osent pas faire des choix décisifs. Ils dénoncent les échecs économiques du régime politique établi, ils critiquent certains anciens choix erronés décelés dans les orientations stratégiques antérieures, et en même temps, ils proposent à ce régime politique établi d'appliquer des «*réformes radicales*» qui sont contraires à la nature même de ce régime politique. Comme si ces économistes ne comprennent pas la nature de ce régime politique. Ils refusent de tenir compte de la lutte des classes sociales. Ces économistes ne sont, ni tout à fait «*capitalistes*», ni tout à fait «*socialistes*». Il leur est difficile de contribuer au progrès du peuple, ou à sa libération.

Pour réfléchir, toute personne a besoin d'une *boussole* théorique, ou de *repères intellectuels*. Parmi les repères importants utilisés par les progressistes, il y a : a) la division de la société en classes sociales antagoniques; b) l'ambition de

libérer la société de l'exploitation et de l'aliénation capitalistes. Si un économiste de gauche perd ces repères, il devient un économiste au service de la bourgeoisie.

Un économiste dépourvu de sens critique devient comme un «haut parleur» de la bourgeoisie. Que ce soit en économie, en politique, ou dans les sciences, *la démarche qui réussit* est souvent la même: il faut analyser et comprendre, tous les secrets, tous les processus, et toutes les interactions du phénomène considéré. Et après avoir compris l'ensemble de ces éléments, la conception et la réalisation de projets adaptés deviennent relativement aisées. Sans une *démarche* à la fois scientifique, sociétale, révolutionnaire, et dialectique, il serait vain de vouloir comprendre l'«économie nationale», et encore moins de la développer. L'économie nous renvoie à la révolution politique, et la révolution politique nous renvoie à l'économie.



39. *Les impérialistes et le développement du tiers-monde*

Des acteurs politiques diffusent des discours sur l'économie. Ils prétendent que les pays «sous-développés» vont bientôt rattraper le niveau des pays occidentaux «développés». Ces insinuations sont trompeuses. Les puissances impérialistes souhaitent secrètement que les pays «sous-développés» restent tels qu'ils sont. La préservation de la *domination* des puissances impérialistes passe par la conservation de la *dépendance* des pays «sous-développés».

Pour continuer à exploiter aisément les pays du tiers-monde, les États impérialistes mènent des politiques occultes pour les maintenir dans un état de sous-développement global. Les États impérialistes n'œuvrent pas seulement pour créer, produire, se développer, et être puissants, mais ils œuvrent aussi pour empêcher les autres peuples du monde, de se développer, ou de

se renforcer. Se développer, et empêcher les autres de se développer, sont deux aspects d'un même phénomène, qui est l'impérialisme des États occidentaux. Les États impérialistes veulent empêcher les autres peuples du monde de devenir des concurrents, des rebelles, ou des adversaires. Avant, les USA combattait les Russes et les Chinois, parce qu'ils étaient «communistes»; et aujourd'hui, même si les Russes et les Chinois sont devenus «capitalistes», les États impérialistes continuent à les combattre, simplement parce qu'ils sont des «Russes», ou des «Chinois». L'histoire récente des manœuvres, et des sabotages, exercés par les États impérialistes, américains et européens, contre les peuples d'Amérique Latine, d'Asie, d'Afrique et du Moyen Orient, sont là pour témoigner de cet acharnement impérialiste. Les embargos et les «sanctions économiques», imposés par exemple à Cuba, et à l'Iran, puis à la Russie et à la Chine, pendant des décennies, montrent que le but des États impérialistes est de détruire tous les régimes politiques qui ne se soumettent pas aux États impérialistes. Ces derniers utilisent tous les arguments imaginables pour combattre les autres peuples et États du monde, pour les affaiblir, ou pour les soumettre, y compris l'utilisation des arguments de «Dictature», de «non respect des Droits de l'Homme», ou de «soutien au Terrorisme».

Les puissances impérialistes s'arrangent pour que *l'écart de développement* qui les séparent des pays «sous-développés» se perpétue. [Les présidents des États Unis d'Amérique, D. Trump, puis J. Biden, ont déclaré que la Chine est leur pire ennemie dans le monde, juste parce que la Chine progresse et se développe, au point qu'elle risque fort de dépasser les États Unis d'Amérique en l'an 2025]. Pourquoi les puissances impérialistes aideraient-elles des pays «sous-développés» à devenir des concurrents «développés»? Les exemples de la Chine, de la Russie, et de l'Inde, sont édifiants à cet égard. En effet, dès que ces pays ont montré qu'ils sont entrain de se transformer en des puissances économiques et technologiques, les États Unis d'Amérique, l'Australie, le Japon, et l'Europe Occidentale, se sont aussitôt alliés pour essayer d'empêcher ces pays de devenir des puissances économiques mondiales.

Dans leurs relations avec les pays du tiers-monde, les États *impérialistes* utilisent des discours biaisés ou trompeurs. Ils

parlent d'un «libéralisme merveilleux», d'un «capitalisme miraculeux», du «marché libre», «auto-régulé», «équilibré», qui «s'auto-planifie tout seul». Ils parlent aussi de «liberté de concurrence», de «démocratie», d'«égalité», ou d'«entraide». Mais dans la réalité, les impérialistes pratiquent un égoïsme cynique. Ils maîtrisent l'espionnage économique. Ils détruisent méthodiquement les anciens acquis des ouvriers et des paysans. Ils poussent de nombreux travailleurs salariés dans une précarité grandissante. Ils utilisent une logique de «deux poids, deux mesures». Ils jonglent sans complexes avec **des promesses généreuses, des sanctions économiques, des guerres par procuration, et des interventions armées.**

Sous incitation de lobbies sionistes, les impérialistes ont déjà détruit l'Irak (en 2003), la Syrie et la Libye (entre 2011 et 2020). Ils projettent aussi d'anéantir l'Iran, et plus tard l'Égypte, et peut être aussi le Pakistan, ou la Turquie. Les monarchies et émirats pétroliers du Moyen Orient, ne sont pas des États normaux. Ils sont des valais dociles des impérialistes, de simples gardiens de puits de pétrole au service des puissances impérialistes. Par milices «islamistes» interposées⁽⁶⁸⁾, ces monarchies absolues financent des interventions armées occultes, contre tout ce qui risque d'être progressiste, en Syrie, au Yémen, en Irak, en Égypte, au Soudan, en Tunisie, en Libye, au Liban, etc.

L'histoire récente des relations internationales prouvent que les États impérialistes manœuvrent constamment. Avant 1990, les impérialistes occidentaux, alliés dans l'OTAN, préparaient la guerre contre la Russie et la Chine parce qu'elles étaient «communistes»; et après l'évolution de la Russie et de la Chine vers le «capitalisme», les impérialistes occidentaux continuent à préparer la guerre contre la Russie et la Chine, simplement parce qu'elles sont des concurrentes des puissances Occidentales.

puissances impérialistes n'hésitent pas à recourir à des interventions occultes, injustes ou illégitimes. Leur but est de **maintenir des pays du tiers-monde dominés, dépendants, exploités et sous-développés.** La «mondialisation» n'est pas

(68) Exemples de milices "islamiste" programmées en commun avec les services secrets des USA, «Al Ka-îda» (القاعدة), «Daïiche» (دَاعِش), «Jabhate Annosra» (جَبْهَةُ النَّصْرَةِ), etc.

seulement une circulation inoffensive de marchandises et de capitaux, mais aussi une intensification de l'exploitation de toutes les potentialités capitalistes existant dans les pays du tiers-monde. Le président des USA, Donald Trump, proclame, sans complexe, l'égoïsme que ses prédécesseurs essayaient de cacher: «Amérique first»! «Les USA doivent rester la plus grande puissance du monde». «Si vous n'êtes pas avec nous, alors vous êtes contre nous». «Si vous n'appliquez pas les orientations des USA, alors vous êtes avec nos ennemis». Ainsi parle D. Trump et ses semblables.

Les États et les multinationales impérialistes sont plus cyniques et plus violents qu'ils ne paraissent. L'histoire des nombreuses interventions des États impérialistes d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord, au Moyen Orient, en Amérique latine et en Afrique, tantôt occultes, et tantôt flagrantes, agressives et militaires, rappellent à qui veut comprendre, que *c'est un mythe que de croire à la possibilité de «développer l'économie nationale» (d'un pays du tiers-monde) dans le cadre de la dépendance à l'égard des puissances impérialistes*. Ce serait une naïveté, ou une ignorance, que de croire que les États impérialistes vont laisser des pays du tiers-monde renforcer leurs souverainetés nationales, leurs indépendances politiques, leurs autonomies économiques, ou leurs développements sociétaux.

Les dirigeants progressistes (du tiers-monde) qui avaient essayé d'appliquer des politiques «nationalistes» ou «indépendantes», comme Abdallah Ibrahim (1918-2005), Mehdi Ben Barka (1920-1965), Patrice Lumumba (1925-1961), Gamal Abdel Nasser (1918-1970), Salvador Allende (1908-1973), Thomas Sankara (1949 - 1987), etc, ont été combattus par des impérialistes, ou par leurs alliés, ou par la réaction locale comprador.

Une bourgeoisie fondée sur la dépendance (à l'égard des puissances impérialistes), sur la rente, le despotisme, et les «passe droits», reste incapable de «libérer l'économie nationale», et encore moins de la «développer». Si les plus importantes composantes de l'économie nationale du Maroc sont contrôlées par des puissances impérialistes, comment le pouvoir politique du Maroc pourrait-il être capable de diriger ou de développer cette «économie nationale» au détriment des

intérêts des impérialistes? Le «développement de l'économie nationale» d'un pays du tiers-monde reste inaccessible si ce pays ne mène pas une lutte populaire de libération nationale, sur le long terme, contre les interventions des institutions et des États impérialistes qui dominent le monde.



40. La classe des grands exploités

Dans le cadre de la *dépendance* (envers des puissances impérialistes), *la classe des grands exploités*⁽⁶⁹⁾ est, par nature, dépendante, autocratique, égoïste, opportuniste, tricheuse, corrompue, et despotique. Elle veut tout maîtriser, tout dominer, et tout posséder. Elle croit que si elle fait la moindre concession au peuple, celui-ci va la submerger et la dépouiller de tout. Il est fort improbable que la classe des grands exploités fasse la moindre concession au peuple, même en temps de crise grave. Ne peuvent croire les promesses de réformes politiques présentées par la classe des grands exploités que ceux qui ignorent l'immensité de son égoïsme, de son hypocrisie, et de son intransigeance. Malgré ses propagandes prétentieuses, le capitalisme reste incapable de réaliser les ambitions du peuple travailleur. Tant que le Maroc vit dans le cadre d'un capitalisme dépendant, le «développement de l'économie nationale» restera comme un mirage inatteignable. Dans le cadre du capitalisme, les contradictions entre les classes sociales vont inéluctablement s'aggraver et s'approfondir, jusqu'à ce qu'une révolution renverse le capitalisme, et ouvre la voie vers un mode de production communiste.

(69) Voir le livre de Rahman Nouda sur les classes sociales, en langue arabe : <https://livreschauds.wordpress.com/2012/05/12/،كتاب: طبقات المُحتمَع،/رحمان النوضة/>



41. L'effondrement probable de l'État

L'évolution de la société ne se fait pas au hasard, mais obéit à des lois, même si nous ne connaissons pas bien ces lois. Ainsi, si un État réussit à traiter les grands problèmes de la société (comme l'enseignement, la santé, l'emploi, les libertés, les transports en commun, l'habitat, etc), il avance vers le progrès, sinon il recule forcément vers la décadence. Et puisque le régime politique (établi au Maroc), depuis des décades successives, n'œuvre pas pour la satisfaction des besoins du peuple, à la fois la société, et l'État, se délabrent. C'est un phénomène qui est généralisé à une grande partie des pays du tiers-monde, et aussi du monde arabophone. Entre les années 2011 et 2021, nous observons un effondrement plus ou moins profond de l'État, dans la Somalie, le Soudan, l'Irak (sous l'effet de l'invasion par les États Unis d'Amérique, et des contradictions internes), la Syrie, le Liban, la Tunisie, la Libye. Et les prochains États candidats à un effondrement semblable sont probablement le Maroc et l'Algérie. Même si les forces politiques révolutionnaires ne se préparent pas à ce futur sombre. Les peuples apprennent plus aisément de l'expérience que de la théorie. Parfois, les peuples n'osent changer un régime politique que lorsque celui-ci les enfonce dans une décadence douloureuse. Ainsi va l'Histoire des sociétés humaines.

42. Rappel de la conclusion

Cette conclusion est présentée au début du livre.

Rahman Nouda (rédigé en mai 2020, à Casablanca).

(Un résumé de ce livre, portant le même titre, et fait en 25 pages, a été publié par la revue semestrielle "Majallat Arrabii", éditée par le CERM, n°27, en Juin 2021, numéro spécial sur "L'économie marocaine, caractéristiques et perspectives", de page 83 à 119).

